

Politis,
P

CHAQUE JEUDI

www.politis.fr

SOUSCRIPTION

SANS VOTRE SOUTIEN
POLITIS
VA DISPARAÎTRE
SAUVONS
POLITIS!

La barre
des 600 000 euros
franchie!

PARTI SOCIALISTE

Premier round à
Clermont-Ferrand

POSTE

Courrier privé

SOCIÉTÉ

Le débat sur
la décroissance

BUDAPEST 1956

Entretien avec
Roger Martelli

n° 923

3 €

Politis,

ÉMEUTES

En attendant la prochaine...

Faute d'une politique sociale efficace,
et face à un discours toujours plus répressif,
on peut redouter un nouvel embrasement



M 03461-0923 3,00 E

PRE-VISUALISATION
OFFSET

Sommaire

Au fil de la semaine 4 à 21

SAUVONS POLITIS

Pages 4 à 5

FRANCE

PARTI SOCIALISTE. Premier round à

Clermont. **Page 6**

TRIBUNE. « Contre les naufrageurs du

vin », par Jean-François Chapelle,
Régis Hochart et Gérard Durand.

Page 7

SANTÉ. Traitement antilibéral

recommandé. **Page 8**

SERVICES POSTAUX. Courrier privé.

Page 9

ÉCONOMIE. « Le Nobel du

néolibéralisme », par Dominique

Plihon. **Page 9**

SOCIÉTÉ. Les « Indigènes de la

République » appellent à voter.

Page 10

TÉMOIGNAGE. « Un coupable idéal »,

par Aïcha El Wafi. **Page 10**

SCIENCES. « Il est nécessaire

d'engager le dialogue sur la

décroissance », par Lionel Larqué.

Page 11

MONDE

BRÉSIL. Lula s'impose.

Page 12

CULTURE

CINÉMA. « Là-bas », de Chantal

Akerman.

Page 18

JAZZ. Qui va piano.

Page 19

LITTÉRATURE. « L'Histoire de

l'amour », de Nicole Krauss.

Page 19

PHOTOGRAPHIE. « Paris en liberté »,

par Doisneau.

Page 20

TÉLÉVISION. « Le Dernier

Caravansérail », d'Ariane Mnouchkine.

Page 21

Idées 22 et 23

ENTRETIEN avec Roger Martelli :

« La Hongrie aurait pu être la vitrine

de la déstalinisation ».

ESSAI. « Le Grand Retournement »,

par Richard Labévière.

Action 24 à 31

HANDICAP

Une législation boîteuse.

Pages 22 et 23

BABIL WEB

Bonjour chez vous !

Page 27

CULTURE

Squats, Paris au pied du mur.

Page 28

ÉCOLOGIE

« Les émules du Pr. Pellerin »,

par André Cicoletta.

Page 29

ÉCONOMIE SOLIDAIRE

Entretien avec Christian Moretto,

auteur d'un guide des marchés de

plein vent.

Page 31

Dossier 14 à 17

BANLIEUES

En attendant la prochaine émeute

Il y a un an, les banlieues de toute la France connaissaient un intense mouvement de révolte, après la mort de deux adolescents à Clichy-sous-Bois. Les leçons de ces événements n'ont pas été tirées, et c'est toujours une réponse répressive qui s'impose, face à la jeunesse des quartiers dits sensibles.

Couverture : AFP

ABONNEMENT À DURÉE LIBRE

11€
PAR MOIS
au lieu de
12,55 €



OFFRE RÉSERVÉE AUX NOUVEAUX ABONNÉS

☐ **OUI**, je souhaite profiter de votre offre exceptionnelle et je m'abonne à Politis en durée libre, au prix de 11 euros par mois. Je recevrai Politis chaque semaine ainsi que les hors-série. Je serai libre de suspendre mon abonnement à tout moment par simple courrier adressé au journal. La somme de 11 euros sera prélevée sur mon compte, chaque fin de mois sans frais supplémentaires. Je remplis l'autorisation de prélèvement ci-dessous.

AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT MENSUEL			
TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER			
Nom _____			
Prénom _____			
N° _____ Rue _____			
Code postal _____		Ville _____	
NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT DU COMPTE À DÉBITER			

N° _____ Rue _____			
Code postal _____		Ville _____	
N° national d'émetteur : 492 091			
J'autorise l'établissement teneur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements établis à mon nom qui seront présentés par l'organisme créancier Politis SAS, 2, impasse Delaunay, 75011 Paris.			
Date : _____		Signature obligatoire _____	
DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER			
établissement	guichet	N° de compte	clé RIB
_____	_____	_____	_____
Important : joindre un relevé d'identité bancaire ou postal.			

Politis,

Fondateur :
Bernard Langlois.

Politis est édité par SAS Politis, société par actions simplifiée au capital de 300 000 euros. Principaux actionnaires : Association pour la défense de la pluralité de la presse, Doxa SAS, le Monde diplomatique. Président, directeur de la publication : Pierre Guiard-Schmid. Comité de direction : Pierre Guiard-Schmid, Denis Sieffert.

Comité de prospective : Bernard Cassen (président), Jean-Pierre Beauvais, Pierre Guiard-Schmid, Bruno Lombard, Denis Sieffert, Thierry Wilhelm.

Directeur général : Jean-Pierre Beauvais.

Directeur de la rédaction : Denis Sieffert.

Chef des informations : Michel Soudais (politique).

Économie et social :

Thierry Brun (chef de rubrique), Dante Sanjurjo.

Vie associative :

Françoise Galland (chef de rubrique).

Écologie-Nord-Sud : Patrick Piro.

Société : Marion Dumand.

Culture-Idées : Christophe

Kantcheff (chef de rubrique).

Gilles Costaz (théâtre),

Jean-Pierre Jeancolas (cinéma),

Denis-Constant Martin

(musiques),

Frédérique Pelletier (BD),

Jean-Claude Renard (arts

plastiques, littérature), Jacques

Vincent (rock), Jacques Vassal

(chanson), Olivier Doubre (essais).

Médias :

Marie-Édith Alouf.

Premier rédacteur graphiste

et webmestre :

Michel Ribay.

Rédactrice graphiste :

Claire Le Scann-Stora

Rédactrice correctrice :

Pascale Bonnardel.

Conception graphique :

Frédérique Goursolas.

Administration-comptabilité :

Isabelle Péresse.

Secrétariat : Brigitte Hautin.

Publicité-promotion :

Michèle Bassereau.

publicite@politis.fr

Impression :

Imprimerie du Monde,

12, rue M. Gunsburg

94852 Ivry Cedex.

Relation abonnés.

Tél. : 01 49 60 10 39

Fax : 01 49 60 10 55.

politis@abocom.fr

Abon. 1 an France : 158 euros

Diffusion. NMPP.

Inspection des ventes

et réassort : K.D.

Éric Namont : 01 42 46 02 20

Numéro de commission

paritaire :

69830. ISSN : 1290-5550

Politis,

2, impasse Delaunay

75011 Paris

Tél. : 01 55 25 86 86

Fax : 01 43 48 04 00

www.politis.fr

redaction@politis.fr

ÉDITORIAL

PAR DENIS SIEFFERT

De Budapest à Tbilissi

Ce n'est pas le moindre effet de la politique américaine. Ceux qui veulent, ou prétendent vouloir, résister à l'omnipotence culturelle et morale de l'administration Bush en sont réduits à rechercher des alliances coupables. Pour dire « non » aux néoconservateurs d'outre-Atlantique, on serait obligé de dire « oui » aux crimes de Vladimir Poutine. Ce raisonnement est, hélas, courant dans les arcanes d'une diplomatie française qui, plus que tout, redoute l'isolement. Pour créer un rapport de forces, il faudrait savoir fermer les yeux sur les méfaits et les forfaits du maître du Kremlin. Étrange et insidieux retour à une politique des blocs, qui n'aurait même plus pour fondement une quelconque solidarité idéologique. Je gagne le droit de critiquer l'Irak en gardant silence sur la Tchétchénie ou sur la Géorgie. Alors que l'on commémore le cinquantième anniversaire de l'écrasement de l'insurrection de Budapest par les troupes soviétiques, les grandes capitales européennes ont ces jours-ci une attitude qui n'est pas sans rappeler celle qu'elles avaient adoptée en 1956. L'historien Roger Martelli montre dans un ouvrage passionnant (voir pages 22 et 23) comment la France de Guy Mollet, tout occupée à promouvoir les pouvoirs spéciaux en Algérie, a fait silence sur Budapest. Et comment, en bonne réciprocité, les communistes de Maurice Thorez ont pu se dédouaner de ce qui se passait dans la capitale hongroise, précisément en dénonçant... ces pouvoirs spéciaux qui allaient permettre au gouvernement socialiste une intensification de la violence coloniale.

Nous ne sommes toujours pas très éloignés de ce genre d'échange de mauvais procédés. Mardi, les vingt-cinq pays de l'Union européenne ont certes critiqué les discriminations imposées par la Russie aux résidents géorgiens, mais ils ont aussitôt « équilibré » ce reproche par un appel lancé à Tbilissi à retirer ses forces d'une région séparatiste géorgienne. En soi, la critique adressée à la Géorgie n'est pas infondée. C'est la justification qui pose problème. Car ce n'est pas le sort des Abkhazes et des Ossètes du Sud – menacés par la Géorgie – qui préoccupe les Européens, mais leurs bonnes relations avec Moscou. « La Russie est pour nous à la fois un voisin et un partenaire, nous devons équilibrer les deux choses », a commenté plein d'unction le Haut Représentant de l'Union européenne pour la politique étrangère, Javier Solana. On pense aussi à l'assourdissant silence européen après l'assassinat de la journaliste Anna



Politkovskaïa. Mais ce sont évidemment les Tchétchènes, qui, depuis dix ans, font le plus cruellement les frais de cette politique du « bon voisinage » et du « partenariat ». L'Europe est d'autant plus décomplexée que la résistance tchétchène s'est « islamisée » à mesure que les troupes russes liquidèrent les opposants laïques. Et c'est ici que la politique de Vladimir Poutine s'aboutit à la politique américaine. Il y a donc quelque chose d'illusoire à vouloir préserver une marge de manœuvre diplomatique à l'égard de Washington en faisant risette à la Russie. Les deux s'accordent sur cette idéologie antiterroriste qui, de Bagdad à Grozny, et de Moscou à Guantanamo, meurtrit le monde bien plus que le terrorisme lui-même.

Dans la crise géorgienne, ce n'est pas tant qu'il faille à tout prix défendre le régime de Tbilissi, c'est qu'il faut absolument dénoncer l'ignoble dispositif mis en place par Vladimir Poutine : blocus économique contre tout un peuple, et incitation à un racisme anti-géorgien au sein de la population russe. Quelles valeurs l'Union européenne peut-elle partager avec un régime qui agit de la sorte ? Mais il y a encore pire. Le temps d'un raisonnement, soyons cyniques à notre tour. Même acquise pour de mauvaises

raisons, la fameuse « marge de manœuvre » pourrait au moins servir à quelque chose. Au lieu de cela, quel usage en fait-on ? Entend-on pour autant les Européens élever la voix contre George Bush à propos de l'Irak, du Proche et du Moyen-Orient, ou de l'Iran ? Entend-on nos ministres de l'Intérieur rompre avec l'idéologie antiterroriste ? Rien de tout cela évidemment. Les Tchétchènes et les Géorgiens sont abandonnés sans contrepartie politique. Mais pas sans contrepartie économique. Car si l'Union européenne se ménage à tout prix de bonnes relations avec Moscou, ce n'est pas seulement pour créer un illusoire bloc de résistance face à l'empire américain. Les visées mercantiles viennent compléter cette vertueuse diplomatie. À l'issue d'un dîner avec les chefs d'État et de gouvernement, vendredi dernier en Finlande, Vladimir Poutine a assuré ses convives de sa volonté d'observer des principes clairs de « prévisibilité » et de « stabilité » dans les relations énergétiques. Traduction : l'approvisionnement européen en gaz russe ne

devrait pas trop dépendre des humeurs de la diplomatie. À condition, bien sûr, que les Européens s'en tiennent à une critique mesurée et raisonnable de la politique russe. Cela fait décidément beaucoup de raison d'oublier les Tchétchènes.

Blocus économique contre tout un peuple, incitation à un racisme anti-géorgien. Quelles valeurs l'UE peut-elle partager avec un régime qui agit ainsi ?

Pour la pluralité de la presse

Sauvons Politis !

Un signe politique

Quand un journal comme le nôtre recueille 392 000 euros en « petites » souscriptions en moins de vingt jours, il convient de réfléchir à la signification de ce qui s'apparente à un mouvement profond (1). L'intervention de gros souscripteurs, que nous ne comptons pas dans cette somme, mais qui nous font confiance, participe aussi pleinement de ce mouvement. Bien sûr, il s'agit de *Politis* et de l'existence d'un journal singulier à la veille d'échéances politiques importantes, et il s'agit du lien particulier que, depuis 1988, nous avons tissé avec nos lecteurs. Mais un tel mouvement a aussi une portée politique qui nous dépasse.

Par les temps qui courent, envoyer un chèque de 30, 50, 100 ou 150 euros pour qu'un journal de la gauche antilibérale, écolo, fédérateur et ouvert, vive et se développe, c'est un engagement. Il n'est pas jusqu'au plus petit chèque – nous le voyons bien aux mots qui les accompagnent – qui ne représente un sacrifice considérable motivé par l'esprit de résistance face aux idées dominantes. Nous prenons chaque jour la mesure de cet engagement et de la responsabilité qui en résulte pour nous. Le moment venu, nous créerons les lieux de cette réflexion collective, avec vous lecteurs. Si notre plan de reprise est validé par le tribunal de commerce (nous devrions le savoir aux alentours de la mi-novembre), nous donnerons vie à l'association « Pour *Politis* », qui recueille aujourd'hui vos dons. En regroupant lecteurs et personnel de *Politis*, elle a vocation à être majoritaire dans notre futur capital. Mais de tout cela nous reparlerons la semaine prochaine. Nous serons alors en mesure de vous en dire plus sur la nouvelle société en constitution, les noms de nos partenaires, tous engagés dans notre combat.

D. S.

(1) On me pardonnera cette distinction simpliste entre « gros » et « petits » souscripteurs, qui est une facilité de langage mais qui répond aussi au souci de mesurer l'apport moyen de nos contributeurs. Actuellement, proche de cent euros.



Octobre 2006

Chers lecteurs, chers amis, il nous faudra bientôt changer de vignette, au-dessus de cette colonne : oui, nous le sentons, *Politis* est en passe d'être sauvé, grâce à vous. Nous ne pouvons bien sûr pas vous en apporter la certitude, c'est le tribunal de commerce qui détient la réponse définitive (décision vers la mi-novembre, nous n'avons pas encore la date d'audience). Que faire, alors que s'achève un mois d'octobre 2006 qui aura vu *Politis* entrer en révolution, et que nous abordons une (courte) période où les contingences administrativo-juridiques propres à la procédure vont nous déposséder un peu du calendrier de notre destin ? – Il faut poursuivre le magnifique effort de sauvetage du journal. Par un chèque ou – c'est possible depuis quelques jours – un virement bancaire (voir les coordonnées ci-contre) : c'est la somme des contributions recueillies par l'association « Pour *Politis* » au jour où nous défendrons notre plan devant le tribunal qui sera prise en compte. Plus nous approcherons le « million », et plus nous serons crédibles pour garantir la relance de *Politis*. – Abonnez-vous, faites abonner vos amis à *Politis*, faites-le connaître, offrez-le, etc., si ce n'est déjà fait. La croissance rapide du nombre d'abonnés est la colonne vertébrale du plan de relance que nous défendrons au tribunal. Le mouvement est engagé, de nombreux bulletins d'abonnement nous parviennent déjà depuis début octobre. C'est la bataille des mois prochains qui s'engage. – Faites encore et toujours circuler dans vos réseaux l'adresse Internet de nos deux sites : www.politis.fr (le journal) et www.pour-politis.org (l'actualité quotidienne du sauvetage).

PATRICK PIRO

Au retour des vacances, je cherchais le dernier *Politis* partout dans le courrier accumulé et ne le trouvais pas : un de mes fils me l'avait piqué !

Le mois d'août sans *Politis*, c'est un peu long ! Alors j'espère que vous allez (nous allons) tenir le coup. Mon chèque part aujourd'hui. Nous sommes abonnés depuis des temps immémoriaux... je ne me souviens même plus, tant ce journal fait partie de notre vie.

FRANÇOISE

Un hebdo sans pub, c'est reposant ! Un hebdo sans marchands d'armes, c'est apaisant !

Un hebdo anti-OGM, c'est appétissant ! Un hebdo écolo, c'est purifiant ! Un hebdo altermondialiste, c'est agir autrement ! Un hebdo antilibéral, c'est super bandant ! Pour que *Politis* dure : amis, donnez !!!

REUNAN (MORBIHAN)

Je suis abonnée depuis près de trois ans sans avoir eu une seule fois à le regretter.

Ce journal est indispensable à mon sens dans le paysage de la presse actuelle. La bouffée d'air honnête, éclairée, intelligente et un brin impertinente qui fait ouvrir sa boîte aux lettres avec bonheur chaque jeudi... Je ne suis pourtant pas une lectrice qui se retrouve forcément sur toutes les positions que vous défendez. De sensibilité « verte », j'ai voté « oui » au référendum sur la Constitution européenne, cela aussi un peu grâce à vous. Je m'explique : très indécise jusqu'au dernier moment, j'ai relu dans *Politis*, la veille du vote, l'entretien Lipietz/Mélenchon publié en mars 2005, qui m'a fait pencher définitivement pour les arguments de celui que j'avais déjà

> Pour envoyer vos dons : merci de libeller vos chèques à l'ordre de : Association « Pour *Politis* » et de les envoyer à :

Association Pour Politis c/o Politis, 2, impasse Delaunay, 75011 Paris. P.-S. : les chèques reçus sont versés sur un compte bloqué. Ils seraient évidemment restitués en cas de malheur...

> ou bien d'effectuer un virement bancaire (compte ouvert au Crédit Coopératif) :

- intitulé : « souscription Pour Politis » - domiciliation : CREDITCOOP PARIS NATION
- RIB : 42559 00008 21029405309 15
- IBAN : FR76 4255 9000 0821 0294 0530 915 - BIC : CCOPFRPPXXX

contribué à élire au Parlement européen. Preuve que votre journal n'est pas réducteur de têtes et de liberté de penser... Je suis actuellement avec grand intérêt ce qui se passe autour d'une possibilité de candidature antilibérale à la présidentielle ; je me demande si en faire uniquement l'expression du « non » au référendum n'est pas, pour le coup, réducteur et excluant.

F. BOUVIER

Continuez comme ça, vous êtes déjà dans les manuels scolaires ! Il y a un extrait d'un article de *Politis* dans le manuel de géographie Hatier, niveau terminale L-ES-S. Il serait dommage d'arrêter là l'aventure. Courage.

ANNE

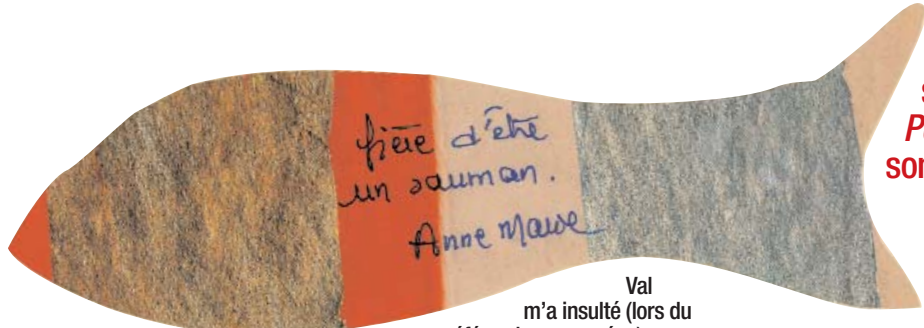
Un petit mot d'encouragement (un de plus, très original...) et une petite question : le plus important, c'est de participer ou de gagner ? Eh bien, aujourd'hui, c'est les deux pour les lecteurs de *Politis*... D'ailleurs, je ne suis pas lecteur, parce que j'ai beaucoup de mal à trouver un endroit de vente (Melun) et suis trop libre pour être abonné. À plus...

Merci pour votre message et la transmission de l'appel au sauvetage de *Politis*.

Les menaces pesant sur l'avenir de plusieurs titres qui contribuent au pluralisme de l'information et du débat d'opinion (je pense également à *Libération*) sont particulièrement

Du côté des lecteurs

Où en est la souscription ?



suis fière de parler de *Politis*, de participer à son sauvetage.

ISABELLE, DE LA MURE, EN ISÈRE

Impossible d'imaginer la vie sans *Politis*.

Je suis une lectrice de la première heure, et les difficultés des temps nouveaux m'ont fait devenir accro depuis pas mal d'années. La semaine est fichue sans *Politis*, que je persiste à réclamer chez tous les vendeurs de journaux au lieu de m'abonner. C'est parfois efficace. Impossible sans cela de faire face à l'information partielle ou la désinformation quotidienne. J'imagine la quantité d'antidépresseurs qu'il me faudrait avaler si *Politis* disparaissait ! Un chèque suit, courage !

alarmantes pour la vitalité démocratique de notre pays et plus spécialement pour la gauche. *Politis* est un journal à la fois libre et engagé. Sa disparition serait une grande perte pour la presse et pour la gauche sociale et politique en France. J'adresse au journal une contribution à la campagne de dons que vous avez lancée et espère que cette mobilisation permettra au journal de poursuivre sa parution au-delà de la date couperet de la fin octobre. Bien amicalement.

HARLEM DÉSIR

Un soutien (petit) à ma mesure. J'en ai profité pour abonner mon fils (ado), qui, tout comme moi, aime cette lecture vivifiante, même si parfois nous aimerions bien trouver un tout petit peu de légèreté et/ou d'humour. Bon courage !

CLAUDINE PIGNOT ET PABLO SEGOVIA

Voici ma petite contribution pour que *Politis* continue d'exister.

J'avoue que cette démarche est un peu égoïste, l'arrivée de *Politis* dans ma boîte chaque jeudi me fait du bien, me fait l'effet d'une bouffée d'air pur. J'ai 74 ans et je ne milite plus, mais j'ai peur pour nos enfants, nos petits-enfants et surtout pour les gens des pays pauvres qui ne peuvent pas vivre dignement. Merci de continuer à lutter contre l'ultralibéralisme et de nous permettre d'espérer vaincre un jour le dieu-argent et le roi-profit. Utopie ? Peut-être, mais nous en avons besoin. Bon vent à *Politis* !

JACQUELINE TUFFIÈRE

Ne me lâchez pas. Je ne lis plus *le Monde*, car j'ai un peu plus qu'une unique pensée ; Je me méfie de l'opinion de gauche prémâchée de *Libération* ; J'ai vomi *Charlie-Hebdo* quand Philippe

Val m'a insulté (lors du référendum européen) ; Les contrepèteries du *Canard enchaîné* ne me font pas rire ; Je n'ai pas besoin de *Courrier international* comme agence de voyages ; Le corporatisme de *l'Humanité* m'a éloigné de la lutte des travailleurs ; Je me suis désabonné de *Silence*, qui veut me culpabiliser d'habiter en ville ; Mon esprit est trop fatigué pour rester abonné au *Monde diplomatique* ; Mais pas assez faible pour supporter les raccourcis de *Marianne* ; Les mandarins de *l'Express* m'ont appris à me boucher le nez, les yeux, les oreilles... Je suis trop jeune pour l'autocélébration du *Nouvel Observateur* ; Et trop vieux pour l'autoflagellation des « alternatifs » (*Plan B*, *CQFD*, *PLPL*...) ; Je n'ai pas assez de temps pour courir les blogs sur le Net ; Et trop de temps pour trouver quelque chose dans les gratuits. Que me reste-t-il ? Sauvons *Politis*. Ci-joint 100 euros.

BENOÎT CAMPION, MARSEILLE Notre lecteur est très gentil avec *Politis*, et surtout très méchant avec nos confrères, qui ne méritent pas tous cette volée de bois vert. Mais nous n'avons pas résisté à son humour...

D. S.

Je suis un petit saumon à 25 euros, et cela fait chaud au cœur d'être considérée : le dieu-argent a relégué tous ceux pour qui la relation humaine reste l'essentiel de la vie, c'est pourquoi je défends votre journal qui parle de tous ceux qui sont laissés pour compte aujourd'hui. Des gens comme vous, comme nous, il y en a plein, et je suis sûre que nous réussirons. Je suis une modeste vendeuse en maison de la presse, et je

MARC

Je vous suis par intermittence depuis des années. Tantôt chez le marchand de journaux, tantôt chez des copains... Mais intermittence ne veut pas dire indifférence. Vous devez vivre ! Le chèque part demain.

MARTINE

Vite, ça urge ! Voilà ce que je n'ai cessé de répéter à mes amis pour qu'ils me fassent un petit chèque pour vous. Je vous envoie, avec le mien, le premier que j'ai réussi à obtenir. Je n'ai jamais autant souhaité qu'un de mes chèques soit encaissé !

KHADJIA SAHRAOUI

Pour que perdure cet espace de réhabilitation de la politique, la véritable, celle qui concerne la vie de la cité, cette agora sur support papier, qui parfois dérange, parfois me dérange, mais toujours parle vrai, librement. Après cette crise dont vous sortirez vainqueur, j'en suis certain, mon souhait serait que puisse s'ouvrir, avec vous, un échange sur l'expression médiatique dans notre pays, nos régions, nos territoires locaux. Responsable d'association, donc d'un espace public particulier, je me pose quotidiennement la question de la communication avec les citoyens. À bientôt.

Essayez d'être plus drôles ! Ça fait du bien aussi.

Ayant soutenu le bébé lors de sa naissance et des premiers vagissements difficiles (ô combien), je me dois de soutenir sa survie alors qu'il a bien grandi et nous est toujours aussi cher.

Petite goutte d'eau qui permettra aux saumons de continuer vous lire à contre-courant.

Premier round à Clermont

POLITIQUE. Malgré des règles pesantes, le premier débat des prétendants socialistes devant les militants a mis en lumière quelques divergences et désaccords qui ne sont pas que de détail.

DES GRADINS REMPLIS JUSQU'AU DERNIER RANG. Un auditoire attentif, prompt à saluer le moindre point marqué. Ce 19 octobre, la Maison des sports de Clermont-Ferrand accueillait un match rare. Les trois prétendants socialistes s'y étaient donné rendez-vous pour une première confrontation en public mais sans caméras ni micros, deux jours après s'être jaugés devant les caméras mais sans public. La proximité de ces confrontations n'a pas dissuadé 3 000 militants, sympathisants et simples électeurs, de faire le déplacement. Certains pour affiner leur choix ou le confirmer, d'autres simplement pour s'informer. Tel ce jeune salarié qui, au moment d'entrer, confie à quelques adhérents de son âge être « *d'accord parfois avec la gauche, parfois avec la droite* ».

La veille, Pierre Sabatier, premier secrétaire de la fédération du Puy-de-Dôme, avait prévenu : faute de « *moyens de filtrer* » les entrées, la réunion, une des trois rencontres régionales prévues pour les socialistes avant le vote de désignation des 16 et 23 novembre, est ouverte au public. « *Elle sera autant un choc politique qu'une curiosité "people"* », annonçait le matin même *la Montagne*, l'unique quotidien régional.

La curiosité bénéficie incontestablement à Ségolène Royal, très applaudie lorsqu'elle accède à la tribune, qui draine un nouveau public. Passé cet hommage bruyant dû aux sondages, la présidente de Poitou-Charentes est peu interrompue. Son intervention liminaire d'un peu plus d'un quart d'heure multiplie les références à ses thèmes de campagne : démocratie participative – « *la politique moderne, c'est écouter pour agir juste* » –, « *révolution démocratique* », ordre économique juste, solidarités durables, excellence environnementale, politique par la preuve, etc. Récité d'un ton monocrorde, avec une ponctuation mal assurée, le menu est alléchant, mais les plats bien fades et le fond sauce techno, avec un soupçon de condescendance.

Si la France est « *au bord du déclin* », explique-t-elle, c'est parce que les « *talents diversifiés dont les Français sont riches [...]* sont aujourd'hui étiés, étouffés par une droite qui, uniquement pour des raisons politiciennes, a étouffé les régions de France sous prétexte que les socialistes y ont massivement remporté les élections régionales ». Il suffirait donc de « *redéployer sur l'ensemble des territoires ces talents* » pour « *donner un désir d'avenir à la France* ». Comme si tout allait bien avant que la gauche n'accède aux commandes des régions en 2004... Il faut, assure-t-elle, « *répondre à l'angoisse des Français qui ne comprennent pas les mutations auxquels ils sont confrontés en inventant de nouvelles sécurités pour faire face à ces mutations* ». Mais ne dit rien de ces mutations, ni de la manière dont elle compte répondre à l'angoisse qu'elles suscitent. « *Les réserves d'efficacité économique et de valeur ajoutée sont dans l'amélioration du dialogue social* », claironne-t-elle sans fournir de traduction. Avant de laisser entendre que « *ceux qui sont dans la précarité, dans le flou, dans la peur, dans la discrimination, dans l'incertitude, qui se sentent tirés vers le bas* » sont bien en peine de « *transmettre à leurs enfants des valeurs, un emploi, un travail, l'estime de soi, un logement* ». Les classes aisées auraient-elles le monopole des valeurs ? Seules mesures concrètes avancées ce soir-là par la candidate : « *Interdire aux banques de faire des profits sur le dos des pauvres* » et « *les publicités scandaleuses qui font basculer des familles entières dans le surendettement* ».



Ségolène Royal, Dominique Strauss-Kahn et Laurent Fabius, lors du débat télévisé du 17 octobre.

Second intervenant désigné par le tirage au sort, Dominique Strauss-Kahn se présente, d'un ton posé, comme le champion d'une gauche de « *la vérité* », seule à même de ne pas décevoir pour avoir trop promis. Volontiers professoral, le député du Val-d'Oise invite les socialistes à ne pas négliger la production de richesses au profit de leur redistribution et se fait l'avocat d'une action patiente et persévérante pour changer les choses progressivement. « *Il faut dire qu'il faut du temps pour mettre en œuvre les réformes* », ajoute-t-il, en engageant ses camarades à ne « *plus vivre dans l'esprit d'Épinay* », à ne plus croire à « *la rupture* ».

Le ton change avec Laurent Fabius. L'avant-bras posé sur le pupitre, l'ancien Premier ministre, fréquemment interrompu par des applaudissements, repasse le fil des élections et des grandes luttes sociales depuis la « *gifle* » de 2002, dont les socialistes portent, insiste-t-il, la « *responsabilité collective* ». Bruyamment approuvé quand il défend le vote du référendum – « *non pas un "non" à l'Europe mais à la dérive libérale et marchande de l'Union européenne* » –, il déduit de ce survol historique que la gauche ne gagnera les élections de 2007 que si elle défend et incarne « *une ligne politique directement, clairement, offensivement antilibérale* ». Analysant ensuite les évolutions du capitalisme, industriel autrefois, financier et transnational aujourd'hui, il avertit : « *Si nous laissons faire, il n'y aura plus aucun secteur industriel délocalisable en France qui ne sera effectivement délocalisé. Les services publics ne pourront être maintenus [...]. Le code du travail sera laminé. Les syndicats seront mis en pièces.* » Seul à évoquer l'Europe et ses orientations, Laurent Fabius pointe des « *différences et divergences* » avec ses concurrents. Sur le Smic, il « *persiste et signe* », jugeant « *légitime que pour des personnes qui gagnent 1 000 euros net par mois l'arrivée de la gauche se traduise par une augmentation plus forte du Smic que lorsque c'est la droite qui*

accède au pouvoir ». Sur le rapport entre le contrat et la loi, il défend le parti pris de l'État pour empêcher le Medef de bloquer les négociations. Contre la régionalisation à tous crins prônée par Ségolène Royal, dans laquelle il voit une logique « *libérale* » de « *creusement des inégalités* », il défend une « *approche républicaine, à la fois volontaire et solidaire, de l'Etat* ». Meilleur tribun, le député de Seine-Maritime séduit aussi par son discours. « *Cela faisait longtemps que je n'avais plus entendu ça dans le parti* », le félicite un vieux militant fâché que les ouvriers soient « *oubliés* ». Mais Ségolène parle des pauvres ? « *Les pauvres, les curés en parlent !* »

MICHEL SOUDAIS

Un coup de gueule utile

C'est finalement au Zénith, à la contenance maximale de 12 000 places, que le PS organise, ce 26 octobre, son débat régional francilien. La salle de la Mutualité, d'une capacité de 2 000 places, avait initialement été retenue pour accueillir les... 43 000 adhérents de la région, invités. Vendredi, le comité de soutien parisien à la candidature de Laurent Fabius avait publiquement manifesté sa « *désapprobation* » et son « *indignation* » devant le choix d'une salle qui risquait de « *priver de nombreux militants de débat démocratique* ». Le Premier secrétaire de la fédération de Paris, Patrick Bloche, indiquait avoir aussi tiré « *la sonnette d'alarme* ». Devant l'obstination de Solferino, qui avançait des raisons budgétaires, les fabusiens suggéraient de « *retransmettre cet événement par des moyens radiotélévisés* », ce à quoi la direction du parti reste opposée. Elle a néanmoins dû consentir à changer de salle.

M. S.

Question de mots

POLITIQUE. Le PCF « propose » que sa candidate soit celle du rassemblement antilibéral.

LA POLITIQUE EST SOUVENT AFFAIRE DE MOTS. Le week-end dernier, les 700 délégués communistes ont soigneusement pesé les leurs afin de répondre à deux objectifs, en apparence antinomiques. Rassurer une base militante inquiète d'une possible marginalisation du PCF si Marie-George Buffet n'était pas candidate à la présidentielle. Défendre auprès des collectifs antilibéraux la candidature de leur secrétaire nationale sans l'imposer. Samedi soir, en commission, la discussion a donc principalement porté sur la rédaction de la question qui sera posée, les 10 et 11 novembre, à l'ensemble des militants communistes. Ceux-ci auront à départager trois candidats. Mais fallait-il « *présenter Marie-George Buffet comme candidate du rassemblement antilibéral* » ? Ou la « *proposer* » ? Après un long débat sur les significations et implications de ces deux verbes, tranché par un vote à 15 voix contre 9, c'est ce dernier qui a été retenu. Pour bien marquer la différence, le bulletin de vote indique que, si d'aventure les militants choisissaient Jean-Jacques Karman ou Maxime Gremetz, les deux autres candidats, tenants d'une ligne orthodoxe, le candidat désigné serait « *présenté* » par le PCF.



C'est lors de son congrès, fin mars, que le PCF avait décidé de la tenue, cet automne, d'une conférence nationale pour décider de sa stratégie, de son programme et des candidatures en 2007, « *sur la base du bilan des initiatives prises* ». Entre-temps, le mouvement

pour des candidatures unitaires antilibérales a pris corps. Un collectif d'initiative nationale composé notamment de représentants du PCF s'est constitué. On recense 660 collectifs locaux dans 80 départements, et l'accord s'est fait à la fois sur la stratégie et le programme d'un rassemblement antilibéral.

La résolution adoptée dimanche par 80,7 % des délégués se félicite de l'apparition de cette « *dynamique collective* », s'affirme « *pleinement engagée par les choix stratégiques effectués lors de l'assemblée des collectifs du 10 septembre* ». Elle indique aussi que pour la désignation des candidatures présidentielle et législatives, le PCF entend « *poursuivre la même démarche* » de « *construction commune de choix communs* ». Il réaffirme enfin n'avoir « *aucun autre préalable que la recherche du succès du rassemblement et de la candidature antilibérale* ». Ces quelques mots bien pesés éviteront sans doute au PCF de claquer la porte du rassemblement s'il ne parvient pas à convaincre que sa candidate est la plus à même de « *garantir l'expression de la diversité* », « *la plus crédible* » et « *la plus efficace* ». Car quand les collectifs décideront, les 9 et 10 décembre, du nom de leur candidat, ce choix devra encore être ratifié par les adhérents communistes, qui seront consultés sur les choix définitifs de leur parti.

MICHEL SOUDAIS

TRIBUNE

« Contre les naufrageurs du vin »

Jean-François Chapelle est responsable viticole de la Confédération paysanne. Régis Hochart et Gérard Durand en sont les porte-parole. Ils expliquent leur combat contre la libéralisation de la viticulture.

ALORS QUE, POUR CERTAINS, les vendanges sont à peine terminées, les vignerons de la Confédération paysanne ont rendu public à Gaillac, dans le Tarn, leur appel contre les naufrageurs du vin. Cet appel a été parrainé par de nombreuses personnalités du monde des arts et des lettres, du spectacle ou de la gastronomie. La Confédération paysanne a une place à part dans le paysage viticole français. Présente dans toutes les régions de production, elle s'est jusqu'à présent surtout manifestée par son engagement auprès des collectifs d'action du sud de la France afin de défendre le revenu et l'honneur de viticulteurs et viticultrices laminés par la crise. Mais, pour la Confédération, le combat pour la défense des paysans vignerons passe également par le combat pour la défense du vin, élément culturel majeur de nos sociétés européennes.

Pour vendre leur production toujours plus importante, les firmes multinationales cherchent à pénétrer le marché européen, qui, à lui seul, représente plus de 60 % de la consommation mondiale de vin. C'est dans ce contexte général que la Commission européenne propose une dérégulation générale afin que le secteur des vins puisse appliquer sans retenue les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). La Commission européenne, en proposant le démantèlement des dispositifs de régulation des marchés et la libéralisation des contraintes œnologiques, a fait le choix d'une conception industrielle du vin. Les promoteurs de ce « nouveau » concept veulent pouvoir mobiliser sans contraintes les progrès techniques et l'usage de produits de synthèse pour « *arranger* » le vin et en réduire les coûts de production, tout en bénéficiant d'une grande liberté commerciale. Bientôt, on pourra aromatiser le vin, lui enlever de l'alcool, lui ajouter du glycérol, fermenter en Europe des moûts concentrés d'Argentine ou bien encore importer des jus de raisin pour fabriquer des « vins » suédois ! On pourra mélanger les continents et mettre en concurrence les misères afin de profiter de l'exploitation des travailleurs des nouveaux pays producteurs pour payer son vin moins cher en super-marché.

Les villages, les terroirs, les paysages, l'histoire, la culture, les femmes et les hommes des vignobles, les savoirs accumulés, le partage de la surprise des nouveaux millésimes, les subtiles distinctions des tours de main ou des origines, le petit vin populaire savoureux, le beau Cinsault du Minervois, le taquin Fié gris de Touraine ou de Saint-Bris, le viril Chenin sec, le séduisant grenache de la vallée du Rhône, le distingué pinot noir de Bourgogne, le confidentiel Len de l'el de Gaillac, les mille et un cépages de France, les cinq milles variétés du monde, toute cette richesse devrait disparaître pour faire place à l'uniformité et à la reproductibilité ! La dictature économique veut

« *tuer le vin* » dès la production par la mise en place de modes intensifs de culture et de techniques chimiques d'élaboration. Elle veut effacer le producteur de la mémoire du vin, pour laisser le champ libre à un produit défini selon des standards agroalimentaires. Cette « nouvelle » conception de la viticulture se développe grâce à une alliance contre-nature, avec, d'un côté, le camp hygiéniste, qui, au nom de la lutte contre l'alcoolisme, pousse au démantèlement progressif du vignoble européen et à la perte de sens symbolique de cette boisson millénaire, et, de l'autre, les lobbies des marchands d'alcool de dimension internationale, qui poussent à la « fabrication » d'un vin de masse, sans identification géographique. À Gaillac, la Confédération paysanne a réuni tous ceux qui défendent une conception agricole du vin, jusqu'alors traditionnelle dans les pays de l'UE, qui fait référence à un produit issu de la fermentation naturelle du raisin et où les pratiques correctives sont nécessairement limitées. D'un point de vue strictement économique, cette conception du vin a favorisé l'émergence d'une viticulture à forte valeur ajoutée. Nous y avons dénoncé la pseudo-défense du consommateur contenue dans les discours de « nécessaire » adaptation de la « vieille » viticulture. L'appel de Gaillac doit être le point de ralliement de tous ceux qui croient qu'en Europe le vin reste un produit fédérateur de cultures diverses et variées. Ensemble, nous montrerons notre détermination à ne pas nous plier à la volonté de quelques financiers et technocrates internationaux, en disant haut et fort qu'une autre politique est possible.

Une grande politique européenne du vin ne pourra se faire sans un grand débat européen sur les rapports entre la société et le monde du vin. Nous demandons au Parlement européen de prendre en charge ce grand débat. Refusons de faire entrer la viticulture européenne dans l'OMC, qui lui impose des règles mettant son existence même en danger. Nous refusons que nos vins deviennent monnaie d'échange dans des négociations multilatérales et multisectorielles, pour faciliter la vente de quelques Airbus ou de quelques médicaments. Il y a quelques années, la Commission européenne a dénaturé le chocolat, profitant de la faiblesse et de la division des fabricants de ce secteur. Bien que la viticulture soit traversée par des courants contradictoires et souvent opposés, montrons tous ensemble, producteurs et consommateurs, que cette fois-ci on ne laissera pas dénaturer le vin.

J.-F. C, R. H. ET G. D.

Une pétition est disponible sur www.contrelesnaufrageursduvin.org. On peut aussi la demander à la Confédération paysanne, 104, rue Robespierre, 93170 Bagnolet, 01 43 62 04 04.

Traitement antilibéral recommandé

SOCIAL. Les États généraux de la santé et de l'assurance maladie ont adopté un manifeste antilibéral. A quelques mois des échéances électorales, ils ont proposé à tous les partis, syndicats et associations de travailler ensemble pour mettre la santé au cœur de l'actualité politique et sociale.

LORS DE LEURS QUATRIÈMES RENCONTRES nationales, les États généraux de la santé et de l'assurance maladie (Egsam) ont adopté, les 21 et 22 octobre à Bobigny, leur « *manifeste antilibéral pour le droit à la santé et à l'assurance maladie* ». Créés à l'initiative d'Attac en avril 2004, ces États généraux rassemblent partis politiques de gauche, organisations syndicales, associations, organisations nationales (1) et essaient en région : le nombre des comités locaux est estimé à une centaine. Près de trois ans après les « quatre heures pour la Sécu », organisées en février 2004 à la Sorbonne, à l'initiative d'Attac, les Egsam ont franchi un cap important à quelques mois des échéances électorales, ce qui n'est pas passé inaperçu dans les partis de gauche. Fabien Cohen, membre de la commission nationale santé du PCF, André Cicoella,

responsable de la commission Santé des Verts, Jacques Giron pour la LCR et Ladislav Polski, délégué national à la santé du MRC, ont assisté à la gestation du texte des Egsam, parmi la centaine de personnes présentes à la Bourse du travail de Bobigny.

Les délégués ont proposé « à tous les partis, syndicats et associations antilibérales de travailler à la convergence entre [le] manifeste et leur politique de santé et d'assurance maladie », avec comme objectif « de mettre la santé et l'assurance maladie au cœur de l'actualité politique et sociale ». Le collectif de travail qui a organisé les rencontres a prévu « dans les mois à venir, à Paris comme dans tous les départements et localités de France », des débats ainsi que des conférences de presse. « Mais les Egsam ne présenteront ni ne soutiendront aucun candidat aux prochaines élections. L'objectif est d'animer une campagne à partir du manifeste, et d'obliger les partis et les candidats à se déterminer par rapport à cette référence pour une politique alternative de santé en France », a rappelé Bernard Teper, président de l'Union des familles laïques (Ufal), membre du collectif de travail. Un collectif ouvert « travaillera notamment à la mise en place d'un collectif de porte-parole et de leur charte de bonne conduite ». Et les États généraux se doteront d'une association de financement qui permettra d'accueillir les subventions des collectivités.

Le manifeste est issu de deux ans d'après discussions entre organisations du mouvement social, partis de gauche, syndicats et comités locaux. Une session de préparation a débuté à l'automne 2004 lors des États généraux du Kremlin-Bicêtre, puis une version a vu le jour en octobre 2005 lors des rencontres de Créteil. Le texte a ensuite été débattu dans les comités régionaux et départementaux, et a donné lieu à des dizaines d'amendements. Le manifeste a de nouveau été discuté

en ateliers à Bobigny avant son adoption dimanche 22 octobre. Le contenu, jugé radical, est résumé en six pages, auxquelles il faudra ajouter pas moins de 18 annexes encore inachevées. « À la cohérence libérale, il faut opposer une cohérence antilibérale », justifie Fabien Cohen, qui ajoute qu'il « n'est pas en contradiction avec le texte produit par les collectifs unitaires antilibéraux. Pour l'instant, leur texte est trop déséquilibré, au désavantage de la santé et de la protection sociale ».

En trois chapitres, le manifeste détaille « la politique de santé que nous voulons », « les moyens de notre politique de santé » et un « nouveau système de santé ». Il est rappelé en préambule qu'à la Libération, « et pendant la période des Trente Glorieuses, le système de soins a permis de réelles avancées », et qu'il s'agit de « rompre avec les logiques néolibérales initiées par plusieurs rapports (Coulomb, Chadelat, etc.), et passées en force ». Le plan hôpital 2007, le nouveau code de la mutualité, la loi Douste-Blazy et la loi sur la prévention de la délinquance doivent être « abrogés ». Les points les plus radicaux, mais aussi les plus progressistes, prônent un remboursement à 100 % des soins efficaces pour tous, ce qui aboutirait à terme à la suppression de la complémentaire santé. Le texte revendique la transformation du système de soins en un système de santé avec un financement solidaire pour regagner les 10 % de PIB perdu en un quart de siècle, « soit plus de 170 milliards d'euros par an ». Y figure aussi le retour à une gestion de l'assurance maladie par les représentants élus des assurés sociaux, qui mettrait fin au paritarisme. Enfin, le rôle public de la recherche n'est pas oublié, avec la proposition d'un « pôle public de recherche du médicament », qui aurait une dimension européenne. Certaines propositions sont controversées au sein des partis de gauche, mais d'autres, comme le remboursement à 100 % des soins, sont revendiqués par le PCF et la LCR. Le manifeste des Egsam se considère comme une « référence pour une politique alternative de santé en France », sans doute la seule à avoir le soutien de dizaines de comités de défense de la santé et de la Sécu, d'associations de défense des hôpitaux et des maternités de proximité, de dizaines de mutuelles, de nombreux syndicats professionnels médicaux et de syndicats de salariés.

THIERRY BRUN

(1) Étaient présents aux rencontres les mutuelles (UNGMS, Alternative mutualiste, Mutuelle des œuvres sociales), les syndicats (CGT, FSU, SUD, Unions syndicales Solidaires, Union syndicale de la psychiatrie, Syndicat national des pharmaciens, Union syndicale des médecins de centres de santé, Syndicat de la médecine générale) et les organisations (Attac, Coordination nationale de défense des hôpitaux de proximité, Ufal, Union nationale des retraités et des personnes âgées, Association des médecins urgentistes de France, Confédération nationale du logement, Convergence nationale des services publics).

Au cœur du débat public



www.editions-ladecouverte.fr

Courrier privé

POSTE. La Commission européenne propose une directive ouvrant à la concurrence totale.

LE TRÈS LIBÉRAL CHARLIE MCCREEVY n'y voit que des avantages. Le commissaire européen chargé du marché intérieur et des services a annoncé, le 18 octobre, l'ouverture totale du marché des services postaux de l'Union européenne en 2009. Il « *croit fermement* » aux vertus du marché dérégulé et à la concurrence : « *Les utilisateurs des services postaux peuvent s'attendre à une amélioration et à une multiplication des services disponibles* ». La concurrence « *encouragera les prestataires du service universel à devenir plus fiables et efficaces et à être davantage encore au service des clients* », estime le représentant de la Commission de Bruxelles.

Ainsi, dans la suite du processus de privatisation engagé par les directives postales de 1997 et de 2002, et la loi dite de « *régulation* » de mai 2005, la Commission européenne s'attaque au dernier bastion, le plus emblématique, celui du courrier ordinaire (les lettres de moins de 50 grammes). Un secteur que même les États-Unis, où la concurrence est reine, n'ont pas osé ouvrir à la concurrence : les services postaux américains bénéficient du monopole absolu sur la distribution du courrier ordinaire. En France, cet ultime service public représente 54 % du chiffre d'affaires de La Poste, soit 6,1 milliards d'euros. Mais « *la directive en gestation menace ouvertement le service universel en supprimant son mode de financement, le monopole postal sur les plis de moins de 50 grammes. C'est un financement de près de 250 millions d'euros à trouver chaque année pour le courrier français* », réagit la Convergence nationale des collectifs de défense et de développement des services publics, qui constate que, « *partout en France, le service public postal est en retrait : avancée des heures de levée de courrier, non-distribution quotidienne, course aux instances pour les colis, fermeture de bureaux ou leur transformation en pâles ersatz* ».



THIERRY BRUN

Les organisations syndicales rappellent que près de 4 000 bureaux de poste, sur 17 000, ont déjà fermé leurs portes. Les fédérations CGT, FSU, SUD, FO, CFDT et CFTC, qui représentent 95 % des suffrages exprimés aux dernières élections professionnelles, ont lancé un appel à une « *grève unitaire* » le 14 novembre contre les « *oukases* » de la Commission européenne. Et sans doute contre le PDG de La Poste, favorable à l'ouverture totale des services postaux. Jean-Paul Bailly a récemment déclaré que le bilan de la première vague de libéralisation est « *très largement positif* ». « *La qualité du service rendu par les postes européennes s'est améliorée* », dit-il, oubliant au passage que 800 bureaux de poste sont menacés de fermeture en Grande-Bretagne, dans un pays où la libéralisation des services postaux est totale et où les pertes ne se comptent plus. Mais on ne critique pas les modèles...

THIERRY BRUN

À CONTRE-COURANT

Chaque semaine, un économiste à « contre-courant » du libéralisme dominant propose son analyse de l'actualité.

Le Nobel du néolibéralisme



DOMINIQUE PLIHON
Membre du conseil scientifique d'Attac

Le prix Nobel d'économie 2006 vient d'être décerné à Edmund Phelps, professeur à l'université new-yorkaise de Columbia, où enseigne également Joseph Stiglitz, autre prix Nobel. Ce choix a été salué par de nombreux économistes, notamment des Français proches du Parti socialiste. En effet, Edmund Phelps

n'est pas inconnu en France. Il entretient des relations avec des institutions telles que l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE). Et il a pris des positions qu'il faut saluer contre la politique de baisse des impôts de George Bush, en montrant que celle-ci porte atteinte à la protection sociale et n'améliore pas la situation de l'emploi. De même, les travaux de Phelps concluent que la déréglementation et la flexibilité du marché du travail ne suppriment pas le chômage. On dit même que Phelps a pris position pour les anti-CPE...

Pourtant, il faut souligner que l'économiste américain a été récompensé pour un autre aspect de ses travaux : son principal mérite serait d'avoir « *approfondi notre compréhension de la relation entre les effets à court terme et à long terme des politiques économiques* », selon le communiqué publié par le jury de Stockholm. En clair, ce qui est considéré comme l'apport essentiel de Phelps à la « science économique » est qu'il a donné naissance, dans les années 1960, à la notion dite de « *taux de chômage naturel* », en même temps que Milton Friedman, l'un des inspirateurs du néolibéralisme. Selon cette analyse, il existe dans chaque pays un niveau dit « naturel » du chômage qui s'impose comme une sorte de fatalité, car celui-ci est lié à des facteurs considérés comme extra-économiques (technologies, démographie, institutions). Les politiques économiques (monétaire, budgétaire et fiscale) seraient impuissantes, car elles ne peuvent avoir sur le chômage qu'un effet temporaire à court terme, et ne peuvent modifier son niveau « naturel » à long terme. Toujours selon cette analyse, vouloir réduire le chômage effectif au-dessous de son niveau « naturel » ne peut qu'engendrer de l'inflation sans créer

durablement des emplois. Phelps s'inscrit dans le courant des économistes dits « *néokeynésiens* », d'inspiration néolibérale. Ces derniers ont dévoyé l'analyse de Keynes selon laquelle le chômage, loin d'être un phénomène « naturel », est un sous-produit du capitalisme lorsque celui-ci est livré à lui-même, et un fléau qui peut être réduit par des politiques publiques actives.

N'en déplaise aux économistes du PS, ce prix Nobel se situe dans la lignée de la plupart de ses prédécesseurs, tels Friedman, Kydland et Prescott, dont les travaux ont cherché à discréditer les politiques publiques, afin de montrer que seuls les mécanismes de marché et les acteurs privés sont en mesure de conduire nos sociétés vers le bien-être... Cette notion de chômage « naturel » est scientifiquement et politiquement contestable. Sur le plan scientifique, il est difficile de donner un contenu statistique précis au taux « naturel » de chômage, dont le niveau se révèle instable, comme le reconnaît Phelps lui-même. Politiquement, cette notion est un instrument idéologique destiné à réduire le rôle des politiques publiques.

On a déjà indiqué, dans ces colonnes, que le Nobel d'économie est une imposture car il n'est pas décerné par l'académie Nobel, mais par la Banque centrale suédoise (1). Ce prix usurpe le label « Nobel » pour primer des économistes qui défendent le plus souvent l'idéologie néolibérale. Il n'est pas étonnant que les travaux de Phelps soient appréciés par la Banque centrale de Suède, car le taux de chômage « naturel » est utilisé par la plupart des banques centrales pour définir leurs politiques monétaires. C'est ainsi que la Banque centrale européenne (BCE) utilise une variante du taux de chômage « naturel », dénommée « *Nairu* » (2), taux de chômage supposé assurer une inflation stable. La BCE, dont l'objectif prioritaire est la lutte contre

l'inflation, cherche à maintenir le chômage des pays de la zone euro à un niveau assez élevé pour maintenir la stabilité des prix. Dans l'esprit des promoteurs du Nairu, le maintien d'un niveau minimum de chômage est un moyen efficace pour discipliner les salariés et les syndicats, et limiter les hausses salariales. L'existence d'un chômage de masse persistant dans la zone euro est la conséquence directe des politiques économiques guidées par de telles conceptions.

(1) Voir *Politis* n° 875.

(2) Non Accelerating Inflation Rate of Unemployment.

Le taux de chômage « naturel » théorisé par Phelps est utilisé par la plupart des banques centrales pour définir leurs politiques monétaires.

Les « Indigènes » appellent à voter « Un coupable idéal »

SOCIÉTÉ. Les « Indigènes de la République » ont tenu leurs premières assises.

ILS ÉTAIENT QUELQUE QUATRE CENTS adhérents ou sympathisants à participer samedi à la Bourse du travail de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) aux premières assises du mouvement « Les Indigènes de la République ». Dans une ambiance qui a peu à voir avec l'image médiatique d'un courant souvent taxé de communautarisme, quand il n'est pas accusé d'être un pseudopode islamiste, les participants ont entendu sociologues et historiens retracer quelques épisodes de l'histoire coloniale française, entre un documentaire tourné par René Vautier comme un cri de révolte dans l'Afrique occidentale française de 1949 et un intermède rap bien actuel. Puis ils ont débattu à partir de témoignages et d'analyses déclinés sur les thèmes « être noir », « être arabe », « être blanc », et, enfin, « être universaliste » (« *L'universalisme est un particularisme français* », a observé avec humour la féministe Christine Delphy). Mais ce rendez-vous a surtout servi à redéfinir le positionnement du mouvement par rapport aux prochaines échéances électorales. Résolument



Lors de la marche des Indigènes de la République, en mai 2006.

positionné « à gauche », le mouvement s'est montré extrêmement critique à l'égard du Parti socialiste. Certains orateurs ont plaidé pour que les « Indigènes » se rapprochent des collectifs pour une candidature unitaire de la gauche antilibérale. Si le débat n'a pas été tranché, un consensus est apparu sur la nécessité de participer pleinement à ces échéances et de combattre parmi les immigrés et les enfants d'immigrés la tentation de se désintéresser de la présidentielle. Les « Indigènes » entendent aussi profiter de cette période d'intense activité politique pour remettre au centre la question des discriminations. Ils demandent un « *plan d'urgence* » contre les discriminations raciales, contre la relégation sociale et « *l'enclavement des quartiers* ». Parallèlement, ils veulent aussi mener un combat culturel, notamment pour « *dénationaliser et décoloniser l'histoire de France* ». Les « Indigènes » devraient se retrouver dans les prochaines semaines pour mettre au point une « *plate-forme commune de campagne* ».

D. S.

TEMOIGNAGE. Zacharias Moussaoui est détenu aux États-Unis, accusé de participation aux attentats du 11 Septembre. Sa mère, Aïcha El Wafi, retrace son parcours dans un livre.



Aïcha El Wafi avec M. et Mme Rodriguez, des Américains ayant perdu leur fils dans l'attentat du 11 Septembre.

« *MOI, MODESTE COUTURIÈRE, je n'aurais jamais pu imaginer qu'une telle chose m'arriverait un jour* », s'exclame Aïcha El Wafi à Narbonne, lors d'un dîner à la Ligue des droits de l'homme, qu'elle est venue remercier de son soutien. Depuis son procès, son fils Zacharias Moussaoui, se trouve à l'isolement total, à six mètres sous terre, parmi des criminels « lourds ». « *Pour ce qu'il a dit et non pour ce qu'il a fait. Il n'a jamais tué, même une mouche*, précise-t-elle. *Pour le gouvernement américain, il faisait un coupable idéal. Le plus terrible pour moi, c'est que je ne sais plus ce qu'il est devenu.* »

Le livre qu'Aïcha El Wafi publie ces jours-ci (1) est d'abord l'histoire d'une femme battue, d'une famille bafouée et d'une souffrance immense. Née à Azrou en 1946, d'origine berbère par son père, chérifienne par sa mère, Aïcha, mariée de force à 14 ans, arrive en France en 1965, sous la menace de son époux. « *Il était très violent. Il buvait et nous battait, nos deux filles et moi.* » Au début, ils habitent Hendaye, « *merveilleux Pays basque, où les gens ont été gentils avec nous. Ils aimaient bien les Marocains.* » C'est là que naît son fils aîné, Abd-Samad. Le cadet, Zacharias, verra le jour à Saint-Jean-de-Luz. Tout semble aller pendant un an. Puis le mari, carreleur et sculpteur de son métier, « *fait de mauvaises rencontres, ne travaille plus, se remet à sortir, à nous battre – comme avant au Maroc.* » La petite Djamilia, qui souffre d'une maladie rare (fragilité des os), est brutalisée. Aïcha demande le divorce et, en 1970, se réfugie avec ses enfants en Dordogne, où son mari les rattrape, puis en Alsace. « *Les filles ont vécu l'enfer, c'est sûr. Les garçons, pas autant. Mais Zacharias doit avoir ça en mémoire.* » À Mulhouse, quoique encore menacée, Aïcha gagne son indépendance, suit des cours du soir, entre à France Télécom (en 1974) et élève seule ses quatre enfants. Elle y restera jusqu'en 1980. « *J'ai eu la chance de rencontrer des gens merveilleux dans ma vie, qui m'ont beaucoup aidée. C'est pour ça que je répète qu'il n'y a pas les mauvais d'un côté et les bons de l'autre.* » Pourquoi quitter Mulhouse pour Narbonne ? « *Il y avait un poste ici à France Télécom. Je suis partie avec l'accord de mes enfants.* »

Sauf celui de Zacharias, qui ne voulait pas quitter l'Alsace, où il avait ses copains. » Cette rupture, ajoutée au manque de père et au racisme, a-t-elle pu avoir une incidence, même indirecte, sur la dérive ultérieure de son fils ? Toujours est-il qu'en 1991, Zacharias quitte Narbonne, où il poursuivait ses études, pour Londres, « *pour perfectionner son anglais. Carine, la petite amie française qu'il a fréquentée de l'âge de 15 ans à 22 ans, est allée le voir deux fois, en 1992 et en 1993.* » Zacharias ne reviendra voir sa famille que deux fois. « *En 1995 d'abord. Il fréquentait déjà les islamistes, mais sans être encore plongé dans le milieu. Il n'en a parlé qu'avec ses sœurs et son frère. En 1997, il est resté quinze jours. Et là, j'ai vu les changements : il faisait la prière, ne buvait plus ni vin ni apéritif... Avant, il n'avait jamais été pratiquant. Moi, je suis croyante, mais [...] je ne suis pas d'accord avec ce que dit le Coran sur les femmes.* » Ensuite ? La dégringolade : « *Jusqu'en 1999, Zacharias me téléphonait, souvent, me demandant pardon de ne pas s'occuper de moi. Puis, du jour au lendemain, il n'a plus fait aucun signe.* »

Qu'a pensé cette femme en découvrant les nouvelles, le 11 septembre 2001 ? « *Je regardais un téléfilm à la maison. Il a été interrompu par les images des tours. J'ai cru d'abord à une fiction. Pas un instant je n'ai pensé à un quelconque rapport entre mon fils et ces histoires. Le 13 septembre, à 7 heures du matin, ma fille me téléphonait : toutes les chaînes de télé montraient mon fils arrêté. Une photo du FBI forçant le trait pour faire peur aux gens.* »

Vient alors le temps, atroce, de l'angoisse, du rendez-vous mensuel autorisé au téléphone, des visites à la prison, des avocats, du harcèlement médiatique, de l'aide de la LDH, du procès. Et celui, sublime, de l'amitié avec des familles américaines de victimes des attentats. D'un combat pour la paix et la vérité. Et d'un livre poignant, et forcément dérangeant.

JACQUES VASSAL

(1) *Mon Fils perdu*, Aïcha El Wafi, avec Matthias Favron et Sophie Quaranta, Plon éditeur, 244 p., 17,50 euros.

« Il est nécessaire d'engager le dialogue sur la décroissance »

Lionel Larqué est administrateur de la Fondation sciences citoyennes. Il relate un débat qui s'est tenu récemment entre différents acteurs de la polémique actuelle sur la décroissance. Pour lui, les convergences possibles sont plus importantes que les clivages.

EN INVITANT SERGE LATOUCHE (1), Fabrice Flipo (2) et Guillaume Duval (3) à débattre le 24 septembre dernier, la Fondation sciences citoyennes (FSC) a souhaité contribuer au débat sur la décroissance, de plus en plus virulent. Pourtant, les clivages revendiqués semblent moins importants que les convergences possibles : accord sur le désastre écologique et la faillite du « modèle développement durable » ; nécessité de réussir le virage éco-sociétal en urgence (d'où la crainte d'un éco-totalitarisme qui interdirait la mise en œuvre de propositions alliant une certaine radicalité, le respect des droits humains et la mobilisation de forces sociales sans recours à la force). Les décroissants ne vouent pas aux gémonies la monnaie et le marché (si tant est qu'ils soient « enchâssés » dans le social), pas plus que les non-décroissants ne s'opposent à des relocalisations de l'économie. Tous admettent que le « concept de décroissance est biodégradable », qu'il ne doit constituer ni un dogme ni la base d'un programme de parti éponyme. Ses vertus « agit-prop » permettent des synergies entre radicalisme et réformisme – qui se nourrissent l'un l'autre depuis plus d'un siècle. En somme, la décroissance ripoline les termes du débat.

Sur le plan politique, les uns voient dans la réorientation massive des investissements publics le levier d'action majeur. Les autres considèrent la société civile comme la locomotive de la transformation

sociale. Ces points de vue sont complémentaires. Stratégiquement, nos invités considèrent qu'une alliance entre syndicats et écologie politique constituera le levier historique de la mutation du pays (4). Concernant le plan négawatts (5), Guillaume Duval constate que nous ne sommes pas limités en termes de savoir-faire mais en termes de capacité à mobiliser des majorités. Serge Latouche et Fabrice Flipo y voient, eux, la reconnaissance d'un de leurs principes-phares : la sobriété. Où est la fracture ?

Tous trois ont compris la nécessité d'engager le dialogue. Tout concourt à une alliance fructueuse au profit d'une utopie du réel, seule à même de rassembler les forces. Tactiquement, Guillaume Duval juge inepte de demander à nos concitoyens des efforts colossaux en période de vache maigre. À ses yeux, la croissance est une condition du changement. Optimiste avec mesure, il établit une analogie avec l'entrée en guerre des États-Unis en 1942, quand, après des débats interminables, une fois le consensus atteint, la conversion de l'économie a été fulgurante. Alors que la production industrielle connaissait un pic, aucune voiture ne fut construite. C'était la preuve que nos sociétés sont capables, dans le cadre d'une économie de marché et d'une société « démocratique », de réorienter leurs choix en un temps court. Certes, des écueils demeurent. Le discours décroissant charrie un air de « c'était mieux avant »,



L'usine PSA de Mulhouse dispose d'une capacité de production d'environ 1 800 véhicules par jour.

recupérable par l'extrême droite (6). Cela mérite des clarifications, qui plus est quand on sait à quel point les écrits décroissants peuvent parfois confiner à l'absurde par leurs aspects normalisateurs, moralisateurs et culpabilisants pour l'individu.

Du côté des non-décroissants, on attend des réponses robustes au fait qu'une société où la division du travail est surdéveloppée est aussi la plus néfaste pour l'environnement ; ou encore aux arguments de Fabrice Flipo, lorsqu'il affirme que tous les modèles économiques (même si les modèles ne peuvent constituer une preuve irréfutable tant ils manquent souvent de « scientificité ») démontrent que les plus croissants sont les plus écodestructeurs. Pour notre part, nous sommes convaincus que nous ne sortions de ces impasses qu'à la condition de traiter le moteur civilisationnel qui fait de l'Occident ce qu'il est : la science. Aujourd'hui, cela implique de proposer une autre gouvernance du milieu de la recherche. Une réaffectation massive des fonds publics en la matière, des alternatives au modèle linéaire depuis longtemps obsolète (recherche, innovation, développement industriel, croissance, progrès social). Et l'assimilation du fait que les technosciences sont désormais plus souvent une source de désordre que de maîtrise. Ceci implique d'analyser au cas par cas les convergences entre acteurs de l'écologie – scientifiques soucieux de sortir de leurs impasses et syndicalistes – et d'instituer le lieu du débat permanent, avec l'ambition de socialiser les enjeux scientifiques hors d'un cénacle technostucturel destructeur pour notre démocratie et pour le dialogue social.

Alors : alter-science ou décro-science ? Cela importe peu. Il s'agit de décoloniser nos imaginaires respectifs (celui des citoyens, des consommateurs, des scientifiques, comme des croissants et des décroissants). Nos trois intervenants convenaient que c'est aux changements de comportement les plus banals qu'on jauge les obstacles à gravir. Par exemple, confronté à la technique agricole du bois raméal fragmenté (7) (ne nécessitant ni arrosage ni fertilisant), l'*homo rationalis* incrédule se nourrit de cette religion moderne qui postule la suprématie de l'homme sur la nature.

- (1) Auteur du *Pari de la décroissance* (à paraître).
- (2) Membre des Amis de la Terre.
- (3) Rédacteur en chef d'*Alternatives économiques*.
- (4) Proposer, comme le fait Fabrice Flipo, de transformer EDF en une Société coopérative d'intérêt collectif (Sic) rencontrerait à coup sûr l'adhésion si des présidentiables de gauche avaient la bonne idée de s'en inspirer dans leur programme.
- (5) www.negawatt.org
- (6) Voir les dernières parutions du Groupe de recherche et d'étude pour la civilisation européenne (Grece).
- (7) ekopedia.org/Bois_Ram%C3%A9al_Fragment%C3%A9

Lula s'impose

BRÉSIL. Manquant de justesse sa réélection au premier tour, Lula a tiré grand profit de son affrontement avec son adversaire Geraldo Alckmin.



Lula et le boxeur Acilino Popo de Freitas, le 17 octobre, lors d'un meeting de campagne à Rio.

À TROIS JOURS DU SECOND TOUR de la présidentielle, dimanche 29 octobre, on ne voit pas ce qui pourrait empêcher Luis Inácio Lula da Silva (Parti des travailleurs, PT) d'obtenir son deuxième mandat à la tête du Brésil. Les sondages en fin de semaine dernière lui attribuaient entre 60 et 62 % des intentions de vote, contre 38 à 40 % à son rival Geraldo Alckmin (Parti de la social-démocratie brésilienne, PSDB). Alors que les intentions recueillies au lendemain du premier tour du 2 octobre mettaient ce dernier à seulement 8 points derrière Lula, il se trouve désormais confronté à une mission impossible : combler un écart qui se chiffre à quelque 20 millions de voix.

Au point que, dans le camp du président sortant, certains stratèges remercient le ciel de leur avoir fait cadeau de ces quatre semaines de campagne supplémentaires, alors que Lula avait laissé échappé, pour 1,35 % seulement, une victoire qui lui semblait promise dès le premier tour. En substance : élu de justesse, il aurait eu à batailler pendant quatre ans, à la moindre difficulté, pour compenser une légitimité étriquée. Que s'est-il passé ? Le 3 octobre, bien que parvenu en tête, Lula est alors sur la défensive et en perte de vitesse. Depuis trois semaines, il tente de limiter les dégâts d'un scandale qui a occupé toute la scène politique : des membres de son parti ont tenté d'acheter un « dossier » compromettant le PSDB dans un scandale de corruption. Le directeur de campagne et président du PT, qui a reconnu avoir autorisé la magouille, démissionne.

De son côté, Alckmin, ragaillardisé par sa performance – 10 points arrachés en une semaine à peine –, joue à fond la carte de la moralisation de la vie politique brésilienne, comptant enfoncer Lula dans le bourbier de l'affaire du « dossier ». Mais l'option fait rapidement long feu devant l'habileté tacticienne du camp d'en face. Tout d'abord parce que Lula, comme lors des scandales politiques qui avaient déjà décapité le PT

grands secteurs publics (télécommunications, énergie, etc.) à des opérateurs étrangers notamment, opérations mal vécues dans un pays où la fibre nationaliste est forte ? Alckmin, hésitant sur la conduite à tenir, n'est pas parvenu à assumer un message clair sur le sujet, perdant du terrain.

Enfin, Lula n'a eu aucun mal à s'imposer sur les questions sociales, fort des résultats honorables de son premier mandat, et critiquant l'intention de son adversaire de vouloir stopper le mouvement amorcé de réduction des inégalités. La bénédiction donnée par le camp Lula à ce second tour, c'est finalement une clarification d'images, qui a vu la mise en scène d'un affrontement entre un candidat de gauche et le favori de la droite. Et, à l'heure de consolider les alliances, Lula, qui n'a rien perdu de son talent de négociateur syndical, s'est montré le plus performant. Il est parvenu à rallier largement autour de lui, débauchant même quelques soutiens de son adversaire (à l'occasion de négociations locales, une spécialité brésilienne) et refaisant sur-tout contact avec la fraction de son électorat intellectuel urbain, qui s'était rabattu au premier tour sur les deux petits candidats de gauche, Heloisa Helena (PSOL, 6,8 %) et Cristovam Buarque (PDT, 2,6 % à eux deux). Comme l'exprime le réputé sociologue Chico de Oliveira, proche du PSOL : le retour, au moins dans les discours, de clivages classiques en matière économique et sociale, a redonné à la gauche militante l'espoir qu'elle a de nouveau un rôle à jouer. Pour prendre Lula au mot, assumer une fonction de contre-pouvoir désertée pendant quatre ans, et obtenir des avancées sociales qu'elle n'aurait sans doute jamais décrochées avec Alckmin au pouvoir. Ainsi, si Lula a toutes les chances d'être réélu dimanche prochain, c'est parce qu'il est parvenu à rendre évident, en quatre semaines, qu'il est de loin le meilleur candidat du moment pour le pays.

PATRICK PIRIO

ICI...

Sarkozy contre Debbouze

Nicolas Sarkozy aurait-il pris Jamel en grippe ? Selon le ministre de l'Intérieur, *Indigènes* n'a pas été « un succès populaire ». Récompensé à Cannes, ce film de Rachid Bouchareb, avec, entre autres, Jamel Debbouze à l'affiche, a tout de même approché le million et demi de spectateurs en deux semaines. Quand Jamel a fait la une du *Nouvel Observateur* sur fond de drapeau tricolore, « l'image était belle », estime-t-il, mais c'était « une des plus mauvaises ventes » de l'hebdomadaire. Lequel a démenti : ce numéro se situait « dans une bonne moyenne », avec 74 000 exemplaires vendus. Dépit ou jalousie ?

« Engagez-vous », qu'ils disaient !

Le parti socialiste organisait samedi au conseil régional d'Ile-de-France un colloque sur une question qui semble lui poser problème : « L'engagement est-il une valeur de gauche ? » Aux paroles inutiles, deux intervenants ont préféré les actes révélateurs : Bernard Kouchner et François Hollande, qui devait clôturer les travaux, n'ont pu y participer comme annoncé. Des événements imprévus les auraient conduits à se... désengager.

Corruption

Des sénateurs Verts ont décidé de déposer une plainte auprès du procureur de la République pour lobbying. Selon Jean Desessard, le groupe Suez a invité des parlementaires à assister à la finale France-Italie de la Coupe du monde de football. En plein débat sur la fusion Suez-GDF, cette initiative est suspecte. « Est-ce de la corruption ? », s'interroge le sénateur. Si lui a décliné l'offre de Suez, une dizaine de parlementaires auraient répondu positivement à cette invitation assortie d'un vol en jet privé.

La voix des détenus

Grande première en France, les détenus ont été directement consultés sur leurs conditions de vie. Un quart d'entre eux – 15 000 – ont répondu au questionnaire lancé par l'Observatoire des prisons (OIP), avec des associations comme la Ligue des droits de l'homme, Emmaüs ou la Croix-Rouge, en vue des États généraux de la condition pénitentiaire, le 14 novembre. En tête des attentes : des cellules plus propres, un minimum d'intimité, se rapprocher des familles, un meilleur respect des droits fondamentaux et une meilleure préparation à la sortie de prison. Les acteurs judiciaires ont également été consultés, mais seuls 1,12 % des surveillants ont renvoyé l'imprimé.

Danone contre Sanchez

« Un acte concret de solidarité entre le mouvement paysan et des habitants des quartiers populaires. » C'est ainsi que le Réseau de convergence des mouvements sociaux qualifie le geste de Jean-Émile Sanchez. Cet ex-porte-parole de la Confédération paysanne sera jugé le 27 octobre à Vienne (Isère) pour avoir prélevé des yaourts à l'usine Danone de Saint-Just-Chaleyssin, le 18 octobre 2004. Il entendait, avec 150 autres militants, réagir à l'application de la réforme de la PAC de 2003. Ces « désobéisseurs » avaient ensuite redistribué leur butin dans les quartiers défavorisés de Vénissieux. Le rassemblement prévu devant le tribunal entend protester contre les gouvernements, les multinationales et le patronat, qui « n'hésitent plus à saisir les tribunaux dès que des militants osent agir collectivement contre la remise en cause de leurs droits et pour contester des lois qu'ils jugent liberticides ».

...ET AILLEURS

Régressions

La Diète polonaise devait se pencher le 25 octobre sur un projet d'amendement à la Constitution introduisant l'interdiction totale de l'avortement dans un pays où celui-ci n'est autorisé qu'en cas de viol, d'inceste, de danger pour la vie de la mère ou de malformation irréversible du fœtus. Une situation dénoncée depuis 2004 par l'Union européenne et l'ONU. Au Portugal, où un référendum sera organisé en janvier, les partisans d'une dépénalisation sont encore majoritaires (53 %) dans un récent sondage, mais ils étaient 69 % il y a deux ans. Au sein de l'Europe, ce combat est donc loin d'être gagné.

Non grata



AFP

Émissaire de l'ONU au Soudan, Jan Pronk a été expulsé du pays. Motif : il a évoqué sur son blog personnel deux « défaites » de l'armée soudanaise face aux rebelles du Darfour. Les autorités locales lui reprochent de « s'être ingéré dans les affaires des forces armées » et de nuire à leur moral. Elles craignent surtout que ce commentaire n'alimente la volonté internationale de leur faire accepter une force de l'ONU dans la région. Très critiquée, notamment par la Commission européenne, cette décision est un signe supplémentaire de la dégradation de la situation au Soudan, où près de 200 000 personnes ont déjà péri de la guerre et de ses conséquences depuis 2003.

Au bord du gouffre

Mercredi, le Conseil de sécurité de l'ONU sur la Côte-d'Ivoire devait valider les recommandations des États d'Afrique de l'Ouest et de l'Union africaine : réduire le pouvoir du Président mal élu Laurent Gbagbo pour renforcer celui du Premier ministre de transition, Charles Konan Banny, seul à même de mener le pays au désarmement des rebelles et des milices pro-Gbagbo, et à des élections libres. Après quatre ans de paix armée, le pays est toujours au bord de la guerre civile. Mais Gbagbo préfère cela plutôt que de prendre le risque de perdre le pouvoir dans des élections libres.

Résistance civile

Sitôt rentré, sitôt menacé. L'opposant Moncef Marzouki n'était pas encore arrivé en Tunisie, après cinq ans d'exil en France, qu'il était déjà convoqué par le juge d'instruction pour « incitation à la violence ». Le 19 octobre, sur Al Jazira, ce professeur de médecine a annoncé qu'il revenait dans son pays, « qui vit depuis des années sous la coupe d'un régime policier de plus en plus fermé », avec l'intention de « rentrer dans une résistance civile en utilisant tous les moyens pacifiques pour imposer ses droits et ses libertés ». La riposte des autorités n'a pas tardé. Le président d'honneur de la Ligue tunisienne risque encore la prison, mais se dit « fier d'inciter les gens à exercer leurs droits pour parvenir à un régime démocratique ».

...VU

« J'ai beaucoup évolué sur la question du mur de séparation », a déclaré Philippe Douste-Blazy, le 19 octobre, sur TFJ, une télévision de la communauté juive française. « Même si moralement et éthiquement pour moi, ce mur posait problème, quand j'ai su qu'il y avait 80 % d'attentats en moins là où se dresse ce mur, j'ai compris que je n'avais plus le droit de penser cela vis-à-vis des



AFP

Israéliens », a-t-il ajouté. Alors que la France s'était félicitée, en juillet 2004, de l'adoption d'une résolution de l'Assemblée générale de l'ONU exigeant d'Israël qu'il démantèle sa « clôture », déjà condamnée par la Cour de justice internationale, cette déclaration personnelle du ministre des Affaires étrangères a contraint le porte-parole du Quai d'Orsay à rappeler, le lendemain, que la position de la France n'a pas changé.

...ENTENDU

Séparation statistique

Invitée du « Franc parler » de Stéphane Paoli sur France Inter, le 23 octobre, Laurence Parisot a filé la métaphore en comparant le licenciement d'un salarié par un patron à la séparation d'un couple. « Bien souvent, dans l'entreprise, la problématique se pose de la même façon », a expliqué la présidente du Medef. « Sauf que c'est souvent l'employeur qui a envie de se séparer de l'employé ! », rétorque Stéphane Paoli. « Je vais vous démontrer le contraire avec des statistiques », a aussitôt repris la patronne de l'Ifop. On sait ce que valent les statistiques...



AFP

Doutes

José Bové s'installe cette semaine sur le Larzac dans sa maison écologique en bois, mais il est de moins en moins certain qu'il en ressorte pour parcourir le pays comme candidat à la présidentielle. « Plus nous attendons, plus nous essayons de finasser, plus nous risquons de casser la dynamique d'une candidature antilibérale. Cela devient tout à fait contre-productif. » Son embarras était visible à l'émission de Christine Ockrent sur France 3 dimanche soir : l'attente et les tergiversations des uns et des autres le poussent insensiblement mais sûrement vers une langue de bois dont il n'a pas l'habitude. On a la très nette impression qu'au fond de lui-même il n'y croit plus vraiment, pour lui ou pour quelqu'un d'autre ; parce que ce qu'il a toujours redouté se confirme : aucune organisation politique n'est disposée à renoncer à représenter toutes les autres. « Situation impossible, dit Bové, car aucun responsable de parti ne pourra faire l'unité des comités, pas plus Marie-George Buffet que les autres. »

Aux prises avec des forces de plus en plus contradictoires, comme il le dit, le porte-parole de Via Campesina, qui vient d'aller chercher un peu de réconfort moral et politique en Bolivie auprès d'Evo Morales, compte désormais, mais sans illusion, sur le grand meeting unitaire du Mans, le 6 novembre, pour que des décisions soient prises. « Il faut arrêter un calendrier, s'y tenir, arrêter de tourner autour du pot. Le projet politique existe, il est clair. Moi ou un autre, il faut prendre une décision et partir en campagne. » Bové et d'autres se heurtent au patriotisme des partis et craignent que, faute d'accord clair, le candidat de la gauche de la gauche soit finalement choisi sur la base du « plus petit dénominateur commun ». Et quand il évoque la perspective d'une personne sur le bulletin de vote mais dix personnes sur la tribune de la campagne, cette perspective renvoie à la période la plus cafouilleuse des Verts. À l'époque où ils ne parvenaient pas à se rendre visibles de l'opinion publique.

Claude-Marie Vadrot

LE CHIFFRE

84 branches professionnelles

sur 158 ont des minima inférieurs au Smic, selon le comité de suivi des négociations salariales de branches. Elles n'étaient que 25 à se trouver dans ce cas avant la hausse du salaire minimum, le 1^{er} juillet. Les grilles obsolètes couvrent environ 5,7 millions de salariés et représentent plus de la moitié (53 %) des 158 grandes branches hors BTP et métallurgie. Parmi elles, figurent notamment le commerce de gros, les hôtels, les cafés, les restaurants et les particuliers employeurs. Selon les dernières statistiques, la moitié des salariés sont aussi rémunérés en deçà de 1,6 Smic.

...LU

Morale chiraquienne

Dans *Libération* (23 octobre), ce propos de Jacques Chirac, à l'occasion du sommet UE-Russie sur les questions énergétiques : « Il n'est pas question de lier des actions morales à des actions économiques, ce sont deux domaines différents. » Le Président polonais et le Premier ministre letton ont néanmoins fâché Vladimir Poutine en l'interrogeant sur son conflit avec la Géorgie et sur l'assassinat de la journaliste Anna Politkovskaïa. On ne pouvait pas attendre de l'ancien maire de Paris, pour qui morale et argent n'ont jamais fait bon ménage, qu'il en fasse autant.

Conseil en chambre

L'Interconsulaire (septembre), revue des chambres de commerce et d'industrie, consacre un dossier aux mérites de l'investissement socialement responsable. Sous un titre très gauchou, « Le capital mis à contribution », les investisseurs avisés sont invités à rejoindre les « principes » de l'Américaine Amy Domini, créatrice de l'indice socialement responsable « Domini 400 Social Index ». Rien n'est dit sur la faillite d'Enron, géant américain de l'électricité et un des fleurons du célèbre indice.

Lâchage ?

« Et si ce n'était pas elle... », s'inquiète le *Nouvel Observateur* (19 octobre). Elle, c'est bien sûr Ségolène Royal. Évoquant « quelques propos maladroits » et déplorant « moins d'audace dans les discours », l'hebdo de la gauche centriste la juge « tout à coup vulnérable ». Après l'avoir lancée – on se souvient de sa une « Et si c'était elle... » en décembre –, l'Obs s'apprête-t-il à la lâcher ?

Dossier

Il y a un an, les banlieues de toute la France connaissaient un intense mouvement de révolte, après la mort de deux adolescents à Clichy-sous-Bois. Les leçons de ces événements n'ont pas été tirées, et c'est toujours une réponse répressive qui s'impose, face à la jeunesse des quartiers dits sensibles.

BANLIEUES

En attendant la prochaine émeute

UN DOSSIER COORDONNÉ PAR OLIVIER DOUBRE ET CLOTILDE MONTEIRO

P

ersonne en France n'a oublié ce qui s'est produit, trois semaines durant, à la périphérie de presque toutes les grandes villes du pays en novembre 2005. Ni la cause de cette vague émeutière sans précédent : deux adolescents de 14 et 16 ans sont morts électrocutés dans un transformateur EDF parce qu'ils craignaient de subir un contrôle d'identité de la part d'une patrouille des brigades anti-criminalité (BAC). Y aurait-il donc un problème avec la police en banlieue ? Il y a plus de dix ans, Christian Bachmann et Nicole Le Guennec, dans un ouvrage faisant depuis autorité, dressaient la liste des « *violences urbaines* » (selon la dénomination du ministère de l'Intérieur) qui avaient défrayé la chronique depuis les premières émeutes de Vaulx-en-Velin en 1979. Les deux sociologues montraient que ces émeutes, très localisées, découlaient à chaque fois de la mort d'un jeune de ces quartiers « sensibles » (c'est-à-dire, d'abord, pauvres), mort liée, à tort ou à raison, à une exaction policière. Aussi, « *quand l'autorité apparaît comme scandaleusement inique* », se crée une « *solidarité épidermique contre la police* » (1). La liste de ce type de violences en banlieues n'a fait que s'allonger, leur cause immédiate restant la même. Mais, en 2005, si la colère contre la mort de ces deux jeunes s'est propagée dans toute la France, c'est sans doute parce que, sur la scène nationale, un ministre a « blâmé » les victimes, comme l'explique le sociologue Gérard Mauger (voir entretien ci-contre), en utilisant le vocabulaire du « *défi viril* »...



À Aulnay-sous-Bois, le 12 novembre 2005.

Que s'est-il passé depuis un an ? Les politiques parlent en général assez peu de ces quartiers, si ce n'est pour renchérir, comme Éric Raoult (UMP) dans le discours répressif (voir p. 16), la gauche institutionnelle mentionnant en plus le manque de crédits à la politique de la ville. On peut toutefois se demander si la tension est vraiment retombée, puisque, depuis le 1^{er} janvier, le nombre de voitures brûlées atteint en moyenne le chiffre de 115 par jour !

Pourtant, certains « jeunes de cités » réagissent en tentant de s'organiser et d'inventer une parole collective. C'est le cas au Blanc-Mesnil (voir reportage p. 17), même si les subventions promises par le gouvernement après la crise se font plutôt rares. Mais l'initiative la plus importante est certainement la rédaction d'un immense « cahier de doléances », à l'initiative de l'association AC le feu (2), qui a recueilli dans toute la France la parole de 20 000 habitants de ces quartiers, tel un tiers-état qui s'exprimerait pour la première fois. Signe de mépris irresponsable, le président de l'Assemblée nationale, Jean-Louis Debré, a refusé de recevoir les responsables de l'association, qui comptaient lui remettre symboliquement le document. Dans un petit livre au ton incisif (3), un militant associatif des quartiers marseillais, Alèssi Dell'Umbria, replace la révolte de novembre 2005 dans l'histoire de la banlieue en France – « *le lieu du ban, où l'on bannit* » – et prévient : « *La question n'est même plus de savoir ce que la société française a à proposer aux "jeunes des cités"* – on connaît la réponse –, mais de savoir quelle forme de contestation collective et organisée ils pourraient rallier »...

OLIVIER DOUBRE

(1) *Violences urbaines. Ascension et chute des classes moyennes à travers cinquante ans de politique de la ville*, Christian Bachmann et Nicole Le Guennec, Hachette Littératures, 2002.
(2) *aclefeu.blogspot.com*
(3) *C'est de la racaille ? Eh bien, j'en suis !, éditions l'Échappée*, www.lechapee.org, 96 p., 7 euros.

TRIBUNE

« Une protestation contre la violence d'État »

Directeur adjoint du Centre de sociologie européenne fondé par Pierre Bourdieu, Gérard Mauger travaille sur la jeunesse des classes populaires depuis plus de trente ans. Il publie une étude remarquable de l'émeute des banlieues de novembre 2005.

Votre livre s'intitule « L'Émeute de novembre 2005. Une révolte protohistorique ». Pourquoi ce mot au singulier et non au pluriel, et pourquoi n'avoir pas employé le terme souvent usité de « violences urbaines » ?

Gérard Mauger : J'ai d'abord écarté le terme de « violences urbaines » parce que c'est celui utilisé par la police et les Renseignements généraux : le reprendre à mon compte aurait été souscrire à ce label, donné aussi par Nicolas Sarkozy. Quant au mot « émeute », au singulier et non au pluriel, c'est là une vraie prise de position de ma part. Je peux me tromper mais, à l'instar de ceux qui l'ont analysée – je pense à Hugues Lagrange, Laurent Mucchielli ou plus récemment Sébastien Roché –, j'estime que c'est bien l'ampleur et la durée de cette émeute qui lui donnent son caractère tout à fait inédit, avec un processus d'extension progressive à la France entière. D'abord Clichy-sous-Bois et les communes limitrophes, puis l'Île-de-France, puis tout le territoire, à quelques exceptions près. J'ai donc choisi le singulier parce qu'il me semble que, dans la pluralité et la dispersion des actions, le principe agissant, le motif initial, est le même partout, entraînant une même mobilisation d'à peu près les mêmes catégories d'émeutiers, quelles que soient les différences locales ou chronologiques.

Vous avez étudié l'enchaînement des événements et précisément la mobilisation des émeutiers...

Je dois d'abord préciser que, pour faire ce travail, il m'a manqué (comme à tout le monde) une vraie enquête sur les émeutiers ; j'ai toutefois pu faire un certain nombre d'hypothèses puisque je travaille sur ces milieux depuis plus de trente ans (1). Je pense que cette émeute est politique dans le sens où son principe de mobilisation l'est réellement. Il me semble en effet qu'il s'agit d'une forme de révolte contre ce qui est apparu aux émeutiers comme une violence d'État illégitime : la mort des deux jeunes électrocutés à Clichy-sous-Bois. Et ce principe vaut partout où l'émeute a eu lieu. Or, cette violence d'État illégitime, qui intervient dans un contexte de tension accumulée depuis des années entre les jeunes et la police, s'est manifestée à différents niveaux. Il y a d'abord les interventions agressives et spectaculaires de la police ordonnées par Nicolas Sarkozy (dont le spectacle est d'ailleurs l'un des principaux moteurs) : contrôles répétitifs d'identité au faciès et interpellations musclées... S'ils ne mènent généralement à aucun résultat tangible, ils produisent en revanche des effets bien réels, en exacerbant l'animosité entre de jeunes flics terrorisés et des jeunes tout aussi terrorisés. Ensuite, comme toujours dans ces cas-là, une « bavure » policière advient dans une zone urbaine sensible (ZUS). Enfin, et surtout, c'est la gestion politique de cette affaire par le ministre de l'Intérieur qui va constituer la véritable étincelle. Sarkozy, au lieu de se comporter avec un peu de décence en exprimant ses condoléances aux familles



À Asnières-sur-Seine. Quand la seule réponse au malaise est répressive, la révolte s'installe.

des enfants morts, blâme au contraire les victimes en les faisant passer pour des cambricoleurs (il apparaît ensuite que c'est faux, mais il le dit) et met la police hors de cause. Ces déclarations s'ajoutent à ses propos injurieux sur « *la racaille* » à « *nettoyer au Kärcher* »... Je crois qu'on a là tous les ingrédients pour que « *l'émotion populaire* » explose, pour reprendre les termes de l'historien anglais E. P. Thompson, spécialiste des révoltes du XVII^e siècle. En outre, on a insisté souvent sur la grande jeunesse des émeutiers – 16 ans en moyenne –, or, c'est à peu près l'âge des deux jeunes décédés : on retrouve donc ceux qui pouvaient s'identifier le plus aux victimes, qui, comme l'ont dit alors leurs camarades, sont « *morts pour rien* ». Voilà pourquoi je crois qu'il s'agit bien d'une mobilisation politique, qui est une protestation vigoureuse contre la violence d'État illégitime.

Dans le Petit Robert, au préfixe « proto », on trouve : « premier, primitif, rudimentaire ». Pourquoi parlez-vous de « révolte protopolitique » ?

On pourrait même dire, tout simplement, « ancien », c'est-à-dire ce qui est avant la politique. Cette émeute a eu lieu sans aucun mot d'ordre, sans organisation ni porte-parole. C'est pourquoi j'ai choisi ce terme. En effet, beaucoup de ces jeunes vivent dans des communes – jadis la « banlieue rouge » – qui ont vu depuis une vingtaine d'années une véritable carence d'encadrement et d'éducation politiques. Ils n'emploient pas le registre de prise

de parole politique aujourd'hui légitime (sans doute parce qu'ils ne le connaissent pas) mais un registre parallèle, souvent diffusé par les médias, qui comprend l'incendie de voiture, le caillassage des flics ou de pompiers... Je l'ai donc baptisé « protopolitique » car j'ai été conduit pour ce livre à relire des travaux d'historiens (comme Hobsbawm, Thompson ou Charles Tilly) sur les révoltes populaires avant qu'ait été mis en œuvre ce travail d'encadrement politique tel qu'il a eu lieu pendant la Troisième République, avec le mouvement ouvrier. Ils s'expriment donc avec les registres qui sont antérieurs à la mise en forme politique. Il y a d'ailleurs un livre récent de l'historien Jean-Claude Caron, *les Feux de la discorde* (Hachette Littératures, 2006), qui retrace l'usage de l'incendie comme mode d'action politique dans les révoltes populaires au XIX^e siècle, avant la structuration de l'action politique opérée par le mouvement ouvrier, avec l'apprentissage des formes légitimes que sont la manifestation, la grève, la pétition, etc.

PROPOS RECUEILLIS PAR OLIVIER DOUBRE

L'Émeute de novembre 2005. Une révolte protopolitique, Gérard Mauger, éditions du Croquant, « *Savoir/agir* », 160 p., 13,50 euros

(1) *Sur ce point, voir les Bandes, le milieu et la bohème populaire. Études de sociologie de la déviance des jeunes des classes populaires (1975-2005)*, à paraître prochainement chez Belin.

« Nicolas Sarkozy participe au désordre »

Des élus de gauche dénoncent l'absence de retombées positives de la politique sécuritaire du ministre de l'Intérieur et l'escalade de la violence entraînée par celle-ci. Seul Manuel Valls modère ici ce jugement.

L'échec de la politique de Nicolas Sarkozy est sur toutes les lèvres. De la gauche la plus libérale à la plus antilibérale, chacun s'accorde à critiquer la politique sécuritaire du ministre de l'Intérieur depuis son arrivée place Beauvau. La répression, comme unique réponse au malaise et à la révolte ayant embrasé les cités HLM des quartiers dits sensibles, sur l'ensemble du territoire, l'automne dernier, tarde à faire ses preuves. Selon l'Observatoire national de la délinquance, les violences contre les personnes ont augmenté de 6,2 % entre octobre 2005 et septembre 2006. « Caillassages », guet-apens et autres échauffourées ont fait leur réapparition. La tension ne serait d'ailleurs pas vraiment retombée depuis un an. Les jeunes les plus en rupture de ban défendent désormais « leur » territoire dans ces quartiers en déshérence : les Tarterêts à Corbeil-Essonne (Essonne), la cité des Musiciens aux Mureaux (Yvelines) ou Orgemont à Épinay-sur-Seine (Seine-Saint-Denis) ont été ces dernières semaines le théâtre de violents affrontements entre des jeunes et la police.

Médiatisation à l'envi de cette escalade de la violence, surenchère permanente, manipulations médiatico-électoralistes et ras-le-bol des fonctionnaires. Ceux-ci réclament désormais, via leurs syndicats, que soient jugés aux assises ceux qui s'en prennent aux forces de l'ordre et aux pompiers, sans distinction entre les mineurs et les majeurs. Éric Raoult, député UMP du « 9-3 », va jusqu'à prôner la délation et proposer une prime de 15 000 euros pour aider à retrouver les auteurs d'agressions envers les forces de police. À ce tableau, s'ajouteront peut-être, avec le projet de loi relatif à la prévention de la délinquance actuellement au Sénat, des maires « super-shérifs » dotés de pouvoirs à l'étendue jusqu'ici inédite pour ces élus municipaux...

POUR CLÉMENTINE AUTAIN, peu reconnaissent que cette révolte a une signification politique « forte et profonde, qui oblige désormais les acteurs politiques à donner des réponses et des interprétations aux actes de ces jeunes ». Selon la candidate à la candidature unitaire, la ségrégation sociale et territoriale ne pourra se résoudre que par un partage équitable des richesses entre les individus et les territoires. Pour réduire les discriminations faites aux populations vivant dans les quartiers populaires, « la France devra regarder en face son passé colonial », ajoute-t-elle. « La priorité devrait être d'envoyer un message de respect, de confiance et d'espoir aux jeunes générations ainsi qu'à leurs parents, pour qui, insiste Clémentine Autain, l'absence de perspectives d'avenir pour leurs enfants n'est plus supportable. » Que les sondages donnent en ce moment raison à Nicolas Sarkozy ne l'étonne pas : « La gauche du PS est devenue inaudible dans le débat public. » L'adjointe au maire de Paris ne se prive pas, au passage, de tacler les socialistes, qu'elle juge « d'une ambiguïté inquiétante en ce qui concerne le chapitre sécuritaire. »

POUR LE FABIUSIEN CLAUDE BARTOLONE, « la France est aujourd'hui dans la pire situation que nous pouvions imaginer ; globalement, rien n'a changé ». Il insiste sur les promesses non tenues par le gouvernement concernant les crédits aux associations. Le député de Seine-



Des membres de la sécurité de Nicolas Sarkozy le protègent de jets de projectiles, à Argenteuil, le 25 octobre 2005.

Saint-Denis rappelle que, durant son mandat au ministère de la Ville, « les grands projets de ville avaient conféré des financements adaptés aux associations ayant des missions de service public ». L'ex-ministre ajoute que « les emplois jeunes avaient permis d'instaurer une présence permanente mais non agressive de fonctionnaires de police ». Pour Claude Bartolone, l'arrivée de l'UMP au gouvernement a sonné le glas des politiques sociales : « Nicolas Sarkozy met en danger les fonctionnaires de police et refuse de prendre en compte les problèmes de ces populations. Alors que ces six millions de personnes représentent la république urbaine dans toute sa diversité, et la France de demain », conclut-il.

MANUEL VALLS, qui se singularise souvent par ses positions sécuritaires, est tout aussi catégorique concernant l'échec de la politique menée par le ministre de l'Intérieur : « Nicolas Sarkozy a provoqué une escalade de la violence en participant au désordre. » Mais le maire d'Évry n'hésite pas à adhérer à certaines initiatives du gouvernement, qu'il juge positives, et se dit, par exemple, satisfait de la nomination d'un préfet délégué à l'égalité des chances dans sa région. Le député de l'Essonne vante également la mobilisation qui a permis d'accueillir à Évry un grand forum sur le thème de l'emploi et de l'égalité des chances, organisé par la ville et la SNCF : « Sur cinq cents jeunes, trois cents ont vu leur candidature retenue. » Mais celui-ci joue sur les mots lorsqu'il refuse de comparer le mouvement de violence qui s'est déclenché en novembre 2005 à une révolte, « ce qui reviendrait à le justifier », même s'il convient que les

explications et les causes sont à chercher du côté de « la ségrégation territoriale et sociale, qui a fabriqué une poudrière ». De même, si, pour lui, l'abandon de la police de proximité a été une grave erreur, Manuel Valls ne voit pas d'un mauvais œil les pouvoirs accrus prévus pour les maires par le projet de loi relatif à la prévention de la délinquance : « Un élu n'est pas forcément un délateur. Les mentalités des personnels de la Protection judiciaire de la jeunesse doivent suivre les évolutions de la société », justifie-t-il.

JEAN-FRANÇOIS PELLISSIER, adjoint au maire chargé de la vie associative du XIII^e arrondissement de Paris, en observateur privilégié de la vie des cités HLM, juge sévèrement la politique de Nicolas Sarkozy. Car, si la capitale est très peu citée sur ce chapitre, Jean-François Pellissier confirme que des interventions musclées de la part de la police ont également lieu dans les cités de Paris intra-muros. « Le XIII^e est un arrondissement composé à 34 % de logements sociaux », précise l'élu des Alternatifs. Selon lui, la violence de la dernière intervention, faite sans discernement, il y a un mois, à la cité Brillat-Savarin (dans le sud-est du XIII^e), a choqué tout le milieu associatif local : « Pour un simple conflit de voisinage, on a mobilisé pendant une semaine le service de sécurisation des cités. » « Gazage des appartements, habitants molestés, état de siège et attitudes provocatrices de la part de la police ont été dénoncés par tous, associations comprises, lors des récents conseils et repas de quartiers », explique l'unique élu rouge et vert de Paris.

CLOTILDE MONTEIRO

REPORTAGE

Reprendre la parole

Un an après, nous sommes retournés au Blanc-Mesnil, dans cette maison des Tilleuls à laquelle nous avions rendu visite au moment des émeutes*. Les habitants se sont pris en main, notamment en créant un journal.

Il y a tout juste un an, un cocktail Molotov s'écrasait sur la maison des Tilleuls, située dans la cité du même nom au Blanc-Mesnil. Pourtant, cette maison de quartier avait toujours été accueillante et attentive aux difficultés des gens de la cité. Ce geste symbolise l'absurdité d'une révolte autodestructrice et en dit long sur le trop-plein de colère qui a fait s'embraser les cités l'an dernier. Mais c'est un tout autre symbole qui se manifeste aujourd'hui à la maison des Tilleuls. Celui de la conscience politique assumée et de la reprise de la parole comme d'un pouvoir par les habitants de la cité. C'est en effet dans une atmosphère joyeuse et détendue que la rédaction du journal *Vu d'ici*, de la maison des Tilleuls, se réunit et fait le point sur le premier numéro du bimestriel qui vient de paraître. « Ce ne sont pas les révoltes de l'an dernier qui nous ont donné envie de faire notre journal. Nous habitons la cité, nous connaissons les difficultés et comprenons les raisons de la colère. Le déclencheur a été le traitement du sujet par la presse, qui ne s'est intéressée qu'aux gros titres et aux images chocs. Face à ce voyeurisme indécent, nous avons voulu reprendre la parole et dire comment nous voyons les choses, nous qui les vivons de l'intérieur », explique Zouina Meddour, la directrice de la maison des Tilleuls.

À ce propos, la une du journal est très évocatrice. D'abord, c'est la photo d'une manifestation comme un contre-point de vue : ce ne sont pas les manifestants qui sont visés par l'objectif, mais, au contraire, c'est de l'intérieur même du cortège que la photo surprend un



groupe amassé de photographes et de caméramans focalisés sur le même événement. Puis c'est le titre en rouge et noir, qui affirme : « Qui nous sommes ». Dans les pages du journal, on peut lire les réactions et les analyses des habitants, ainsi que des articles sur les initiatives artistiques du quartier, comme ce film *Ceci est notre quartier* à 93°, réalisé par Roland Moreau.



Le Blanc-Mesnil en novembre 2005 : 1 300 policiers y ont été déployés au huitième jour des émeutes.

et une manière de donner un autre point de vue et d'autres images. Il s'oppose ainsi au « Circulez, il n'y a rien à voir ! » des solutions policières mises en place par le gouvernement depuis les émeutes.

Pour Rachid, rien n'a changé depuis la révolte des jeunes des cités, « la solution des politiques, c'est de rajouter des policiers ou même de proposer un encadrement militaire des enfants. C'est toujours plus de répression. Ils savent qu'ils ne vont rien solutionner : quand ils interviennent, c'est déjà trop tard. Ce qu'il faut, et c'est toujours le même problème, c'est plus d'enseignants, plus de logements, plus d'emplois et plus de thérapeutes ». Mais les coups de folie ne sont pas le monopole des seuls jeunes révoltés : les médias ont aussi leur part dans l'embrasement des mentalités qui a suivi les événements. Comme le raconte Mustapha : « Des journalistes russes étaient venus nous filmer à la maison des Tilleuls, mais, tout ce qu'ils voulaient, c'étaient des clichés de jeunes à casquette. Quand nous avons vu le résultat de leur reportage, nous étions estomaqués : ils comparaient notre situation à celle de la Tchétchénie ! » Il poursuit : « Les gamins ont tout de suite compris l'importance qu'ils prenaient grâce à la télévision. Et ils ont joué avec ça. La violence était le fait d'une minorité, même si une grosse partie des habitants la comprenait. Il y a quelques années, la jeunesse retournait la violence contre elle-même avec la drogue, par exemple. Aujourd'hui, elle s'éveille à la conscience politique : comme on nous l'a appris à l'école, il a bien fallu brûler la Bastille pour lutter contre l'oppression de la royauté. » Et c'est ce que veut cristalliser le journal *Vu d'ici* : « Nous voulons montrer qu'il existe une intelligence politique dans nos quartiers. Comme nous n'avions pas de tribunes pour dire notre vérité, on a décidé de faire notre propre tribune. La cité n'est pas le lieu sordide que l'on décrit habituellement. Il y a plein de talents qui naissent entre ces murs : des journalistes, des scientifiques, des artistes, des poètes », explique Fatiha. Momo ajoute : « Il ne manque pas grand-chose pour que l'on puisse vivre normalement ici. Mais je crois qu'ils ne veulent pas que ça s'arrange. Ils veulent rajouter la misère sur la misère, car, finalement, c'est ça qui rapporte d'un point de vue électoral. »

Aucun des nouveaux journalistes de la maison des Tilleuls ne veut en tout cas quitter le quartier de son enfance : « On est toujours là, parce qu'on y croit encore », explique Albert, qui y réside depuis quarante ans. Peut-être même que la vie ici témoigne de ce qu'« habiter » peut encore vouloir dire dans le monde moderne, comme le résume Mustapha : « Moi, ce que j'ai ici, c'est la solidarité. Il n'y a pas d'individualisme, et tu ne peux pas tomber en galère. Car on a tous une histoire, un vécu en commun et des pleurs, mais surtout des joies partagées. »

JEAN-BAPTISTE QUIOT

* Voir *Politis* n° 875.

Journal téléchargeable sur Internet : <http://vudici.maisondestilleuls.org>

Électrochoc



Pour régler un problème social majeur, rien de mieux qu'une petite solution technologique. À la suite d'une décision du ministère de l'Intérieur en 2003, l'attribution des nouvelles armes Tazer à quelque 5 000 représentants des forces de l'ordre est imminente. Le Tazer X26 permet aux policiers de décharger 50 000 volts sur la cible et de paralyser son système nerveux afin de l'immobiliser. Ce pistolet à électrochocs paralytants présente en outre l'avantage de laisser moins de traces qu'une matraque et de protéger les 3 000 policiers et les 2 000 gendarmes qui en seront pourvus de tout contact avec les personnes à appréhender. Douze parlementaires ont adressé des questions écrites au ministère de l'Intérieur depuis le 12 juin dernier et n'ont toujours pas obtenu de réponse. Ils demandent entre autres d'avoir accès au rapport d'expérimentation de l'engin, qui a été testé depuis janvier 2004 sur 130 personnes en France. Pour le Réseau d'alerte et d'intervention pour les droits de l'homme (Raïdh), « il ne faut pas laisser les dernières agressions envers la police et "l'anniversaire" des émeutes servir de prétextes à une utilisation généralisée du Tazer ». L'arme est vendue par une société américaine du même nom. Aux États-Unis et au Canada, l'arme serait, selon le Raïdh, à l'origine de 167 morts depuis 1999. Comme quoi, une bavure « propre » n'en reste pas moins une bavure. J.-B. Q.

Par la fenêtre

CINÉMA. Partie filmer Israël tout en voulant se soustraire au sujet, Chantal Akerman, dans « La-bas », pose sa caméra devant un immeuble de Tel-Aviv, derrière un store. L'image impressionne, au sens sensible. Épuisant le réel, aiguïsant l'imaginaire.

C'EST LE FILM D'UN SEUL PLAN. Ou presque. Un plan fascinant. Magnétique. Qui capte l'œil dès l'affiche, et reste en mémoire bien après la vision de *Là-bas*. Une image souvenir. Une image témoin. Une image trace. Une image passage, surtout, car ce plan est le point de départ d'un voyage, à la fois sensible et mental, aux côtés de la cinéaste, dont la voix intervient hors champ. Un voyage en soi, aussi, vers des territoires auxquels cette image conduit. Au premier plan : une fenêtre où pend un store en paille. L'immeuble en second plan n'apparaît qu'à travers ce store. Mais on voit très distinctement sa blancheur, ses habitants, ce qu'ils font. Les immeubles voisins, rosé à gauche, plus sombre à droite, encadrent celui du centre, délimitant la géométrie urbaine. Deux ruelles partent vers le fond. On n'aperçoit pas le sol. Le store de paille ondule juste assez pour rappeler sa présence et signifier qu'il n'est pas un

écran, mais seulement un voile léger qui strie l'image et dessine, comme le vent sur une surface liquide, des lignes de flottaison sur l'immeuble d'en face.

La coupure du store, entre chaque montant de la fenêtre, trace une fine bande claire dans laquelle l'œil ne peut faire autrement que se glisser. Pour mieux voir ? En face, sur la terrasse du dernier étage, un homme prend soin de ses plantes. Son voisin du dessous discute avec un interlocuteur.

La cinéaste s'appuie sur un système de vis-à-vis. Ici est habité par une ombre, une voix, une présence. Là-bas, c'est le terrain de l'autre.

Il y a plus d'un plan, en fait, dans ce film où Chantal Akerman recule progressivement de quelques centimètres pour laisser, dans la durée, passer un coin de tête et apparaître un peu plus de l'appartement où elle a posé sa caméra. Déclinant, finalement, la même image à différentes échelles. Quel-

quefois, rarement, la focale s'élargit d'un coup, pour ouvrir sur une vue sans store de paille, c'est-à-dire non striée, de la plage, de la mer ou du ciel. Ces « sorties » sont brèves. Et presque inopportunes. Comme si l'on avait hâte de rentrer, de retrouver l'appartement et son point de vue. Dehors, on entend des oiseaux chanter, et dedans, parfois, le téléphone sonner.

Quand elle répond, le contrechamp n'est plus seulement le domaine du spectateur, mais aussi celui de la cinéaste, Chantal Akerman, fille et petite-fille de juifs d'Europe centrale déportés à Auschwitz et installés, ensuite, en Belgique. Elle qui est partie filmer Israël tout en résistant au « sujet » : quelles images montrer ? Elle qui s'est enfermée dans un appartement de Tel-Aviv, qu'elle vide de ses provisions. Elle qui sort peu, ou à peine, lit des livres « très compliqués sur les juifs », mange du riz et des carottes, prononce quelques mots d'hébreu et prend



« Là-bas », un voyage sensible et mental aux côtés de Chantal Akerman.

des notes, beaucoup de notes, en vue d'un film à venir. Sa voix, douce, rauque, intermittente, détache ce qui s'apparente aux passages d'un journal. Elle fait allusion à un travail préparatoire, à son état mental. Elle évoque sa mère, sa cousine ou son producteur, Xavier Carniaux, qui lui a proposé de réaliser ce film. *Là-bas* est, peut-être, un film sur Israël, mais alors sur son Israël à elle, son pays imaginaire confronté à celui qu'elle observe. Chantal Akerman part d'une interrogation sur le suicide : celui de sa tante, morte à Bruxelles, qu'elle rapproche de celui de la mère de l'écrivain israélien Amos Oz, morte à Tel-Aviv. Deux points d'ancrage dans la géographie de la cinéaste. *Là-bas* est aussi un film sur l'exil et sur l'appartenance. « *Je ne me sens pas appartenir. Et cela sans souffrance ni orgueil. L'orgueil, cela arrive. Mais non, je suis déconnectée.* » D'où la question : comment s'enraciner dans l'espace ? Et ce film, comme un essai de réponse.

« Alors là-bas, le là-bas de chacun de nous, un endroit auquel on rêve, un là-bas qui serait un paradis, n'existerait-il pas », avise le synopsis. Mais le film de Chantal Akerman n'est pas mystique : c'est à l'horizontale que la caméra canalise le regard. Ici, c'est où l'on est : l'appartement. Et là-bas, c'est où l'on regarde : l'immeuble d'en face. La cinéaste s'appuie sur un système de vis-à-vis. Ici est habité par une ombre, une voix, une présence. Là-bas, c'est le terrain de l'autre, l'homme aux plantes par exemple, souvent montré dans la lumière. *Là-bas* relève du cinéma par la fenêtre, depuis sa fenêtre : filmer en restant caché, contempler sans bouger. Mais, intérieur, extérieur, dedans, dehors, élan vers l'autre et repli sur soi : ce film fonctionne sur des allers-retours qui dynamisent l'image. Il ne se passe rien, mais il se passe beaucoup de choses. Entre cette pièce et cet immeuble, entre

cette fenêtre et cette façade, entre la caméra et ce qu'elle montre, entre le spectateur et l'écran, le regard et le son, l'image réelle, l'image du film et la troisième image...

Depuis *Je, tu, il, elle* (1974) et *Jeanne Dielman 23, quai du Commerce...* (1975), Chantal Akerman ne cesse de travailler les plans fixes dans la durée. Une manière bien à elle d'enregistrer le réel. « *Pour faire fonctionner l'imaginaire de l'autre, de celui qui va regarder, c'est plus fort de ne pas montrer. Montrer forçait le discours à la place de l'ouvrir. Quand on ne montre pas, ça ouvre l'imaginaire. Et l'on rentre dans son propre imaginaire, on a une sensation et ce n'est pas de l'information : c'est du senti* », confiait-elle dans « Désaxés », sur Radio Libertaire, en 2003. Documentaire *a priori* sur Israël, *Là-bas* s'inscrit dans la lignée de sa trilogie sur l'autre : *D'Est, Sud, De l'autre côté*... Europe de l'Est, Texas, Mexique... un mur, un arbre, un champ de coton. Dans chacun de ces films, un motif récurrent agit à la manière d'un stimulus visuel et mental. Dans *Là-bas*, ce rôle est joué par l'immeuble et ses habitants, extérieurs au film, et malgré tout impliqués. Ce film vient rappeler que le cinéma commence par un plan. Et quel plan ! S'il tient plus du scénario que de la nouvelle, le texte que dit la cinéaste, donné avec le dossier de presse, peut se lire à part. Il n'y a pourtant pas de lutte de pouvoir entre l'image et le texte dans *Là-bas*, mais une association aérienne et particulièrement fertile. On pense à Huysmans, à cause du titre, à Perec pour le regard sur l'en face, à *l'Étranger* de Camus pour le déracinement, à *Empire* de Warhol pour la manière dont la cinéaste pousse chaque plan jusqu'à l'épuisement. On pense à d'autres documentaristes aussi, sculpteurs de matière, tels Alain Cavalier, Agnès Varda ou Pierre Creton. Presque une famille, à défaut d'un territoire.

INGRID MERCKX



CÉCIL MATHIEU

Qui va piano...

MUSIQUE. Une superbe collection sur les approches contemporaines du jazz au clavier.

DEPUIS QUE LA MUSIQUE AFRO-AMÉRICAINE s'est sédentarisée, le piano est devenu son instrument de choix. En retour, le jazz a permis à cet instrument un épanouissement total que la musique dite classique ne facilitait pas puisque, jusqu'à Bartók ou Ligeti, elle négligeait la dimension rythmique. Le producteur Philippe Ghielmetti a souhaité mettre en valeur la plasticité et la polyvalence du piano en offrant à six musiciens la possibilité d'illustrer leur conception de « standards » du jazz. René Urtreger, qui a ensoleillé les clubs parisiens dès le début des années 1950, en présente l'approche la plus respectueuse sans rien renier de sa personnalité : son jeu sur les résonances et sur les couleurs obtenues par le toucher et le choix des accords lui permet de déployer dans l'improvisation une remarquable verve mélodique. Bruno Angélini (en photo), Marseillais qui vient juste de passer la trentaine, illustre la manière dont les attaques percussives et l'utilisation des dissonances peuvent restructurer des airs où l'on ne pensait ne plus rien pouvoir découvrir. Giovanni Mirabassi, Italien de Paris, est l'un de ces musiciens pour qui le jazz permet une complicité avec des chanteurs. Amoureux de la chanson française, il a choisi des airs popularisés aussi bien par Dalida et Serge Lama que par Brel et Barbara. Des bluettes qu'il caresse pudiquement jusqu'à leur conférer une poésie toute neuve. Le piano peut aussi se faire orchestre, surtout lorsqu'il se dédouble. Le duo formé par les Américains Bill Carrothers et Marc Copland joue de tous les effets autorisés par la conjonction de deux claviers, emballant les rythmes pendant que des aigus incisifs découpent le phrasé en vignettes saisissantes ; ils parviennent à produire des images auditives inattendues de thèmes aussi connus que *Take The A Train* de Billy Strayhorn ou *Blue in Green* de Miles Davis. Si le piano peut vivre seul, il s'accomplit dans la fusion. C'est pourquoi le dernier volume de cette collection, confié à un des plus originaux musiciens français actuels, Stephan Oliva, consiste en une succession de duos. Ici, pas question de subordination ni de soutien à une partie principale, mais une exploration où les protagonistes se proposent des pistes, s'entraînent sur des chemins où ils n'auraient osé s'aventurer seuls. Une belle conclusion pour un voyage en piano dont tous les moments sont passionnants.

DENIS-CONSTANT MARTIN

Tentatives, René Urtreger ; Never Alone, Bruno Angélini ; Cantopiano, Giovanni Mirabassi ; No Choice, Bill Carrothers-Marc Copland ; Miroirs, Stephan Oliva, Minium 005 à 008.

LITTÉRATURE Confusion

Pogrom, le roman d'Éric Bénier-Bürckel, publié chez Flammarion, avait suscité une polémique lors de sa sortie, début 2005. Les éditeurs du Seuil Olivier Rolin et Bernard Comment avaient, dans une tribune parue dans *le Monde*, confondu sciemment les idées de l'auteur avec celles du narrateur, un affreux machiste, antisémite, antidémocrate, etc. Le ministère public, quant à lui, a décidé de poursuivre le roman, sur les fondements « d'incitation à la haine ou la discrimination raciale, injure à caractère racial et diffusion de message violent, pornographique ou attentatoire à la dignité humaine, accessible aux mineurs ». À cette aune, il ne sera bientôt plus possible de mettre en scène un personnage de roman exprimant une opinion qui tombe sous le coup de la loi. On (ré)invente la police littéraire, qui s'en était déjà prise à Flaubert, à Baudelaire et à d'autres dangereux criminels. Bénier-Bürckel n'a pas leur talent, mais c'est là une tout autre question. Le jugement a été mis en délibéré.

Séminaire

Dans le cadre du séminaire sur la critique littéraire dans les médias qu'il anime avec le critique et écrivain Bertrand Leclair, intitulé « la critique impossible ? », Christophe Kantcheff fera une intervention sur le thème « le critique et ses pairs », le jeudi 26 octobre, à 18 heures, à l'Institut français de presse (Université-Paris II) 92, rue d'Assas, 75006 Paris (entrée libre). Rens. : 01 55 25 86 85.

Des problèmes mécaniques

LITTÉRATURE. « L'Histoire de l'amour », roman haletant sur les traces de la mémoire juive aux États-Unis, séduit surtout par ses imperfections.



C. HÉLÈ

LE ROMAN DE NICOLE KRAUSS est d'abord intéressant par ce qu'il représente aujourd'hui dans le champ littéraire et éditorial. Nicole Krauss est une jeune auteure new-yorkaise (d'une trentaine d'années), dont *l'Histoire de l'amour*, son second roman, est le premier traduit en France. Elle est présentée comme un écrivain prometteur, très actuel, en phase avec son époque. Sur la quatrième de couverture, l'éditeur n'oublie pas de mentionner le nom de son mari, l'écrivain Jonathan Safran Foer, bien coté à la bourse des valeurs littéraires. Or, *l'Histoire de l'amour* est en France, comme aux États-Unis, un succès de librairie. Nous assisterions donc à l'alliance parfaite entre une certaine modernité et une audience grand public. Du pain bénit, en somme, gagnant sur les deux tableaux, à l'image du titre lui-même, qui affiche une grande ambition (« L'histoire de l'amour... mазette ! »), tout en étant constitué des deux mots les plus attractifs qui soient pour le chaland : « histoire » et « amour ».

Ne nous emballons pas. Si la structure de *l'Histoire de l'amour* est élaborée, elle n'en fait pas pour autant un roman particulièrement audacieux du point de vue formel, ni terriblement singulier quant au travail sur la langue. Nicole Krauss s'applique surtout à nouer quatre ou cinq fils narratifs sans jamais perdre le lecteur, qu'elle tient solidement par la main. De l'Europe centrale aux États-Unis, des années 1930 en Pologne avant l'entrepr

prise nazie de destruction des juifs jusqu'au Brooklyn d'aujourd'hui, l'action tourne autour d'un livre, *l'Histoire de l'amour* (les mises en abyme abondent), qui comporte un certain nombre d'énigmes : qui l'a écrit ? Où est passé le manuscrit dans sa langue originale ? Quel rapport familial (vrai ou fantasmé) entretiennent tous ceux qui s'interrogent sur ce livre, dont ils semblent être les acteurs ? La grande habileté de Nicole Krauss s'accompagne aussi, parfois, d'une certaine naïveté de feuilletonniste, qui la conduit, à chaque fin de chapitre en particulier, à souligner l'émotion. L'attention du lecteur est ainsi focalisée par le récit, haletant certes, aux dépens de fils plus souterrains. Ceux-là sont pourtant passionnants. Mais peut-être un peu trop immenses, comme la question, omniprésente, de l'empreinte laissée par la culture juive d'Europe centrale en Amérique du Nord, via ses exilés.

En fait, c'est dans ses creux, ses imperfections ou ses ténuités que *l'Histoire de l'amour* convainc le plus. Quand, par exemple, Nicole Krauss, dans des passages d'un prosaïsme bienvenu, évoque les difficultés digestives de ses personnages, proches de la constipation, qui renvoient à la difficulté d'ouvrir la vanne des souvenirs, celle de la mémoire d'un passé douloureux. Ou encore quand elle met en scène le désir de visibilité d'un vieux juif new-yorkais, toujours en proie, cinquante ans après, à la crainte d'être renvoyé chez lui, en Pologne. Entre les rouages de la mécanique narrative, soudain à l'arrêt, prennent corps des sensations fugaces et des vertiges. Ils sont ce que *l'Histoire de l'amour* produit de plus précieux.

CHRISTOPHE KANTCHEFF

L'Histoire de l'amour, Nicole Krauss, traduit de l'anglais par Bernard Hoepffner, avec la collaboration de Catherine Goffaux, Gallimard, 359 p., 21 euros.

ÉDITIONS Charles Léopold Mayer

nouveau

L'information responsable
« Comment l'information se construit-elle ? Et quelle est la place laissée aux citoyens dans l'élaboration de l'information ? »
Jean-Luc Martin-Lagardette
281 p., 18 €

responsabilité sociale et environnementale : l'engagement des acteurs économiques
« Le concept de "développement durable" suppose un développement écologiquement sage et socialement équitable, dans lequel les entreprises s'engagent aujourd'hui. »
Coordonné par Vincent Commenge
303 p., 18 €

Dauchez l'Africain, maître et comédien
Philippe Dauchez
130 p., 12 €

parier pour la paix
Vincent Commenge
121 p., 12 €

Le tiers monde n'est pas dans l'impasse !
100 p., 10 €

volontaire en ONG : l'aventure ambiguë
100 p., 10 €

Le monde de la consommation
100 p., 10 €

www.eclm.fr retrouvez nos 300 titres
ouvrages disponibles en librairie ou à défaut contactez-nous :
38, rue Saint Sabin, 75011 Paris
téléphone et fax : 01 48 06 48 86
diffusion@eclm.fr

Au fil de la semaine

CULTURE

Doisneau sans clichés

PHOTOGRAPHIE. Une rétrospective « Paris en liberté », loin de l'anecdote et du convenu.



un fumeur masqué, dans un salon de coiffure (façon Bebel dans *Pierrot le fou*), un certain Coco, véritable tête d'affiche des trognes patibulaires, le Café Pradal, rue de la Tombe-Issoire, un couple de clochards, et ce petit peuple de Paris, articulé autour des Halles, avec ses forts, sa marchande de cresson, « les Glaneurs » traînant en fin de marché dans le Ventre de Paris, récupérant ce qu'il reste à becoter pour même une piette mais salvatrice pitance... Du Doisneau social que côtoie un même photographe

TIENS, ON REMET DOISNEAU en route. Doisneau, plein baiseur de l'Hôtel de Ville, plein fagot attiré par les mômes chahuteurs, les rêveurs un tantinet irrévérencieux. Doisneau collé à l'imparfait de l'objectif comme le titrait un livre, irrémédiablement fondu dans la nostalgie. Celle du c'était mieux avant, de l'antan et du jadis, celle des « meilleures années ». Sous le nom de « Paris en liberté », l'exposition proposée dans la capitale pourrait permettre justement de sortir d'une imagerie attendue, avec ses clichés anecdotiques.

Certes, on y retrouve des images largement diffusées. Le fameux baiser, les gamins, le passage de La Trinité, avec son déroulé de putes, « la Dernière Valse du 14-Juillet », les portraits de Simenon, d'Azéma, de Bonnaire... Voilà pour le décor planté, connu, reconnu. Réducteur si l'on s'y arrête. Le parcours proposé à l'Hôtel de Ville, avec ses deux cent quatre-vingts photos à travers Paris, débarrassé du souci chronologique, offre précisément de saisir la palette éclectique du photographe, impliqué dans le théâtre de la réalité quotidienne. Avec ses caractères d'humilité devant le sujet, cette capacité à saisir une image qui fait récit en elle-même. Un esprit critique aussi, mine de rien, confronté à l'âpreté ordinaire des ouvriers, artisans, démunis, humbles bosseurs, solitaires à la marge, fauchés. Loin donc de ces instantanés joyeux, courants, courus. En témoignent ainsi ces images rares : le Carrousel (vu de haut, dont les piétons tapissent mouchetés l'espace), Maurice Duval, peintre et chiffonnier,

tenté par l'esthétique. Ainsi de « la Maison des locataires » ou de « l'Anarchitecte », autant de montages, de « bricolages photographiques », selon l'expression de Doisneau, qu'on nomme aujourd'hui pompeusement « installation », soulignant la modernité du photographe.

En termes d'images, l'exposition est conçue à partir du livre *Paris Doisneau* paru à l'automne dernier (1), habillé de près de cinq cents images, la plupart inédites. Un album remarquablement orchestré par Jean-Yves Querry, signant sa conception graphique. « Remarquablement », c'est peu de le dire, puisque faisant la part belle à l'image. Une place pour chaque chose, une chose pour chaque place, dirait-on. Pas d'embouteillage ni de ces doubles pages cassant le sujet. Même élégance, même respect à l'Hôtel de Ville, où Querry signe également le graphisme intérieur de l'exposition, où nombre de photos sont ignorées, à l'instar du livre. Non sans hasard. L'Atelier Doisneau (que dirigent ses filles, Annette et Francine) compte 450 000 négatifs répertoriés par le photographe. Sans doute 50 % de photographies ont été publiées une seule fois, puisque Doisneau travaillait à la commande. Ça laisse une marge. De quoi poursuivre la route donc.

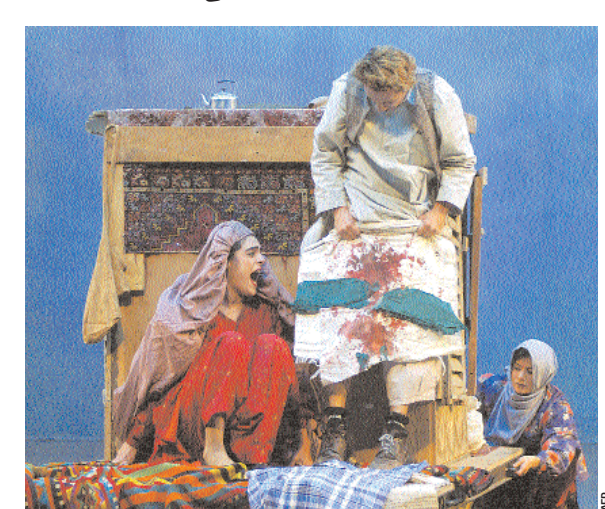
JEAN-CLAUDE RENARD

(1) *Paris Doisneau, réédité aujourd'hui en couverture souple, éd. Flammarion, 35 euros. Paris en liberté, Hôtel de Ville, 5, rue Lobau, Paris IV, tlj sf dim., 10 h-19 h, entrée libre. Jusqu'au 17 février 2007.*

MÉDIAS

L'odyssée d'Ariane

TÉLÉVISION. Ariane Mnouchkine et la troupe du Soleil ont converti en fiction leur fresque scénique sur les réfugiés, « le Dernier Caravansérail ».



Sangatte... Ensuite, les acteurs ont improvisé des scènes à partir de cet immense matériau. Puis la troupe a trié, réécrit, réinventé. Le film garde les caractères principaux du spectacle, car il est d'abord un immense reportage poétique, où l'on passe sans cesse d'un lieu à l'autre : d'une embarcation en perdition à une frontière tenue en main par la mafia russe ; du centre de Sangatte, où les

LE DERNIER CARAVANSÉRAIL (ODYSSÉES) est le plus récent spectacle de la troupe du Soleil : un travail de longue haleine, dont une première moitié a été créée en 2004 et la version intégrale présentée en 2005. On n'imaginait pas que cette fresque scénique sur le malheur des déshérités fuyant leur pays deviendrait un film. Car le langage en était éminemment théâtral, jouant avec l'infiniment petit et l'infiniment grand sur un vaste plateau, et faisant apparaître les acteurs sur des chariots fonctionnant comme des castelets mobiles. Pourtant, Ariane Mnouchkine et l'équipe du Soleil ont accepté la proposition d'Arte et d'un producteur privé. Une fois la longue série de représentations terminée, le bâtiment de la Cartoucherie de Vincennes s'est transformé en studio de cinéma, pour des mois de tournage. Le film obtenu, qui ne sort pas en salles bien qu'il ait été sélectionné pour le festival de Rome, dure cinq heures et quinze minutes : une dimension folle, même pour une projection à domicile. Quoi qu'il en soit, c'est un sacré film ! On savait qu'Ariane Mnouchkine était une cinéaste (son *Molière* avec Philippe Caubère est mémorable, et elle a tourné plusieurs longs-métrages d'après ses spectacles ou des scénarios originaux), mais la transposition paraissait, cette fois, improbable. Or, le film cogne avec l'ampleur et la générosité qu'ont les grands films en guerre contre l'injustice sociale. La démarche, au théâtre, a été largement collective. Ariane Mnouchkine et quelques membres de sa troupe ont arpenté une partie du monde pour rencontrer des réfugiés et des responsables d'associations. Ils ont recueilli des témoignages en Indonésie, en Russie, à

malins savent amplifier l'exploitation de la misère, aux familles de Téhéran attendant des nouvelles d'enfants partis au loin ; de Londres, où les réfugiés se débattent dans une marginalisation féroce, à l'Australie, qui officialise rudement son refus des pauvres venus d'ailleurs... C'est en même temps une chronique où affluent les souvenirs personnels, une lettre gigantesque envoyée à des personnes rencontrées au bout du monde et auxquelles on conte les aventures des uns et des autres. Tout n'y est pas pessimiste : ces personnages qu'on a le temps d'aimer, alors qu'ils sont si nombreux, triomphent du malheur. Mais d'autres échouent, d'autres meurent à l'intérieur de ces mille et une nuits plongées dans la réalité d'aujourd'hui.

Pendant les premières minutes, Ariane Mnouchkine paraît vouloir représenter l'objet théâtral. Et elle fera ensuite souvent des signes pour qu'on n'oublie pas que le film est né d'une pièce. Mais, très vite, le langage du cinéma s'impose, la dureté des situations et des conflits éclate à l'image. Des moments forts, il y en a à foison, mais comment ne pas privilégier ce long développement où un malheureux Iranien fait face à la justice australienne, incapable de comprendre une culture non-occidentale ? Les acteurs du Soleil (Duccio Bellugi en tête, qui a beaucoup apporté au film, jusqu'à la conception des décors) sont d'une force époustouflante. Une grande lumière dans la nuit du monde.

GILLES COSTAZ
Le Dernier Caravansérail (Odyssées), Arte, lundi 30 octobre, 20 h 45, plusieurs diffusions. Film en DVD Arte France.

À vos postes !

DÉCRYPTAGE

La réalité dépasse l'affliction
On ne va guère chercher loin les idées, même lorsqu'il s'agit de fiction : France 3 promet « trois soirées exceptionnelles », les 28, 29 et 30 octobre sur l'Affaire Villemin. Les auteurs ne se privent pas de cette fierté « d'avoir relevé ce qui était un défi, à la fois en termes de création, de liberté d'expression et d'enjeu sociétal : proposer à chacun de se forger une opinion, loin des clichés médiatiques, toujours au plus proche de la réalité des faits », etc. Puisque l'heure est aux bébés congelés, on imagine déjà la prochaine fiction. Et toujours « loin des clichés médiatiques ». Autre sujet à venir, gavé d'émotions et d'audace, même s'il manque la cape et les épées : l'histoire de ces marins pêcheurs mexicains, retrouvés après plusieurs mois de dérive. Producteurs et éditeurs américains ont déjà proposé plusieurs millions de dollars pour acquérir le récit de leur naufrage et de son happy end. Reste encore à prendre cette autre aventure humaine : ce vrai faux couple ou ce frère et cette sœur (le premier né sous X, qui reconnaît sa mère, mais pas elle, parti du coup en goguette avec sa sœur), ligotant en fond de cale le propriétaire d'un bateau de plaisance (parce qu'il aurait tenté de violer la sœur aimée), lequel échoue, et le propriétaire ferait pas mieux. Les auteurs de fiction n'ont qu'à bien se tenir.

TÉLÉVISION

DIMANCHE 29 OCTOBRE
Conversation secrète, Jamel Debbouze
France 5, câble et satellite, 21 h



Le principe est simple, efficace : au long d'un parcours à pied dans les rues de Paris, ou ailleurs, Marine Jacquemin interroge une personnalité issue du monde politique, artistique ou sportif. Journaliste, elle recueille les impressions de son invité et aborde sa carrière, sa vie publique, son

quotidien et ses ambitions. Un dispositif de dix caméras mobiles, placées en hauteur, sur les toits, les balcons ou des nacelles, permet de filmer l'entretien au long de ce parcours ; ce dispositif, invisible de l'invité, établit un rapport de « confiance » dans une discussion à bâtons rompus, en toute « intimité »... Cette semaine, ce nouveau magazine a pour invité le comédien Jamel Debbouze. Sur la même chaîne (samedi 28 octobre, 23 h 25), on pourra voir la rediffusion des arcanes du film *Indigènes* de Rachid Bouchareb.

MERCREDI 1^{ER} NOVEMBRE
Historias minimas
Arte, 22 h 40
Un road-movie signé Carlos Sorin, qui fait entrer en résonance les destins de trois personnages modestes (et triviaux) avec les paysages immenses et désertiques de la Patagonie. Quelque chose de délicat.

MERCREDI 1^{ER} NOVEMBRE
Les Survivants
France 3, 23 h 25
Rediffusion du documentaire de Patrick Rotman livrant des récits croisés du retour des camps. Du printemps 1944 au printemps 1945. Dix témoignages, autant de verbes, de force du discours, cognés à l'image d'archives (l'un appuyé sur l'autre, et inversement). Selon un clair cheminement : l'arrivée dans les camps, le gaz pour les uns, le travail de forçat pour les autres, la volonté de supprimer les Juifs hongrois et les Tziganes, les rails prolongés jusqu'au pied des crématoires à Auschwitz (avec la sélection, inconnue des déportés, à gauche la vie, à droite la mort). Puis l'évacuation forcée des camps, les marches de zombies vers d'autres camps, gavés de typhus, avant le retour final, longtemps après, et l'accueil à l'hôtel Lutétia.

JEUDI 2 NOVEMBRE
Sonia
Arte, 23 h 10
Portrait intime d'une prostituée de Bruxelles, se livrant devant la caméra discrète de Nathalie Delaunoy, dans l'atmosphère feutrée de son réduit. Des confidences interrompues par les visites des clients (qui ne sont pas filmés), faisant la part (belle) à une femme qui aime donner du plaisir (pas de mal à ça, disait Céline), revendiquant que se prostituer relève à la fois d'une nécessité et d'un droit.

«La Hongrie aurait pu être la vitrine de la déstalinisation»

Cinquante ans après l'intervention soviétique qui écrasa la révolution de Budapest, l'historien Roger Martelli, directeur du mensuel « Regards », retrace les événements de l'année 1956. Une date qui sonne le « glas de l'espérance » pour de nombreux communistes.

L'insurrection, puis l'intervention soviétique, à Budapest, en 1956, a lieu huit mois après cette « secousse tellurique » que fut pour le mouvement communiste international le Rapport Khrouchtchev. Que contenait ce rapport et en quoi n'est-il, selon vous, qu'une critique d'une « relative modestie » contre Staline ?

Roger Martelli : Le 5 février 1956, le Premier secrétaire du PC soviétique prononce à huis clos, devant les délégués du XX^e Congrès, un rapport dénonçant les crimes de Staline. Ce rapport, connu en Occident quelques mois plus tard, ne sera pas publié en URSS avant... 1989 : il est donc resté pour l'histoire le « rapport secret ». La dénonciation faite par Khrouchtchev est relative dans l'ampleur et le temps : elle porte sur la seule période postérieure à 1934 et ne dit pas grand-chose de la terreur de masse qui s'abattit sur la population elle-même après 1934, faisant des millions de victimes. En fait, Khrouchtchev veut éviter une remise en cause du système tout entier et de la classe dirigeante – dont il fait partie –, associée à la mécanique sanglante des « purges ». Mais, s'il ne dit pas tout de ce qu'il sait (il connaît, depuis 1953, le bilan réel de la répression), il en dit assez pour provoquer l'inquiétude et la colère d'une grande partie de l'appareil communiste. Peut-être est-ce là l'erreur majeure. Khrouchtchev, en 1956, a voulu jouer au centre : il n'a voulu dénoncer ni trop ni trop peu, alternant les avancées et les reculs. Ce faisant, il a freiné l'ardeur des éléments novateurs, sans calmer pour autant la colère des conservateurs.

Quelles sont les conséquences du Rapport Khrouchtchev au sein des PC, en particulier dans les démocraties populaires et surtout en Hongrie ? Dans l'ensemble, les PC ont été pris à contre-pied par la critique antistalinienne de Khrouchtchev. Staline s'était trop identifié au communisme lui-même, surtout depuis la fin des années 1930 et la guerre, pour que les communistes puissent passer si facilement de l'adoration à la détestation. À part quelques approbations fortes (l'Italien Togliatti, le Yougoslave Tito ou le Polonais Gomulka), l'initiative du « premier » Soviétique provoque l'incertitude ou le refus. Les Chinois et les Français, Mao Zedong et Maurice Thorez, incarnent alors ce camp du refus, qui est de fait majoritaire dans le mouvement communiste international. Dans les démocraties populaires européennes, c'est la prudence frileuse ou l'hostilité qui l'emportent. À peu près partout, en Albanie, en Tchécoslovaquie



L'armée soviétique entre à Budapest le 12 novembre 1956.

ou en Roumanie, les dirigeants en place « bétonnent », effrayés par les révélations contenues dans le rapport secret sur les grands procès qui ont ensanglanté le bloc soviétique à la charnière des années 1940 et 1950. Il y a toutefois deux cas où le blocage des appareils en place ne fonctionne pas : la Pologne et la Hongrie. Mais si, dans le cas polonais, l'audace des dirigeants en place – pourtant tout aussi « staliniens » que les autres – réussit à éviter le pire, ce n'est pas le cas en Hongrie.

En novembre 1956, les chars russes écrasent la révolution hongroise, menée par des conseils ouvriers, les étudiants et les intellectuels. Ce n'est donc pas une révolution « anticommuniste », comme elle a souvent été présentée. En quoi cela sonne-t-il le « glas d'une espérance » ?

La Hongrie aurait pu être la vitrine de la déstalinisation. Elle avait déjà été le lieu d'une tentative réformatrice ambitieuse entre 1953 et 1955, et il existait, dans le PC hongrois et sur ses marges, une fraction critique très active. Quand, dès le printemps 1956, se déclenche la vague en faveur d'une déstalinisation affirmée, elle est plutôt contrôlée par les réformateurs du PC. Mais ils se heurtent à l'hostilité butée des dirigeants en place et à l'incompréhension des Soviétiques. Ceux-là,

Khrouchtchev en tête, sous-estiment l'ampleur du rejet du système stalinien laissé par Matyas Rakosi – le « Staline hongrois » – et ils n'aiment pas celui qui incarne alors le renouveau, Imre Nagy. Ils laissent donc d'abord la situation empirer sans rien faire et, quand ils se décident à agir, ils le font de la plus mauvaise façon : en envoyant une première fois les chars à Budapest, dans la nuit du 23 au 24 octobre. En procédant ainsi, ils savonnent par avance la planche à Nagy, qui, dès le départ, n'a plus les mains libres face à une situation qui a empiré. Khrouchtchev n'a réussi à aucun moment à « prendre la main ». Au bout du chemin, il y a la tragédie de novembre, Budapest meurtrie, la révolte écrasée et l'espoir d'une authentique déstalinisation carbonisé. L'idéal – le communisme – défendu par des chars contre les fusils d'une insurrection antistalinienne : l'échec du soviétisme est en germe dans cette image. Khrouchtchev a voulu avancer, il a échoué, puis il a reculé : l'effet terrible de cette séquence ne sera jamais effacé.

Cet événement provoque, dans les PC français et italien, une grande vague de départs de militants et d'exclusions. Quelles sont ses conséquences dans les milieux intellectuels du PCF et du PCI ?

Une histoire contestée

Plusieurs publications reviennent sur l'insurrection hongroise de 1956 et, cinquante ans après, l'interprétation la plus courante continue d'être celle d'un peuple hongrois qui, se battant contre l'Armée rouge occupante, a mené la première révolution « contre le communisme »... avant d'être écrasé par les tanks soviétiques. Déjà, à l'époque, *Paris-Match*, dont l'un des reporters fut tué d'une balle perdue, avait publié des photos de combats dans les rues de Budapest, aux légendes pétries de l'anticommunisme qui structure alors la vie politique française. On retrouve aujourd'hui cette vision des faits dans un travail chronologique pourtant fouillé du journaliste du *Figaro* Henri-Christian Giraud, le *Printemps en octobre. Une histoire de la révolution hongroise* (1), ou dans le récit du journaliste anglais, fils d'émigrés hongrois, Victor Sebestyen, *Budapest 56, les douze jours qui ébranlèrent l'empire soviétique* (2). *Quid* des « conseils ouvriers », fer de lance de l'insurrection, qui réclament bien l'indépendance par rapport à Moscou, mais aussi l'autogestion des entreprises ? Les régimes autoritaires d'avant-guerre et l'occupation nazie sont encore dans toutes les mémoires, et l'opposition au régime pro-russe se situe donc majoritairement à gauche. L'ancien journaliste hongrois André Farkas l'admet discrètement dans son *Budapest 1956. La tragédie telle que je l'ai vue et vécue* (3) : « *Les masses désiraient inconsciemment la version améliorée du socialisme. Quelque chose que l'on nous proposait depuis onze ans, et auquel nous étions nombreux à croire sincèrement, sans le voir venir.* » Cette difficulté à s'orienter parmi les interprétations de l'histoire est en tout cas illustrée magnifiquement dans un livre-album passionnant, *les Héros de Budapest* (4), où l'on part à la recherche du couple figurant sur un cliché célèbre. L'occasion d'un voyage visuel au plus près des anonymes des rues de la capitale hongroise.

O. D.

- (1) Éd. du Rocher, 816 p., 24 euros.
(2) Calmann-Lévy, 444 p., 23,90 euros.
(3) Tallandier, 288 p., 21 euros.
(4) Les Arènes, 252 p., 49 euros.

Une grande vague de militants ? L'image est un peu exagérée. Les soubresauts de l'année 1956, et notamment le drame hongrois, ne provoquent pas une hémorragie massive des partis communistes français et italien. Mais elle touche durement leurs franges intellectuelles. La crise de l'automne suscite une vive émotion chez les grands intellectuels liés plus ou moins étroitement au communisme, militants et « compagnons » de route. Jean-Paul Sartre, Simone de Beauvoir, Aimé Césaire, Roger Vailland, Gérard Philipe s'insurgent en France contre le bain de sang provoqué par l'intervention soviétique. Alberto Moravia, Italo Calvino, Carlo Levi en font autant en Italie. Or, si les réactions des directions communistes sont un peu moins violentes à Rome qu'à Paris, sur le fond, elles vont dans la même direction : pas question de capituler devant la pression de l'ennemi de classe. C'est ainsi qu'en 1956, le communisme occidental a raté sa déstalinisation. Il en a résulté une fracture éthique qui a d'abord concerné les mouvances intellectuelles, mais s'est peu à peu étendue, selon une chronologie variable, à l'ensemble de l'espace communiste. Hélas pour ce communisme, la prise de conscience ne s'est faite que de façon morcelée, étalée dans le temps. Des courants critiques, voire des dissidences, se sont succédé à partir de 1956 ; mais, chaque fois qu'une dissidence émergeait, la précédente avait été mise à l'écart, puis s'était éloignée. Et quand le « sommet » prit alors conscience de la nécessité de changer, il n'a pas toujours eu avec lui les forces militantes et intellectuelles nécessaires pour mener à bien la nécessaire réformation du communisme.

PROPOS RECUEILLIS PAR OLIVIER DOUBRE

1956 communiste, le glas d'une espérance, Roger Martelli, La Dispute, 224 p., 18 euros.

Le tournant de la « 1559 »

Dans un essai documenté et convaincant, Richard Labévière, spécialiste du Proche-Orient et rédacteur en chef à RFI, revient sur l'histoire de la résolution qui a conduit la Syrie à quitter le Liban.

Qu'il est loin, le coup d'éclat de Dominique de Villepin devant l'Assemblée des Nations unies ! Comme elle semble appartenir à une autre époque, cette opposition de la France à une administration Bush sur le point de faire bombarder l'Irak ! C'était pourtant il n'y a pas si longtemps, le 14 février 2003. Depuis, la France n'en finit pas de s'excuser d'avoir eu raison. Le grand tournant d'une diplomatie française redevenue docile a eu également pour cadre les Nations unies. Mais, cette fois, en sous-main, dans un inavouable rabi-ochage que retrace par le menu un grand connaisseur du dossier proche-oriental, le journaliste de RFI Richard Labévière, dans un ouvrage passionnant, *le Grand Retournement*.

La résolution 1559 de l'ONU, appuyée fortement par le Premier ministre – encore Dominique de Villepin – lors de son déplacement à Beyrouth le 17 juillet 2006, avait-elle pour objectif principal la réconciliation franco-américaine ? Oui, semble répondre Labévière. Retraçant le chemin de cette politique de Bagdad à Beyrouth, il explique comment la France s'est peu à peu ralliée au néoconservatisme américain, provoquant un retournement de sa diplomatie sur les dossiers israélo-palestiniens et irakiens, ainsi que dans la lutte antiterroriste. En apparence, la résolution 1559, adoptée en septembre 2004 par le Conseil de sécurité de l'ONU, appelait au retrait de l'armée syrienne et au désarmement du Hezbollah afin de respecter la souveraineté et l'indépendance du Liban. Rien donc que l'on puisse critiquer. Mais la réalité est plus subtile. Car cette résolution ne s'est accompagnée d'aucune exigence parallèle par rapport à Israël et au conflit israélo-palestinien. Elle a segmenté une crise que la diplomatie française avait jusque-là toujours envisagée comme un tout. Et c'est ce regard sur une crise globale qui faisait sa singularité.

Depuis février 2005, Paris a perdu de son autonomie en s'alignant progressivement sur la doctrine américaine dans plusieurs dossiers diplomatiques : le volet syro-libanais, le conflit israélo-palestinien, la question irakienne et la crise de la prolifération iranienne. Mélangeant trop souvent « amitié », « argent », « politique » et « affaires d'État », Jacques Chirac s'est embourbé dans un consensus politique sans précédent, au nom de ses liens avec l'ancien Premier ministre libanais, Rafic Hariri. Affaibli au plan intérieur, il a estimé que la réconciliation franco-américaine était indispensable à la veille de l'élection présidentielle de 2007. Ainsi, d'une position « pro-arabe et anti-israélienne », la démocratie jacobine a succombé à l'idéologie néoconservatrice du « Grand » Moyen-Orient. Mais les considérations d'ordre personnel, ou liées à la politique française, n'expliquent



Dominique de Villepin, le 14 février 2003, devant l'Assemblée des Nations unies.

pas tout. L'un des moments forts du livre de Richard Labévière concerne l'affaire des otages français, les journalistes Christian Chesnot et Georges Malbrunot, enlevés le 24 août 2004.

Derrière le discours officiel et médiatique d'un coup d'Al-Qaïda, une trouble vérité se profile. Pourquoi, du reste, la France, hostile à la guerre d'Irak, aurait-elle été une cible privilégiée de la résistance islamique ? Labévière rappelle à l'appui de sa thèse l'étrange jubilation des autorités américaines et du gouvernement irakien – pro-américain – devant les déboires de la France. Le chef du gouvernement Iyad Allaoui n'a-t-il pas été lui-même, par le passé, une créature des États-Unis ? Avec une foule d'éléments, Labévière montre que la mystérieuse « Armée islamique en Irak », qui prétend détenir les otages, est une fiction. Les géoliers de Chesnot et Malbrunot, loin d'être des « islamistes », seraient plutôt des barbouzes de Saddam Hussein passés au service d'Allaoui. On aurait, de ce côté-là, voulu donner une leçon à la France pour lui imposer le retour au consensus international. Au passage, Labévière réhabilite, si l'on ose dire, le député UMP Didier Julia, dont les liens avec l'ancien régime irakien n'ont pas été inutiles. Il montre aussi comment la libération des otages a été retardée pour ne pas permettre à la Syrie de tirer profit de ce « happy end ». Que l'on observe bien les dates. L'affaire des premiers otages français et les tractations pour la résolution 1559 s'enchevêtrent dans la même période. Les pressions étaient fortes. Au terme de cet ouvrage de grand journalisme, le sentiment se dégage nettement que Paris, hélas, y a cédé. Mais quel rôle pourra jouer la France au niveau européen et international si elle n'est que l'ombre de la politique américaine ?

DENIS SIEFFERT

Le Grand Retournement, Richard Labévière, Le Seuil, 360 p., 20 euros.

LA VIE
ASSOCIATIVE
ET CITOYENNE

RÉSISTANCES
À la
mondialisation
libérale,
mouvement social,
femmes,
sans-papiers...

ÉCONOMIE
SOLIDAIRE
Monde mutualiste,
mouvement
coopératif,
commerce
équitable...



ÉCOLOGIE
Environnement,
cadre de vie...

CULTURE
ALTERNATIVE
Théâtres de rue,
friches, squats...

SUR LE NET
L'action citoyenne
sur la toile

La séquence Action
est coordonnée par
Françoise Galland
avec Xavier Frison
(Résistances),
Thierry Brun,
Dante Sanjurjo
(Économie solidaire),
Patrick Piro
(Écologie),
David Langlois-Mallet,
(Culture),
Christine Tréguier
(sur le net,
babilweb@politis.fr).

Contacts :
Françoise Galland,
01 55 25 86 88,
association@politis.fr

Pour la partie
Économie solidaire :
Thierry Brun,
01 55 25 86 87,
ecosocial@politis.fr

HANDICAP

Une législation boîteuse

Malgré les nouveaux textes de loi, les jeunes handicapés ont connu une rentrée scolaire très perturbée. Le point avec le Collectif pour la refondation de la politique du handicap.

En matière de scolarisation des enfants en situation de handicap, il y a les textes et la pratique. Les textes, ce sont les articles relatifs au handicap de la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées. Selon cette loi, « tout enfant, tout adolescent, présentant un handicap ou un trouble invalidant de la santé est inscrit dans l'école, le collège ou le lycée le plus proche de son domicile, qui constitue son établissement de référence. » Dans la pratique, sur les 250 000 élèves handicapés ou malades, « entre 10 000 et 20 000 restent actuellement à domicile », regrette Fernand Tournon, président de la fédération des Associations pour adultes et jeunes handicapés (Apajh), une organisation membre du Collectif pour la refondation de la politique du handicap. « Sans solution », ces élèves ne cristallisent qu'une partie des problèmes constatés par le collectif au lendemain de la première rentrée scolaire post-loi du 11 février 2005.

Le constat des trente-huit associations membres du collectif, réunies à l'occasion d'un premier bilan le 13 octobre dernier, est sans nuance : « Au-delà des nouveautés inscrites dans la loi, nous manquons de moyens pour mettre en œuvre la scolarisation des élèves en situation de handicap depuis la prise en compte du problème par les pouvoirs publics, en 1989 », rappelle Emmanuel Guichardaz, de la Fédération syndicale unitaire (FSU). À cette criante absence de moyens financiers, dénoncée par l'ensemble des intervenants, s'ajoute le manque d'information : « Comment élaborer un projet, avec qui ? L'Éducation nationale, les structures spécialisées ? Personne ne le sait et, pourtant, l'année scolaire a déjà commencé », dénonce Emmanuel Guichardaz. « Il n'existe aucun document dans les écoles pour informer les enseignants sur la meilleure façon d'accueillir les élèves handicapés, encore moins de formation ». Pour Catherine Belhomme, de la Fédération des conseils de parents d'élèves des écoles publiques (FCPE), « en dehors du monde du handicap, personne ne sait ce que contient cette loi. Les parents n'ont quasiment aucune information, les enseignants sont démunis, et personne ne connaît celle ou celui qui joue le rôle de référent, différent dans chaque établissement ». La complexité du parcours de scolarisation (voir p. 25) n'arrange rien. Quant aux innovations majeures de la loi, elles sont encore en jachère : l'enseignant référent, censé servir d'interlocuteur privilégié



L'Institut Rossetti, à Nice, accueille en semi-internat plus de 70 enfants handicapés moteurs cérébraux.

pour les élèves en situation de handicap de son secteur, travaille « dans l'urgence et sans références », selon Nelly Paulet, du syndicat des enseignants-Unsa : « En Seine-et-Marne, par exemple, certains enseignants référents partagent leur bureau avec le conseiller d'orientation. Leurs cartons sont dans les couloirs, il faut passer par le standard de l'établissement pour les joindre. Leurs frais de déplacements sont très mal remboursés. Dans la Haute-Vienne, les enseignants ne savent pas qui est le référent. En Seine-Saint-Denis, dans le Val-de-Marne ou en Guyane, on se plaint d'un lourd déficit de personnels spécialisés. » Jean-Paul Champeaux, de Trisomie 21 France, rebondit : « La loi affirme des droits mais néglige l'importance des moyens d'accompagnement médico-sociaux. » Ainsi, les auxiliaires de vie scolaire, dont le rôle est de veiller à ce que l'élève bénéficie de conditions optimales de sécurité et de confort, « sont soumis à six statuts différents, tous précaires » !

Autre outil essentiel instauré par les nouveaux textes, les maisons départementales de prévention du handicap connaissent aussi un démarrage poussif. Dans chaque département, cette structure doit désormais assurer une mission d'accompagnement,

d'information et de conseil des personnes handicapées et de leur famille, tout en sensibilisant les citoyens au handicap. Or, si tous les conseils généraux jouent officiellement le jeu, sur le terrain, la situation est plus « disparate », selon Jean-Claude Cunin, de l'Association française contre les myopathies (AFM) : « On voit le meilleur comme le pire. Cela va d'une lecture restrictive de la loi qui peut exclure certains handicapés des maisons [départementales de prévention du handicap] à la volonté avérée de ne pas appliquer la loi, en passant par l'excuse du sous-financement. » L'Aisne, la Haute-Garonne, le Calvados ou la Cote-d'Or font partie des mauvais élèves identifiés. D'autres frisent la ligne rouge. Face à ce constat, Jean-Claude Cunin prévient : « À moins d'un vrai changement de culture sur le handicap, cette loi est fichue. » Cette année encore, l'Éducation nationale paye la taxe relative au non-respect du quota légal de 6 % de travailleurs handicapés dans ses effectifs.

XAVIER FRISON

Collectif pour la refondation de la politique du handicap, Apajh, 01 55 39 56 00, site : www.apajh.org, courriel : federationapajh@wanadoo.fr

Le parcours du combattant

Le décret qui organise la scolarité des enfants handicapés depuis décembre 2005 s'avère difficile à mettre en œuvre.

Pour s'inscrire et être scolarisés en milieu scolaire ordinaire, les élèves en situation de handicap doivent emprunter un chemin tortueux, désormais balisé par le décret 2005-1752 du 30 décembre 2005.

Première étape : l'élève et sa famille font part de leurs besoins au directeur d'école ou au chef d'établissement et apportent un éclairage sur les compétences de l'élève. Ils formulent ainsi leur projet et leur demande. Le directeur doit alors transmettre aux parents les coordonnées de « l'enseignant référent ». Celui-ci, titulaire du certificat d'aptitude professionnelle pour les aides spécialisées, les enseignements adaptés et la scolarisation des élèves en situation de handicap (CAPA-SH) ou du certificat complémentaire pour les enseignements adaptés et la scolarisation des élèves en situation de handicap (2CA-SH), est le professeur désigné comme référent pour chacun des élèves en situation de handicap de son secteur d'intervention. Il organise leur parcours de formation, assure la mise en œuvre de leur projet personnalisé et la permanence des relations avec les équipes enseignantes, l'élève et les parents. L'équipe de suivi de la scolarisation (ESS) prend la suite : elle accueille et informe l'élève et ses parents, organise l'évaluation des besoins en situation scolaire, informe la famille de ces résultats et les transmet à l'équipe pluridisciplinaire (EP). Elle met également en œuvre et assure le suivi du projet personnalisé de scolarisation (PPS), décide par la commission des droits et de l'autonomie (CDA).

Nouveauté instaurée par ce décret, le PRS définit les modalités de déroulement de la scolarité et les actions pédagogiques, psychologiques, éducatives, sociales, médicales et paramédicales répondant aux besoins particuliers. Le projet d'accueil individualisé (PAI) reste en vigueur selon les modalités habituelles pour tout élève dont la scolarité ne nécessite pas d'aménagement particulier. Dans le cadre des toutes nouvelles maisons



Dans la cour de récréation de la cité scolaire Daumier, à Marseille.

départementales de prévention du handicap (voir p. 24), l'équipe pluridisciplinaire a pour rôle d'évaluer les besoins de l'élève, d'élaborer le projet personnalisé de scolarisation, de le soumettre à l'élève et à ses parents puis de le transmettre à la CDA. Dernière étape, la commission des droits et de l'autonomie se prononce sur l'orientation de l'élève vers une école, un établissement scolaire ou un établissement médico-social. La commission se prononce également sur l'attribution d'un auxiliaire de vie scolaire ou l'accompagnement par un service médico-social. Voilà pour la – complexe – théorie. Sur le terrain, trop de carences en termes de moyens, d'information et de volonté politique freinent la mise en place du dispositif.

XAVIER FRISON

Plus de précisions sur la marche à suivre avec les conseils du Syndicat des enseignants Unsa, 209, bd Saint-Germain, 75007 Paris, 01 44 39 23 23, www.syndicat-enseignants.org, ash@se-uns.org

Les mots du problème

Grâce à une permanence téléphonique éphémère ouverte du 6 au 30 septembre, la fédération des Apajh a recueilli les témoignages des familles confrontées aux problèmes de scolarisation de leurs enfants en situation de handicap. Extraits :

● Madame X, Rhône : son enfant de 5 ans, trisomique, devait rentrer en grande section de maternelle à la rentrée. Il a été scolarisé deux ans dans cette même école avec une auxiliaire de vie scolaire (AVS), deux jours et demi par semaine. La demande d'une AVS a été faite dans les délais. Toutefois, l'enfant n'a pu effectuer sa rentrée normalement, faute d'AVS dans l'école.

● Madame H, Ile-et-Vilaine : son adolescent de 15 ans, actuellement en troisième, souffre de troubles de l'équilibre et de l'écriture. Il dispose d'une AVS depuis le CE2. Après un renouvellement effectué en mars, aucune AVS n'est disponible depuis la rentrée.

● Madame Y, Loire-Atlantique : son enfant, handicapé mental, niveau scolaire CP, est âgé de 9 ans. La mère signale un écart entre l'établissement dans lequel le père et elle espéraient voir placé leur enfant (milieu ordinaire) et celui dans lequel se fait finalement l'accueil : la commission des droits et de l'autonomie des personnes

handicapées propose en effet un placement en institut médico-éducatif.

● Monsieur Z, Drôme : son enfant de 7 ans, hémiplégique, est de niveau scolaire CP. Le père rappelle le manque de formation du personnel enseignant, le manque de places dans les écoles ordinaires, le manque total d'information et de conseils au personnel enseignant, le refus opposé par le personnel de l'Éducation nationale d'inscrire ou de recevoir l'enfant dans l'établissement, et, enfin, les aberrations des découpages de la carte scolaire.

X. F.

Agenda

Marseille : du 29 au 31 octobre, la 7^e édition du festival Place publique junior (PPJ) se déroulera à la friche La Belle de Mai et dans l'enceinte du conseil régional Paca. Le thème, choisi par les jeunes eux-mêmes, sera cette année « La Voa est libre ». Cet événement rassemblera 300 jeunes de toute la France, de 15 à 25 ans, provenant de tous horizons géographiques, sociaux et associatifs, particulièrement des quartiers les plus défavorisés, réunis en associations fédérées ou non.

Rens. : Sandra.Bigot@06.61.96.20.84

Angers : les 9 et 10 novembre, les journées nationales d'études 2006 de l'Association nationale des assistants de service social (Anas) se tiendront autour du thème « Accompagnement social et responsabilité professionnelle ». Le 11 novembre, une ultime journée abordera le positionnement du professionnel au regard de la protection de l'enfance, la prévention de la délinquance et le partenariat. Rendez-vous au centre des congrès. Contact : 06 12 70 48 46, 44anas@wanadoo.fr

Le Mans : le 6 novembre, à 18 h 30, au Parc des expositions, le collectif d'initiative nationale et les collectifs de la Sarthe pour un rassemblement antilibéral de gauche et des candidatures communes organisent un grand meeting unitaire national. Avec Clémentine Autain, José Bové, Claude Debons, Claire Villiers et tous les autres. Contact : 06 85 53 77 32 ou 06 62 24 94 13.

Paris V^e : du 10 au 12 novembre, le Fédération des associations pour l'insertion sociale des personnes porteuses d'une trisomie 21 (FAIT 21) et le Groupe d'étude pour l'insertion sociale des personnes porteuses de trisomie 21 (Geist 21) organisent les 3^es rencontres européennes sur la trisomie 21 sur le thème « Le grand remue-ménages ». En marge des conférences, des activités seront proposées aux jeunes et adultes porteurs de trisomie 21. Palais de la mutualité, contact : FAIT 21 Paris, 01 45 41 22 21, legrandremuemeninges@fait21.org

Paris X^e : Le 11 novembre, la Fondation Copernic organise une journée de présentation et de débats autour de ses « Propositions pour en finir avec la précarité ». Conclusion de la journée par Claire Villiers. De 9 h à 19 h, salle de la Rotonde, 120, rue Lafayette. Entrée libre, dans la limite des places disponibles.

Paris XIX^e : le 11 décembre, de 9 h 30 à 17 h 30, le Gisti organise une journée d'information sur la « loi Sarkozy II » relative à l'immigration et à l'intégration » du 24 juillet 2006. Les organisateurs se concentreront sur les principales modifications apportées par le texte sur le séjour et le travail. De 9 h 30 à 17 h 30. Rendez-vous à la CFDT, 2 boulevard de la Villette, Côté de la session : 25 euros. Rens. : 01 43 14 84 84 et 01 43 14 84 82/83

Beyrouth : du 16 au 19 novembre, le Parti communiste libanais et d'autres organisations lancent une invitation à la rencontre internationale de Beyrouth, en solidarité avec la résistance du peuple libanais, au Palais de l'Unesco. La rencontre réunira des représentants de partis politiques, syndicats, mouvements et associations, ainsi que des personnalités politiques, intellectuelles et culturelles du monde entier. Rens. : beirutresistance2006@no-log.org

RÉSISTANCES

FEMMES Contre les violences

L'Union des femmes africaines (UFA) et Amnesty Paris-Jaurès organisent une journée consacrée aux violences faites aux femmes le 28 octobre, de 16 h à 21 h. Le programme prévoit entre autres la visualisation d'un « micro-trottoir » pour faire le point sur l'opinion des habitants du quartier, un film court réalisé par Amnesty International



sur les violences faites aux femmes, un débat, des témoignages et un spectacle de danse créé par l'association des femmes afros. Sans oublier le buffet maison. **Violences faites aux**

femmes, la Pépinière, 7-9, rue Mathis, 75019 Paris. Contact : amnestyparisjaures@free.fr et [ufa111@hotmail.fr](tel:0147111011)

CHINE Ouvriers intoxiqués

C'est l'association Peuples solidaires qui nous l'apprend dans son dernier Appel : Gold Peak Industries Limited, une multinationale asiatique établie à Hong-Kong, est accusée d'avoir violé les règles fondamentales de sécurité du travail et d'avoir négligé la santé de ses travailleurs. En effet, près de 400 ouvriers chinois ont été



pendant plusieurs années exposés sans protection adéquate à un produit « extrêmement toxique », le cadmium. Utilisé par Gold Peak dans la fabrication des piles et des batteries pour jouets, le cadmium, et sa dangerosité, n'a pas l'air d'émouvoir la direction plus que de raison : malgré la forte mobilisation des anciens ouvriers des usines de la

multinationale, les dirigeants de Gold Peak refusent toujours d'indemniser les ouvriers intoxiqués et d'engager des négociations sérieuses avec les travailleurs. **Peuples solidaires, Réseau Solidarité, 10, quai de Richemont, 35000 Rennes, 02 99 30 60 53, www.peuples-solidaires.org, reseau-solidarite@peuples-solidaires.org.**

LIBAN Insurrection de la pensée

Les artistes, intellectuels, représentants de collectifs et simples citoyens de l'association Ensemble le Liban manifestent leur solidarité avec le Liban et la Palestine, et veulent « agir pour une paix juste au Proche-Orient. »

L'association lance un appel à « tous les créateurs, tous les penseurs, tous les sujets doués de conscience citoyenne et usant d'une parole libre » pour mettre en œuvre un vaste mouvement de solidarité avec tous les peuples victimes de la guerre et de l'injustice au Moyen-Orient. Un temps fort est programmé dans la semaine du 6 au 13 novembre. Déjà plus de quarante lieux en France, mais aussi à Beyrouth, Gaza, Jérusalem, Tel-Aviv, Tunis, Rome, Barcelone, Berlin, au Caire, au Cameroun et en Grèce, se sont associés à cette initiative. Des théâtres, des cinémas et d'autres lieux de culture organiseront des débats, des lectures, des spectacles, des projections et des expositions. **Pour rejoindre l'appel et proposer une initiative : tous@ensembleleliban.org ou Laurent Klajnbaum au 06 07 33 87 20.**

BANLIEUES Étudiants contre inégalités

Pour la 16^e année consécutive, l'Association de la fondation étudiante pour la ville (Afev) lance sa campagne de mobilisation étudiante dans les quartiers défavorisés, intitulée « Être utile contre les inégalités ». Même si 5 000 étudiants ont déjà participé aux actions de l'Afev en 2005-2006,

l'association souhaite « élargir de manière conséquente le nombre d'étudiants investis à ses côtés ». Le double est attendu pour cette nouvelle campagne, qui propose aux jeunes des facs de donner deux heures de leur temps par semaine pour accompagner un enfant ou un jeune en difficulté, notamment dans des actions éducatif, d'insertion sociale ou professionnelle. Inscriptions sur le site de l'Afev ou avec le coupon-réponse disponible dans les universités et écoles partenaires de l'association. **Pour s'inscrire : www.afev.org. Courriel : pole.national@afev.org**

PÉTITION Torture légale

Vous regardez sur votre ordinateur des images d'une femme, d'un homme ou d'un animal, en sachant que, d'ici quelques secondes ou minutes, elle ou il va se tordre de douleur devant vous. La femme parce qu'elle n'a pas obtenu le droit de sortir de sa voiture, le type parce qu'il était ivre, une autre femme parce qu'elle manifestait, et le porc, qui tente d'échapper à la douleur en sautant hors de son box, juste pour le film. Mais ce n'est pas du cinéma, juste des captures d'images réelles qui montrent les effets, bien réels eux aussi, du Tazer. Ce pistolet qui décharge jusqu'à 50 000 volts à bout portant. Nicolas Sarkozy se prépare à équiper des milliers de policiers et gendarmes de cette arme, qui par ailleurs se banalise sur e-bay. Cette légalisation de la torture, les abus auxquels le Tazer donnera lieu, par la commodité et la discrétion de son usage – public ou privé –, soulèvent un mouvement de pétition centralisé par le Réseau d'alerte et d'intervention pour les droits de l'homme (Raidh). On demande que la France, comme nombre d'autres pays civilisés, réserve cette arme aux unités d'élite. Non à la gégène de poche ! **www.raidh.org**

À lire

Un nouveau « Pote »

Pote à pote (Présidentielle 2007) « Élysée moi ! » titre la une de la nouvelle maquette du mensuel **Pote à pote**. Désormais présenté sous la forme d'un magazine de 24 pages couleur, le journal de la fédération nationale des Maisons des potes ouvre ses colonnes à la présidentielle 2007. Premier article du dossier, « 2007 année portes ouvertes » demande ce qui, depuis les événements en banlieue de l'automne dernier, a changé. « Rien, strictement rien, désespérément rien », répond **Pote à pote** : « Les discriminations sont toujours là, le chômage et les ghettos aussi. Et les politiques préfèrent croire que ce n'était qu'une poussée de colère passagère. » Or, pour que les portes s'ouvrent pour tous « et pas seulement pour quelques-uns », il faut « rétablir l'ascenseur social ». Pour tous et pas seulement « pour Zidane et Roselmack ! » **Pote à pote**, n° 109, 24 p., 1,50 euro.

LOGEMENT

Sans toit à Toulouse



Elles sont relogées jusqu'au 2 novembre, ce qui ne règle rien : 90 personnes restent sans solution d'hébergement pérenne à Toulouse. Emmaüs France, la Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale (Fnars), Médecins du monde et le Secours Catholique ont adressé une lettre au Premier ministre pour que la situation de ces familles soit réglée rapidement. Depuis plus de trois mois, les antennes toulousaines de ces associations sont mobilisées quotidiennement dans le but de trouver une solution « digne » et de long terme en faveur des 22 familles. Dans l'attente d'une nouvelle régularisation, elles ont bénéficié d'hébergements en hôtel depuis juin, grâce à des subventions octroyées par le conseil régional et un financement d'urgence transitoire accordé par l'État en juin 2006, « mais sans vision à long terme. » Les quatre associations déplorent que chaque année « les ruptures du dispositif d'urgence, au terme des périodes hivernales, mettent dans notre pays de nombreuses familles avec enfants à la rue ». Malgré diverses propositions, « aucune méthode de prévision ou d'anticipation n'a été amorcée » par les ministères concernés par ces situations.

X. F.

Fnars, 76, rue du faubourg Saint Denis, 75010 Paris, 01 48 01 82 00, www.fnars.org. Secours Catholique, 106 rue du Bac, 75007 Paris, 01 45 49 73 00, www.secours-catholique.asso.fr.

SUR LE NET

DRM pour les nuls

Au cas où vous n'auriez pas encore lu la FAQ « les DRM pour les nuls », ni compris à quoi servent vraiment les DRM et pourquoi certains n'en veulent pas, lisez donc ce texte : « Pourquoi devrait-on me forcer à acheter un appareil en même temps qu'une œuvre ? » (1) Vous comprendrez vite que moins vous êtes consommateur lambda et docile, plus vous avez d'autonomie par rapport à la technique, plus vous courez de risques de vous retrouver sous le coup d'une inculpation pour infraction à la loi droits d'auteur. Au prix des amendes, fait remarquer l'auteur, ça pourrait faire... 10 000 tee-shirts de soutien à vendre. Moins drôle, mais tout aussi convaincant : un dénommé Guuzbourg, animateur du Mp3blog « Filles sourires » (2) et amateur de chansons françaises, s'est vu menacé de prison par le bureau français « antipiraterie » (la SSCP, Société civile des producteurs phonographiques), faute de « cesser immédiatement cette activité, et de supprimer en conséquence de votre site sur Internet l'accès à ces fichiers illicites, et d'utiliser votre site à des fins strictement légales ».

Le problème c'est que Guuzbourg est domicilié à Amsterdam. (1) www.drm.mediaarea.net (2) <http://fillessourires.blogspot.com/2006/09/cease-and-desist.html>

Clowns en brigade



Les clowns ont encore frappé. C'est devant la Maison de l'Europe, dans le Marais, qu'ils s'étaient donnés rendez-vous lors de la Nuit blanche parisienne. Barbelés,

chaînes et slogans paradoxaux – « Pas de photos, nous ne sommes pas aux Mureaux » ou « Rentrez dans vos cités » – ont duré jusqu'à ce que les bleus, appelés par les habitants du quartier, déboulent pour faire cesser ce désordre. « Police nulle part, justice partout », hurlaient les clowns. Puis, quelqu'un leur ayant lâché « Embarquez-vous », les policiers sont repartis seuls au son de la batucada de Vamos. Réjouissant ! <http://brigadecolons.org>

Marnay en guerre



Ce petit village de 250 habitants près de Nogent-sur-Seine est en ébullition depuis quelques mois. La plus grosse usine française d'éthanol, lourdemment subventionnée par l'État et la Région, devrait s'implanter sur des terrains situés en partie sur la commune. Mais ces terrains sont dans une zone classée Natura 2002, proche d'un château classé monument historique et d'un site archéologique important. Les habitations seraient à 500 mètres de l'usine Soufflet, classée Seveso 2 ; la nationale 19 passerait à 65 mètres au lieu des 75 mètres réglementaires. Etc. La coalition qui s'est fait élire à la mairie sur son projet d'opposition à l'usine se bat. Et rencontre bien des difficultés pour se faire entendre des collectivités, mais aussi des médias locaux et nationaux. Vendredi dernier, ils manifestaient à Pont-sur-Seine contre une prétendue enquête publique, bâclée en un mois. Nous y reviendrons prochainement. En attendant, allez voir leur blog : <http://spe5villages.blogspot.com/>

BABIL WEB

PAR CHRISTINE TRÉGUIER

Bonjour chez vous !

Sans attendre les élections, la France d'après se met en place. Elle ressemble étrangement à l'univers douillet et sécurisé de la série culte « Le Prisonnier » : voitures électriques silencieuses, caméras discrètes, micros d'ambiance et puces RFID greffées sous la peau (esthétique et fonctionnelles). J'exagère à peine, même France Inter en parle. Parmi les multiples annonces officielles du mois relatives à cette société de la tranquillité, on n'a que l'embarras du choix pour se faire vraiment peur. Au hasard : le ministère de la Justice a annoncé la création en janvier 2007 d'une « plate-forme qui permettra l'écoute de la voix, l'identification des numéros appelants, la géolocalisation des téléphones mobiles, la réception des informations détenues par les opérateurs et leur renvoi aux services enquêteurs ». Cette supercellule d'écoute est destinée non pas aux services spéciaux, mais au tout-venant des écoutes diligentes par les juges. Le ministère a l'argument pour faire avaler la couleuvre : il s'agit de faire des économies, estimées à 45 millions (en 2005, les dépenses d'interception se sont élevées à 92 millions d'euros pour 20 000 écoutes requises). Imparable ! Les communications Internet sont bien sûr visées. Le garde des Sceaux entend visiblement obliger les fournisseurs à faire ce que ne leur impose nullement la loi : poser des mouchards à l'entrée sur les serveurs, il triera après.

Autre exemple : un arrêté datant du mois d'août concernant la mise en place du fichier Eloi, destiné à faciliter l'éloignement des « étrangers se maintenant sans droits sur le territoire ». Ce bon Eloi se chargera donc du « recueil de données sur les personnes qui séjournent en France sans papiers, sur leurs enfants, sur les personnes qui les hébergent, sur celles qui leur rendent visite en centre de rétention, et la conservation de ces données pendant trois ans après l'expulsion ». Rien que ça ! Et croyez vous que notre gardienne des libertés, la Cnil, ait trouvé à y redire ? Elle aurait pu, elle aurait dû, mais elle n'a pas eu le temps de se prononcer dans le délai de deux mois imparti par la loi. Au-delà, sa réponse est donc réputée « favorable ». Validé donc, l'énième fichier des étrangers. Le ministère aurait pourtant pu opter pour le nouveau système Hitachi, de localisation des personnes dans un bâtiment. Une petite puce émettrice, du Wifi et le tour est joué. Où que vous soyez, le système sait et vous interpelle : « Numéro 6, ici le numéro 2, vous êtes dans une zone non-autorisée. Veuillez regagner votre résidence assignée. » www.lemonde.fr, www.agoravox.fr, www.fr.computermagazine.be

CULTURE

CHANSON
Juliette Andréa



On dit d'elle qu'elle a une sacrée présence, la scène dans le sang, dans les tripes ou dans les reins. Depuis peu, lass  e d'écrire pour deux sous les chansons des autres, Juliette Andréa a repris sa plume, histoire de voler de ses propres ailes.    l'âge où l'on peut compter sur soi, et pas seulement sur son minois, son écriture devient plus personnelle, plus profonde, plus

violente aussi. En attendant son premier album (bientôt), on découvrira sur scène au Sentier des Halles une femme attachante qui marche et fredonne à l'écart des microsillons – trop de tête pour le show-biz, trop blonde pour les réseaux de la chanson à texte. On découvrira surtout des chansons où elle s'inquiète de l'évolution de l'amour, de ce que sont devenues, vingt ans après, la p'tite Lili de Perret, ou Amélie, qui a tué son père...
Juliette Andréa en concert, les mardis 7 et 14 novembre à 22 h, au Sentier des Halles, 50, rue d'Aboukir, 75002 Paris, 01 42 67 89 96, fidgi@infonie.fr

**LIVRE
Contre
l'avaleur travail**
Le mythe du chômeur heureux a au moins un

avantage, il répond dynamiquement à celui du chômeur coupable et victime, méritant l'opprobre ou la charité. Il pose aussi à toute la société la question qui dérange, celle d'autres valeurs que la valeur travail. Face à l'argent, à la consommation, au toujours plus, il nous parle de temps libre, de culture et d'activité choisie. Le chômage allié à la culture interroge le sens que nous donnons à notre vie, une fois   cart  e la question nécessaire de la survie. Pour théoriser la question, les   ditions du Chien Rouge, proches du journal *CQFD* (Ce qu'il faut détruire), publient le *Manifeste des chômeurs heureux*. Fruit des mouvements de précaires qui remuent l'Europe depuis le milieu des années 1990 et de trois pratiquants anonymes, cet héritier du *Droit à la paresse* de Paul Lafargue (1880) est un petit bréviaire d'aristocratie populaire, qui distille sa douce

subversion sur quelques pages, brèves et insolentes. Ses auteurs ont le mérite de libérer un certain imaginaire collectif, en posant que *« le chômage n'est peut-être pas un problème, mais une solution »* ou d'autres questions, du genre : *«    partir de quel revenu mensuel seriez-vous prêts à arrêter de travailler ? »* Questions qui libèrent vite une certaine agressivité (fructueuse) chez vos interlocuteurs. Et vous, vous laisserez-vous interpell  r dans vos certitudes ?
Manifeste des chômeurs heureux,   ditions Le Chien rouge, www.cequifautdetruire.org

**HISTOIRE
La Commune
en fête**



Les Amis de la Commune de Paris 1871 organisent une exposition du 14 au 26 novembre à la bibliothèque Pablo-Neruda,    Malakoff. En 1871, à l'époque de la révolution parisienne dite du 18 mars, la municipalité de Malakoff n'existe pas encore. Ce n'est qu'en 1883 qu'elle sera crée administrativement, même s'il y a bien une sorte de territoire un peu particulier englobé dans la commune de Vanves. Cette zone de cabarets canailles, où nombre d'ouvriers se sont installés pour fuir les répressions de 1848 et 1859, sera le noyau de la future Malakoff. Les combats contre les Versaillais y feront rage en 1871. L'exposition présente plusieurs panneaux spécifiques à Malakoff, venant compléter les quinze panneaux consacrés à l'histoire générale des soixante-douze jours de la Commune de Paris.
Les Amis de la Commune de Paris 1871, 46, rue des Cinq-Diamants, 75013 Paris, 01 45 81 60 54, www.commune1871.org

SQUATS |

**Paris au pied
du mur**



JEAN-MARIE CHANTREL

Une petite fête se prépare du côté de l'épatant Théâtre de verre (Paris X*), qui a réussi, grâce à la mobilisation de ses soutiens (notamment des élus PCF),    négocier un prolongement avec son propriétaire, la SNCF, juste avant expulsion. Par contre, la triste litanie des expulsions reprend, cette fois dans le XIII^e arrondissement. Des ingrédients immuables, mais une émotion toujours nouvelle au Barbizon. Le petit lieu de culture, mur   par la police au matin du 18 octobre, abattait un travail culturel de proximité remarquable dans le quartier Tolbiac. La Mairie de Paris aurait peut-être souhaité qu'il poursuive ses activités, mais trop mollement pour s'engager vraiment sur le dossier, malgré les vœux (pieux) votés à l'initiative des élus Verts. En cause, comme toujours, l'adjoint Christophe Girard, obnubilé par la vision clinquante et plus lucrative d'un Paris capitale culturelle, bien loin des préoccupations des habitants et de la vie des quartiers. La préfecture de police n'avait peut-être pas de raison de laisser un dossier aussi politique pourrir dans l'ambiguïté... Elle a mis la mairie – c'est le cas de le dire – au pied du mur. L'a somm  e de résoudre ses contradictions. Reste que ce sont les habitants et la culture qui trinquent. *« C'est comme si tout le travail fait dans le quartier depuis des années ne comptait pas »*, remarque Thierry Wurtz, l'un des animateurs du Barbizon, d     et choqué *« de l'absence de la mairie et de Christophe Girard »*.    l'échelle de la ville, les petits lieux de culture ne sont plus qu'une peau de chagrin. C'est un cri unanime qui revient, à Tolbiac comme ailleurs, dans le milieu des cultures alternatives, pour juger le bilan de Delanoë sur la culture de proximité : *« C'est une catastrophe ! »*

DAVID LANGLOIS-MALLET

Théâtre de verre, <http://perso.orange.fr/theatredeverre/index.htm>, www.lebarbizon.org
Contact : 06 87 90 80 41.

ÉCOLOGIE

Maison rayonnante



R. DEJACLOCHE / OBSERVER

Vraiment sympa, la maison Rimbault,    Saint-Simon (Cantal), et en plus, il fait beau. Signée par l'architecte Simon Teyssou, elle vient de remporter le 10^e concours biennal « Habitat solaire, habitat d'aujourd'hui », catégorie « maison individuelle ». Cette manifestation, organisée depuis deux décennies par l'Observatoire des énergies renouvelables, connaît aujourd'hui une reconnaissance méritée des pouvoirs publics et des professionnels, après des années de marginalité. Que les Rimbault nous pardonnent les lauriers abondants, mais leur maison, bioclimatique, architecturalement très réussie, très sobre en énergie, convertie aux énergies renouvelables, au bois et autres matériaux locaux, aux équipements basse consommation, à la récupération de l'eau de pluie, etc., – et peu coûteuse ! –, a tout pour rester pendant quelque temps une référence écologique nationale.

TRANSPORTS |

Un ticket pour le climat

La SNCF a mis au point un «   cocomparateur » démontrant que le train est le transport le plus   colo.

Des comparateurs de prix, il y en a des centaines sur Internet, livrant en quelques secondes le nom du commerçant le moins cher pour un produit. Enfin une vraie nouveauté : la SNCF, avec l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe), vient d'installer sur son site un astucieux «   cocomparateur » calculant le « coût climatique » d'un voyage selon que l'on choisit le train, l'avion ou la voiture. C'est saignant : pour un Paris-Nice, l'avion émet, par voyageur, 30 fois plus de gaz carbonique (CO₂) que le train, et la voiture 50 fois plus ! Comme on reste vendeur, d   la SNCF, l'éco(nomie)comparateur donne aussi les prix : le train est le moins cher. Le site fait une fleur à son concurrent, il compare aussi les durées : l'avion est le plus rapide ! On se demandait bien quand le train allait se décider à exploiter son avantage climatique. On comprend qu'il s'agit d'un superbe coup commercial à la réaction du président d'Air France, qui pinaill   sur la méthode de calcul : des queues de cerises. Le transport – essentiellement la route et l'avion –

est responsable de 25 % des émissions de gaz à effet de serre français. Et celles des avions, même si elles ne génèrent que 3 % du total européen, ont augmenté de 73 % en Europe entre 1990 et 2003. Euphorique, la SNCF prétend attirer vers l'  cocomparateur jusqu'à 8 % des 500 000 visiteurs quotidiens de son site, et affirme répondre à une « vraie demande ». On aimerait croire en sa capacité à changer les comportements : un sondage (sur Internet) ne décelait que chez 4 % des répondants le « respect de l'environnement » comme motivation première pour le choix d'un mode de transport (contre 53 % pour la durée de voyage et 68 % pour le coût). On souffle une idée aux compagnies aériennes, dans le but de favoriser une saine émulation écolo : un « nucl  ocomparateur », calculant la quantité de déchets nucléaires générés par un voyage (l'électricité, énergie des trains, est d'origine nucléaire à près de 80 %). Hélas, pour les « automobile-clubs », on ne voit pas trop...

Patrick Piro

Label en bois
Coupes rases, bombes, empoisonnement d'animaux : voilà les pratiques de « gestion durable » menées par des industriels dans les forêts primaires de Tasmanie, dénoncée par la Wilderness Society. Comble : les forestiers, en créant un «   co-label » à leur main, ont réussi à obtenir la certification écologique internationale PEFC, ce qui leur ouvre les marchés européens du bois « durable » ! Les Amis de la Terre relayent en France une campagne d'interpellation des gestionnaires du label PEFC. Voir le site www.cyberacteurs.org

L'ortie se rebiffe

La menace d'interdiction qui pèse sur l'usage du purin d'ortie et autres décoctions naturelles à usage phytosanitaire (voir *Politis* né 917) a déclenché une sainte colère chez les bios-écolos. Un collectif « Ortie et Cie » (déjà 40 organisations) pour la défense des savoir-faire populaires en agriculture somme les ministères d'ouvrir rapidement des négociations pour garantir l'avenir de ces produits. Et d'abord surseoir à l'application des articles de la Loi d'orientation agricole interdisant, depuis janvier, toute publicité commerciale ou recommandation pour les produits sans « autorisation de mise sur le marché ».
Collectif Ortie et Cie : ortieetcie@orange.fr, 01 45 79 07 59 (Les amis de l'Ortie), mdrgf@wanadoo.fr, 06 81 64 65 58 (MDRGF)

Pub à l'amende
   Paris, pour la 10^e action de barbouillage pacifique de m  gapanneaux publicitaires urbains, rendez-vous samedi 28 octobre à 15 h devant la station de métro Quai-de-la-Rap  e. La police interpelle désormais les « d  boulonneurs », qui misent sur la médiatisation des procédures pour susciter le débat. Le 8 décembre, deux d'entre eux seront jugés    Alès. Le 27 juin, ceux de Montpellier n'avaient été condamnés qu'à des amendes de 200 euros avec sursis. Pour le Collectif des d  boulonneurs, le signe d'une reconnaissance de la légitimité de ses actions.

www.deboulonneurs.org

CHANGER D'ÈRE

PAR ANDRÉ CICOLELLA

**Les émules
du Pr. Pellerin**

Voici, en substance, le beau principe qu'affiche l'Agence de sécurité sanitaire de l'environnement et du travail (Afsset) dans son règlement intérieur : les experts qui ont un intérêt direct ou indirect dans un dossier examiné ne peuvent prendre part ni aux délibérations ni aux conclusions scientifiques au sein des instances d'expertise de l'Afsset. La réalité est tout autre. En témoignent deux expertises récentes. Les inspections des affaires sociales (Igas) et de l'environnement (Ige) viennent d'épingler le rapport 2003 de l'Afsset sur la téléphonie mobile, constatant qu'un expert avait un lien direct et deux autres un lien indirect avec un opérateur. Pas étonnant que le rapport ait conclu à l'absence de risques ! La seconde expertise concerne les éthers de glycol. Demand  e à l'Inserm par l'Afsset, rendue publique par les deux organismes, elle devait faire le point sur les connaissances nouvelles depuis 1999, date de la dernière expertise. Depuis, événement majeur, a été exigé le retrait (en juin 2003) d'un médicament, le Pilosuryl  , à la suite de plusieurs cas d'insuffisance rénale, dont un mortel, mis en évidence depuis 1999, date à laquelle ce médicament (de phytothérapie !) avait été reformulé, utilisant, comme solvant, un éther de glycol, le DEGEE. Plusieurs études scientifiques publiées dans les années 1960 décrivent des effets rénaux de ce DEGEE chez le rat. La transposition à l'homme montre la possibilité d'un risque de même nature, s'agissant d'un médicament pouvant être pris sur des longues durées. Surprise : cette donnée majeure n'est pas analys  e dans le rapport d'expertise collective !    l'évidence, l'autorisation de mise sur le marché (AMM) en 1999, par l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (Afsaps), représente une boulette magistrale, que le comité d'experts de l'Inserm n'a pas souhaité mettre au jour. Co  cidence : un représentant de l'Afsaps si  geait dans ce comité !

Il y a vingt ans, le professeur Pellerin affirmait que le nuage de Tchernobyl ne représentait aucun risque, alors même que des données prouvaient le contraire. On se souvient des expertises douteuses des académies sur l'amiante ou les OGM. Il est urgent qu'une loi crée une « Cnil » de l'expertise, pour mettre un terme à l'influence des intérêts industriels sur le processus d'expertise. Urgent aussi d'établir les responsabilités, comme l'exigeaient les milliers de victimes de l'amiante rassemblées le 30 septembre à l'initiative de l'association Andeva, plus de dix ans après que leur plainte eut été déposée au pénal... La récente mise en examen du professeur Pellerin montre que l'impunité n'est plus garantie. Mais combien de victimes avant d'en arriver là ?
André Cicolella est auteur du livre *Alertes santé*, avec Dorothe   Benoit-Browaays, et président de la Commission Santé des Verts.

ÉCONOMIE SOLIDAIRE

ÉDUCATION

Outils pour agir

Comment sensibiliser jeunes et moins jeunes au développement et à la solidarité internationale ? Le catalogue *Comprendre pour agir* propose toute une série d'outils pédagogiques – brochures et livres, DVD, CD, jeux, expositions... – pour travailler en groupes d'enfants, d'adolescents ou d'adultes (une signalétique permet de distinguer le public ciblé). Distribués par Arcades,

ils sont mis au point par les associations partenaires que sont Peuples solidaires, Ritimo, le CCFD, Frères des hommes et Demain le monde (qui mène actuellement une campagne sur « Les migrations pour vivre ensemble »). Par exemple, « L'eau, un bien précieux », un dossier à deux euros comptant plus d'une dizaine de fiches-élèves à photocopier (activités, lecture, dessin...), sur l'eau dans la nature, la ville, la vie



quotidienne, les pays du Sud, etc. Le catalogue se divise en plusieurs thématiques : mode de production et commerce international, droits et citoyenneté, territoire et population, ressources naturelles,

RENCONTRES

Rendez les services !

Des collectivités locales se mobilisent pour les services publics, toujours menacés.

À Genève, les 28 et 29 octobre, se tiendra la prochaine Convention internationale des collectivités locales pour la promotion du service public, qui tente de faire face notamment à la menace que constitue l'Accord général sur le commerce des services (AGCS), négocié dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). « Cette Convention, explique le comité international d'organisation, a pour ambition de souder les liens entre les collectivités attachées aux valeurs de démocratie et de service public, de renforcer la coopération entre les acteurs des mobilisations (élus locaux, organisations syndicales, mouvements sociaux et ONG) qui souscrivent à cette



libéraliser les biens communs. Ce week-end, à Genève, seront abordés la libéralisation des services et ses enjeux, les liens entre le financement des services publics et la fiscalité, la question des droits démocratiques, etc. Cette rencontre – il s'en déroule une par an – aura lieu alors que les négociations du cycle de Doha de l'OMC sont dans l'impasse. Ce qui n'abolit pas

pour autant l'AGCS, préviennent les organisateurs. En effet, face au blocage des négociations globales de l'OMC, les accords sectoriels et bilatéraux vont probablement se multiplier. « La volonté de puissants acteurs transnationaux s'obstine à soumettre, par toutes sortes de moyens, les services publics, y compris locaux, aux seules logiques commerciales et de privatisation, cela alors même que les avantages de celles-ci sont loin d'être démontrés », avancent-ils. Ces acteurs transnationaux sont aussi épaulés par les gouvernements du Nord, plus sensibles au charme de la concurrence non faussée qu'à celui, un peu désuet, des services publics. Ne restent plus, alors, que les collectivités locales pour se mobiliser.

Dante Sanjurjo
Maison des associations, rue des Savoises 15, 1205 Genève, Suisse,
00 41 22 800 10 40, agcs-gats@ras.eu.org,
www.agcs-gats.org

éducation et santé, développement durable, culture/interculturalité, migrations et antiracisme, et solidarité. **Arcades, 6 bis, rue Albin-Haller, ZI République II, 86000 Poitiers, 05 49 41 49 11, www.arcades.org**

RENCONTRES

Un mois en Paca

Novembre, c'est « le mois de l'économie sociale et solidaire » dans la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur (Paca). Plus de 35 organisateurs, avant tout des associations, des mutuelles, des fondations et des coopératives, proposeront plus de 50 rendez-vous, à l'initiative de la Chambre régionale de l'économie sociale. L'événement s'ouvre cette année vers l'étranger avec la participation d'acteurs belges et une opération intitulée avec le Québec, conçue comme « un échange croisé de regards sur le poids de cette économie en plein développement ». À noter également, un appel à contributions baptisé « Festicom, des slogans pour l'économie sociale et solidaire », et destiné à « construire ensemble la communication de demain ». Mais le plus intéressant sera sans doute d'aller à la rencontre des structures participantes, d'assister aux débats qu'elles organisent, et de discuter de leurs pratiques, au-delà de la traditionnelle communication sur les valeurs de l'économie sociale. Le programme est disponible sur catalogue papier ou sur Internet. **Cres Paca, 04 91 54 96 75, www.crespaca.org**

MOBILISATION

Droits sociaux

Le Réseau-Solidarité, qui œuvre pour le respect des droits économiques et sociaux dans le monde, comme Amnesty International défend le respect des libertés individuelles et des droits de l'homme, en est aujourd'hui à son 300^e appel. Il concerne la multinationale Dole, numéro un mondial des fruits et légumes. Dole affiche des préoccupations éthiques... qui étonnent les syndicats. « Dole bafoue quotidiennement aussi bien

les normes environnementales que les droits économiques et sociaux de ses travailleurs, peut-on lire dans le trimestriel *les Échos du Réseau-Solidarité*. Ce n'est pas la première fois que nous dénonçons les écrans de fumée derrière lesquels se cachent certains responsables politiques et économiques. En avril 1981, Réseau-Solidarité lançait sa première action urgente, à la demande d'un syndicat sénégalais, mobilisé pour les droits de populations menacées par un grand barrage [...] Dans leur premier bilan annuel, les militants écrivaient sans hésitation : « Que s'agit-il de faire maintenant ? D'abord : continuer ! » **Vingt-cinq ans et 300 appels plus tard, cette motivation est intacte. » Réseau-Solidarité, 02 99 30 60 53, www.peuples-solidaires.org/reseau-solidarite**

BRETAGNE

Vente à la ferme

Le Biau Courti, dans le Morbihan, est un lieu de vente à la ferme où plusieurs paysans déposent, tout au long de l'année, légumes et volailles bios, viande, pain, fromages, jus de pomme, cidre, laitages, beurre, etc. La vente sur place (à la ferme de Dominique et Véronique Bourdon, Bodlignen, 56140 Tréal) se fait le vendredi de 16 h 30 à 19 h 30, sur commande. Mais des livraisons sont aussi organisées à Peillac, Rochefort-en-Terre et Guer. Enfin, plusieurs de ces produits sont disponibles sur les marchés de Questembert, Rennes et Guer, et dans les Biocoop de Redon, de Vannes et de Ploërmel. « Pour notre démarche, expliquent les membres de ce groupement, nous souhaitons privilégier une production respectueuse de l'environnement, de l'homme et de l'animal, des fermes à taille humaine assurant la transformation des produits, créatrice d'activité et d'emploi en milieu rural, et la vente directe, qui favorise le contact et génère du lien social. » Le tout en privilégiant des techniques économes en énergie. **Dominique et Véronique Bourdon, 02 99 08 92 87.**

Agenda

– Du 2 au 5 novembre, à Bayonne, se tiendra un Salon de l'agriculture paysanne et durable, baptisé Lurrama (« terre mère » en basque). Pendant quatre jours, seront proposés des expositions, des débats, un marché fermier, des présentations d'animaux locaux, des performances de chants et de danses basques, des activités pour enfants, etc. Ce salon est aussi conçu comme un lieu de rencontre entre paysans et urbains. Ils pourront échanger autour des problématiques de l'eau, du réchauffement climatique, de la biodiversité, de la santé, des OGM, des biocarburants, des énergies renouvelables, de l'agriculture bio, fermière, des AOC et chartes de qualité, des circuits courts de distribution, des Amap, des liens entre paysans et consommateurs, entre la ville et la campagne, etc. Les amateurs de gastronomie seront aussi servis, avec des pintxo (tapas), des talos (galette de maïs), du txakoli (vin blanc), du cidre basque, des démonstrations de fabrication traditionnelle de fromage basque, et des repas pour plusieurs centaines de convives préparés à partir de produits de l'agriculture locale par les plus grands chefs cuisiniers du Pays basque (de nombreux étoilés Michelin et meilleurs ouvriers de France participeront bénévolement). **Rens. : lurrama@orange.fr**

– Le 14 novembre à 18 h, conférence de rédaction ouverte pour le magazine de décembre/janvier de *Place publique*. Chacun vient avec ses idées d'articles, de thèmes à débattre, de contacts à partager... **Rendez-vous au CFD, 7-9, rue des Petites-Écuries, 75010 Paris. Inscr. indispensable. www.place-publique.fr**

SOUSCRIPTION

Café au goût rebelle



Comme chaque année depuis 2003, une campagne de souscription est lancée par l'association Échanges solidaires pour acheter le café de deux coopératives zapatistes du Chiapas. La première, MutVitz, dans la région des Altos, près de San Cristóbal de las Casas, est la plus ancienne. C'est aussi la première à avoir obtenu la certification biologique et les certificats pour pouvoir exporter. La seconde, Yachil Xojobal Chulchan, réunit plus de 1 000 membres, dont beaucoup de réfugiés de la zone de Polho. Presque tous ses membres sont maintenant en culture bio, et les autres sont en phase de transition. À la suite des discussions entre Échanges solidaires et les membres de ces coopératives, il a été décidé d'augmenter le prix payé à ces dernières. Il passera de 1,50 dollar la livre de café vert à 1,60 dollar. Cet excellent café, fort et délicat, coûte trois euros le paquet de 250 grammes. « Les bénéfices résultant de la vente en France continueront à être intégralement reversés aux conseils de bonne gouvernance zapatistes pour qu'ils bénéficient à l'ensemble des communautés, y compris celles ne produisant pas de café », précise Échanges solidaires. Le café, payé aujourd'hui, sera disponible en juin 2007. Le prépaiement permet d'éviter que les agriculteurs s'endettent auprès des banques en attendant le paiement de la récolte, qui a lieu entre novembre et janvier. La distribution commencera en juin, par colis pour ceux qui habitent en province, sans frais supplémentaires (pour ceux qui le peuvent, il est alors préférable, afin de réduire les coûts, de commander en une fois et par multiples de dix paquets). **Souscription : Comité de Solidarité avec les peuples du Chiapas en lutte, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris. Pour plus d'informations sur ces cafés ou pour recevoir des bons de commande : cafesolidaire@no-log.org, www.cspcl.ouvaton.org**

COMMERCE ÉQUITABLE
Un centre de ressources

La fédération d'acteurs du commerce équitable Minga vient d'ouvrir, à Saint-Denis (93), un centre de ressources « au service de tous les citoyens qui se préoccupent de l'équité dans le commerce ». Il s'agit, d'une part, d'un espace d'information et de documentation, en collaboration avec Via le Monde, structure publique de Bobigny créée par le conseil général pour « l'émergence d'une citoyenneté internationale et la réalisation de projets de coopération et de solidarité des acteurs locaux ». D'autre part, ce centre est destiné aux porteurs de projets ou aux acteurs économiques qui souhaitent intégrer un maximum d'équité dans leurs relations avec leurs

partenaires. Ils pourront se documenter, échanger, s'inscrire à des formations menées en partenariat avec Quatre-Mâts développement et d'autres organismes (que signifie l'équité dans les échanges, comment entreprendre, créer une filière, trouver des financements ?). Ce centre doit aussi permettre la mise en réseau d'entreprises alternatives et d'organisations aux niveaux régional, national et international, et servir de cadre aux discussions de groupes de travail citoyens sur l'équité. L'initiative est soutenue par le conseil général, le conseil régional et la Communauté d'agglomération Plaine Commune. **Minga, 1, quai du Square, 93200 Saint-Denis, 01 48 09 92 53, www.minga.net**

ENTRETIEN

« Le commerce équitable commence près de chez nous »

Auteur d'un guide des marchés de plein vent, Christian Moretto* plaide pour la bonne bouffe et le rapprochement des producteurs et des consommateurs.

Comment vous est venue l'idée de publier un guide des marchés de plein vent en Haute-Garonne ? **Christian Moretto** : Avec Véronique Labre, nous aimons remplir notre panier sur les marchés de plein vent, et nous avons eu de nombreux contacts avec des producteurs. Nous avons tous les deux un parcours syndical. Pour ma part, je suis élu CGT au comité d'établissement de la caisse régionale d'assurance maladie de Midi-Pyrénées, qui mène des actions sociales et culturelles. Nous nous sommes interrogés sur la publication d'un guide dans la région Midi-Pyrénées et nous sommes adressés à plusieurs maisons d'édition, qui ont refusé notre projet. Nous avons alors exploré la région et rencontré Empreinte éditions. L'éditeur a proposé de recentrer ce guide sur la Haute-Garonne, très riche en marchés de plein vent. En agissant ainsi, nous pouvions aussi être acteurs de notre consommation.

Ce n'est pas seulement un guide...

Dans la première partie, nous posons un certain nombre de questions sur le devenir de notre alimentation, qui devient de plus en plus industrielle et tend vers la malbouffe. Le commerce équitable commence près de chez nous : il permet à l'agriculture paysanne de subsister. En effet, le guide n'est pas exclusivement consacré à l'agriculture biologique, bien que nous la citions plusieurs fois, mais à une agriculture paysanne respectueuse des êtres humains et de l'environnement, et donc proche de la Confédération paysanne. Nous affichons d'ailleurs dans ce livre notre opposition aux organismes génétiquement modifiés.

Quelles ont été les réactions ?

La plupart des producteurs ne s'attendaient pas à un contenu aussi riche et défendant de tels points de vue. Nous mettons l'accent, par exemple, sur la préservation des semences paysannes. Cela n'est pas anodin : la possibilité de breveter le vivant ne laisse plus la liberté au paysan d'utiliser ses propres semences, à moins de payer. Au-delà même des risques sanitaires importants liés aux OGM, voire aux hybrides, nous soulignons le fait qu'un pouvoir économique s'installe et que l'on peut ainsi petit à petit affamer un peuple. Nous avons aussi pris un risque en posant des questions traitant parallèlement d'agriculture et de culture dans leurs logiques marchandes, notamment avec la cofondatrice des cinémas Utopia à Toulouse.

Vous ne vous êtes pas contenté de décrire des marchés, on fait connaissance avec les producteurs et leurs méthodes de production.

Nous avons fait de très belles rencontres. Dans la troisième partie du livre, qui est un fichier des producteurs, nous avons développé un certain nombre d'entretiens. Par exemple, avec Christian Laval, un paysan de La Salvetat (Tarn-et-Garonne), qui est sur le marché de Saint-Aubin à Toulouse, un des plus beaux marchés de la Haute-Garonne. Il a pris en compte les dimensions économiques et politiques du rôle joué par le paysan auprès du consommateur. On explique aussi que des producteurs se sont associés pour créer l'Union des producteurs des marchés de plein vent. Nous montrons qu'il y a une tentative judicieuse de rapprochement entre les producteurs et les consommateurs. Certes, on n'arrivera pas à convaincre tout le monde, et des personnes continueront d'acheter massivement dans les grandes surfaces. Mais nous pensons convaincre

ceux qui hésitent à fréquenter les marchés de plein vent. Nous les prévenons aussi : on trouve de tout sur les marchés, et notamment le tout-venant des multinationales. C'est au fil des rencontres que l'on a pu distinguer les produits de qualité. Il nous a semblé intéressant de voir qu'autour de producteurs se réunissent des consommateurs pour préacheter les récoltes à venir et se partager le panier dans le cadre

d'associations d'aide au maintien de l'agriculture paysanne (Amap).

Combien avez-vous recensé de marchés de plein vent et qu'entendez-vous par qualité des produits ? Nous avons recensé une trentaine de marchés de plein vent en Haute-Garonne, sachant que, volontairement, nous n'avons pas parlé du marché du Cristal, à Toulouse, parce qu'il n'est qu'un marché de revente. Les producteurs que nous avons cités proposent des produits de qualité, mais la liste n'est pas limitative. Pour ce qui concerne la qualité des produits, nous avons nous-mêmes goûté beaucoup des produits provenant directement des producteurs, qui ont un attrait nutritionnel supérieur.

PROPOS RECUEILLIS PAR THIERRY BRUN

*Après la catastrophe d'AZF, Christian Moretto a écrit *Toulouse, chronique d'un désastre annoncé* avec Henry Farreny, maire adjoint de la commune de Ramonville-Saint-Agne, dans la banlieue de Toulouse. Les deux hommes y expliquent les raisons qui les incitaient à tirer la sonnette d'alarme plusieurs années avant la catastrophe.

Guide des marchés de plein vent en Haute-Garonne, Véronique Labre et Christian Moretto, Empreinte éditions, 160 p., 12,90 euros. À commander à la maison d'édition, 10 bis, bd de l'Europe, BP 9, 31122 Portet-sur-Garonne Cedex, 05 62 11 73 33, empreinteditons@wanadoo.fr



Salon Bio & Nature

3-12 novembre | Parc Floral de Paris

10h30-19h | Nocturne 21 h le vendredi 10
Métro Château de Vincennes (navette)

MARJOLAÏNE

500 exposants, 100 ateliers,
20 conférences...

Sous l'égide de :



SPAR organisation
Tél : 01 45 55 00 00 - www.spar.org
Programme complet sur www.paris2024.org
paris2024@paris2024.org

